

République Algérienne Démocratique et Populaire
Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique
Université Abderrahmane Mira – Bejaia



Faculté de Technologie
Département d'architecture et d'urbanisme

Mémoire de recherche
en vue de l'obtention de diplôme Master en architecture
Option : « Architecture, ville et territoire »

THEME

**Etude du phénomène de la micro-urbanisation dans un
centre rural montagnard : cas de la commune Ain
Lagredj, à la wilaya de Sétif.**

Préparé par :

ABDELLI Wahid
ACHAT Mohammed Mokrane
ADNANE Nadjat

Encadré par :

Mr. KEZZAR Mohamed Akli

Devant le jury :

Président : Mr. AINI
Examineur : Mr. DJERMOUNE

Soutenue en : Mars 2017

REMERCIEMENTS

Nous remercions tout d'abord dieu tout puissant de nous avoir donné la force et la puissance pour accomplir une action qui lui plaise.

Nous tiendrons à adresser aussi nos gratitudees à notre encadreur Mr. KEZZAR Mouhamed Akfi qui nous a guidés tout au long de cette recherche.

Nous ne pouvons pas oublier de remercier tous les fonctionnaires de l'APC de Ain Lagredj : Mr. Zaki, Mr. Rabia, Mr. Zidani. F et Mr. Aiad. F L'administration de département d'architecture de l'université Abderrahmane mira Bejaia.

Nos plus vifs remerciements s'adressent à tous la famille ACHAT, La famille ABDELLEI et la famille ADNANE

Mokrane, Wahid, Nadjat

Dédicace

Je dédie ce modeste travail

À LA Mémoire de mon père

*À celle qui m'a donné la vie, le symbole de tendresse, qui
s'est sacrifiée pour mon bonheur et ma réussite, à ma mère*

Que dieu La garde et la protège

À mes adorables sœurs : Rima et Meriem

À mon frère Yahia

À toute ma famille

*À mes très aimer et compatriote Mokrane et Nadjet avec
lesquels j'ai partagé de très agréable moments*

*À mes très chers amies : Meriem, Lydia, Yamine, Mohand
Zine, Yanis et Ghiles qui me redonne toujours le courage*

À tous ceux qui m'aiment et ceux qui m'aiment pas

À tous ceux que j'aime

Wahid ABDELLI



Dédicace

*Je dédie ce modeste travail à celle qui m'a donné la vie, le
symbole de tendresse, qui s'est sacrifiée pour mon bonheur et ma
réussite, à ma mère Hanifa*

*A mon père Hamza, école de mon enfance qui a été mon ombre
durant toutes les années des études, et qui a veillé tout au long
de ma vie à m'encourager, à me donner l'aide et à me protéger.*

Que dieu les gardes et les protèges

A mes adorables sœurs : Soraya, Souad et Imene

A mes chères frères : Salah et Anis

A mon cousin Salim et mes cousines Assia et Dyhia

A toute ma famille

*A mes très aimer et compatriote Nadjet et Wahid avec lesquels
j'ai partagé de très agréable moments*

*A mes très chers amies : Meriem, Lydia, Yamine, Halim,
Mohand Zine et Ghiles qui me redonne toujours le courage*

A tous ceux qui m'aiment et ceux qui m'aiment pas

A tous ceux que j'aime

Mohammed Mokrane Achat



Dédicace

Je dédie ce modeste travail à celle qui m'a donné la vie, le symbole de tendresse, qui s'est sacrifiée pour mon bonheur et ma réussite, à ma mère Samia

A mon père Fatah, école de mon enfance qui a été mon ombre durant toutes les années des études, et qui a veillé tout au long de ma vie à m'encourager, à me donner l'aide et à me protéger.

Que dieu les gardes et les protèges

A mes adorables sœurs : Basma, Rima, Ikram et Aya

A mon grand-père Tayab ainsi que ma tante Baya

A toute ma famille

A mes très aimer et compatriote Mokrane et Wahid avec lesquels j'ai partagé de très agréable moments

A mes très chers amies : Meriem, Lydia, Fatima, Hicham et Didine qui me redonne toujours le courage

A tous ceux qui m'aiment et ceux qui m'aiment pas

A tous ceux que j'aime

Nadjet ADNANE



Résumé

L'espace rural Algérien a des qualités multiples de par sa diversité et son authenticité, il a été pour longtemps un champ d'expériences et un théâtre des interventions et de différentes stratégies de développement initié par les pouvoirs publics. Leurs principales préoccupations étaient souvent de développer les centres ruraux à savoir les chefs-lieux. Ceci provoque un déséquilibre spatial surtout par rapport aux zones éparses. Le résultat de ce déséquilibre est un mouvement de masse de la population vers les centres pour s'y installer durablement c'est ce qu'on dénomme la micro urbanisation.

L'étude de quelques aspects de ce processus dans l'espace rural algérien en général et l'espace villageois montagnard kabyles à travers le cas de quelques localités de la commune Ain Lagredj nous a permis de saisir d'une part les effets des facteurs majeurs des mutations à savoir : l'exode, l'émigration et les politiques de développement rural de l'Algérie ; d'autre part elle nous a permis d'avoir une idée globale sur les caractéristiques et les acteurs de la micro urbanisation. Et son impact sur le paysage et sur l'identité régionale Kabyle.

Mots clés

Micro-urbanisation – centre rural – secteur privée – pouvoirs publics.

Abstract

The Algerian rural space has many qualities due to its diversity and authenticity. For a long time it has been a field of experience and a theater of interventions and of various development strategies initiated by public authorities. Their main concerns were to develop the rural centers, namely the chief towns, causing a spatial disparity due to the movement and the dynamism of the population towards the centers. This is called the orientation towards the center in other words micro-urbanization.

The study of some aspects of this process, in the Algerian rural space in general and the Kabyle mountain village area specially in the region of Ain Lagredj, allowed us to grasp on the one hand the effects of the major factors of mutations: the exodus, immigration and rural development policies of Algeria; On the other hand, it has allowed us to have a global idea on the characteristics and actors of micro-urbanization. And its impact on the landscape and its regional identity.

Keywords

Micro-urbanization – Rural center – private sector – Public authorities.

الملخص

يتميز المجال الريفي الجزائري بالتنوع و الغنى من حيث الخصائص و المقدرات و قد أدت المساعي المتعاقبة لتنميته إلى جعله حقلًا للتجارب و مسرحًا للتدخلات و السياسات التنموية المختلفة ونظرًا لكون هذه الأخيرة اهتمت أكثر بتنمية المراكز الريفية حدث اختلال و عدم التوازن في التهيئة بين هذه المراكز و المناطق ذات المستقرات المبعثرة و كنتيجة لذلك الاختلال ظهرت حركة و ديناميكية للسكان نحو المراكز بغيت الاستقرار الدائم فيها و هو ما يعرف بظاهرة التعمير المصغر.

تتبع جوانب هذا التحول في المجال القروي الجزائري بشكل عام ثم في المجال القروي القبائلي بشكل خاص من خلال دراسة بعض المستقرات من إقليم بلدية عين لقراج سمح بإبراز آثار أهم عوامل التعمير المصغر كالهجرة ، النزوح و سياسات التنمية الريفية هذا من جهة. و من جهة أخرى سمح باستخلاص ملامحه و أدوار الاطراف الفاعلة فيه و تأثيره على المشهد الريفي عامة و هوية المجال الريفي القبائلي تحديدًا.

الكلمات المفتاحية

التعمير المصغر – المركز الريفي – القطاع الخاص – السلطات العمومية.

TABLE DE MATIERE

chapitre introductif

Introduction	01
1- Problématique.....	02
2- Hypothèses.....	02
3- Objectifs	03
4- Choix de la commune Ain Lagredj	03
5- Méthodologie	03
6- Structure de mémoire.....	04

Chapitre I : l'urbanisation et la micro-urbanisation

I-1- Généralité sur l'urbanisation	05
I-1-1- Le sens théorique du terme d'urbanisation	05
I-1-2- Genèse et évolution de l'urbanisation	07
I-1 -3- La croissance urbaine.....	08
I-1-3-1- la ville.....	08
a- L'étalement urbain	10
b- La suburbanisation	10
c- Périurbanisation	10
I-1-3-2- La campagne	11
a- La rurbanisation	12
b- La micro-urbanisation	12
I-1-3-3- Le rapport ville – campagne	13
a- Le rapport ville – campagne au tiers monde.....	13
b- Rapport ville –campagne en Algérie	14
c- Distinction de l'espace rural par rapport à l'espace urbain.....	15
Conclusion	17
I-2- la micro-urbanisation	18
I-2-1- Définition du phénomène de la micro-urbanisation.....	18
I-2-2- L'exode rural et la micro-urbanisation.....	19
I-2-2-1- Situation dans les pays développés	21
I-2-2-2- Le cas des pays en développement	21
I-2-2-3- l'exode rural en Algérie.....	22

I-2-2-4- Les causes de l'exode rural	25
I-2-2-5- l'exode rural interne	25
I-2-3- L'opérationnalisation de la micro urbanisation	27
I-2-3-1- la politique du développement public	27
a- La politique du développement public algérienne a partir de 1980	28
b- Principaux objectifs de cette politique	36
c- Les facteurs de programmation des équipements	36
I-2-3-2- l'apport du secteur privé et les associations.....	37
Conclusion.....	38
Chapitre II : cas d'étude	
II-1- Présentation du cas d'étude	
Introduction.....	39
II-1-1- Le contexte territorial de notre cas d'étude: La Zone montagneuse nord- ouest de la wilaya de Sétif	39
II-1-2- Présentation du territoire de la Daïra Béni Ourtilane	42
II-1-3- Présentation de la commune de Ain Lagredj.....	42
II-1-4- Présentation de chef-lieu Beni Brahim.....	43
a- Les limites	44
b- La pluviométrie.....	45
c- La température.....	45
d- Les ressources hydrographiques.....	46
e- Le relief	46
f- Couverture végétale.....	46
Conclusion.....	47
II-2- Application des différentes approches	
Introduction.....	48
II-2-1- Approche cartographique	49
II-2-2 Approche statistique.....	52
II-2-3- L'interprétation du questionnaire	57
II-2-4- L'approche urbanistique et architecturale	59
Conclusion.....	70
Conclusion générale	71

Listes des figures

Figure 01: schéma représentatif des phénomènes urbain qui se manifeste dans les deux mondes rural et urbain (déjà citer)	12
Figure 02 : Schéma matérialisant l'exode rural	26
Figure 03 : Histogramme de l'évolution de la population rurale/urbaine en Algérie.....	32
Figure 04: Histogramme de l'évolution de population rurale/urbaine dans le monde	32
Figure 05 : Répartition par type de programmes, plan quinquennal 2005-2009.....	33
Figure 06 : Livraisons programmes d'habitat - quinquennal 2005-2009-proportions.....	34
Figure 07: Carte de la commune Ain Lagredj, (Mouffok, 2007).....	39
Figure 08: carte de la population des communes de la wilaya de Sétif.....	40
Figure 09: carte de la population des communes de la wilaya de Sétif.....	41
Figure 10 : situation de la daïra de Beni Ourtilane.....	42
Figure 11: carte de Ain Lagredj et des différents villages.....	43
Figure 12: carte de voirie les plus importants de la commune de Ain Lagredj.....	44
Figure 13 : Coupe nord-sud sur le centre de la commune de Ain Lagredj.....	44
Figure 14: carte des attitudes de la commune Ain Lagredj	45
Figure 15: carte du relief de la commune Ain Lagredj.....	46
Figure 16 : tache urbaine du chef-lieu actuel de la commune Ain Lagredj en 1962.....	49
Figure 17 : tache urbaine du chef-lieu actuel de la commune Ain Lagredj en 1972.....	49
Figure 18: tâche urbaine du chef-lieu Beni Brahim de la commune Ain Lagredj	

en 1989.....	50
Figure 19: tache urbaine du chef-lieu Beni Brahim de la commune Ain Lagredj en 2009.....	51
Figure 20: tache urbaine du chef-lieu Beni Brahim de la commune Ain Lagredj en 2016.....	51
Figure 21 : représentation graphique du nombre de population de la commune Ain Lagredj.....	54
Figure 22 : représentation graphique du nombre de logements de la commune Ain Lagredj	54
Figure 23: représentation graphique du nombre de population et de logements de la commune Ain Lagredj.....	56
Figure 24: carte montrant les trois villages traditionnels (Chouf Kouba et Thilatiouine) en 1962.....	59
Figure 25 : carte du village traditionnel Chouf en 1962.....	59
Figure 26 : carte du village traditionnel Kouba en1962.....	59
Figure 27 : carte du village traditionnel Thilatiouine en 1962.....	59
Figure 28: Photo d'une maison non occupé au village Thilatiouine.....	60
Figure 29: Photo représentant la façade aveugle d'une maison toujours occupé au village Thilatiouine.....	60
Figure 30 : Photo de la porte d'une maison au village Thilatiouine.....	60
Figure 31 : une maison en ruine du village Chouf.....	61
Figure 32 : la mosquée du village Chelhab en ruine.....	61
Figure 33 : carte montrant les types de construction existant au village Thilatiouine.....	61
Figure 34: Photo de la maison initiale de F. D.	62
Figure 35 : Photo de l'extension de la maison de F. D.	62
Figure 36: Une 3D de l'état de fait de la maison juste avant sa transformation	62
Figure 37: Une 3D de la proposition de reconstruction de la maison	62
Figure 38: photo de la maison avec changement établi sur chantier.....	62

Figure 39 : carte d'état des lieux de cadre bâti du village Tichrahine centre du chef-lieu Beni Brahim.....	63
Figure 40: Vue sur le centre de Beni Brahim prise à partir du village Thilatiouine.....	63
Figure 41 : photo de l'APC de chef-lieu Beni Brahim	64
Figure 42 : photo de la poste de chef-lieu Beni Brahim	64
Figure 43: photo du poste de police du Chef-lieu Beni Brahim	64
Figure 44 : photo de siège de gendarmerie de chef-lieu Beni Brahim.....	64
Figure 45 : photo de la maternité de chef-lieu Beni Brahim.....	64
Figure 46 : photo la polyclinique du chef-lieu Brahim.....	64
Figure 47 : carte qui montre la situation de la maison de la famille K. B dans l'ancien tissu du village Menades.....	65
Figure 48: Une photo de la maison de la famille K. B dans l'ancien tissu du village Menades.....	65
Figure 49 : carte qui montre la situation de la nouvelle maison de la famille K. B par rapport à l'ancienne dans l'ancien tissu du village Menades	65
Figure 50: une photo de la nouvelle maison de la famille K. B dans l'ancien tissu du village Menades.....	65
Figure 51 : carte qui montre la situation de la troisième maison par rapport aux deux anciennes maisons au bord du chemin de willaya.....	66
Figure 52: Photo de la troisième maison de la famille K. B.....	66
Figure 53: situation de la quatrième maison par rapport à l'ancien village et la RN 74.....	67
Figure 54: photo de la maison de la famille K. B au bord de la RN 74.....	67
Figure 55 : carte du village Delaga au centre du chef-lieu Beni Brahim.....	68
Figure 56: photo de l'auberge Delaga réalisé par l'association de la commune A.T.A	68
Figure 57: photo du CEM de Delaga.....	68
Figure 58: photo des logements sociaux	69

Figure 59: photo des logements évolutifs.....	69
Figure 60: photo des logements de charité réaliser par l'association de la commune A.T.A.....	69

Liste des tableaux

Tableau 01 : Programmes d'habitat inscrits (quinquennal 2005-2009)	32
Tableau 02 : Livraisons des programmes d'habitat Quinquennal 2005-2009 au 31/12/2009	33
Tableau 03 : caractéristiques de la zone montagneuse de la wilaya de Sétif....	40
Tableau 04 : la répartition des pluies durant une année.....	45
Tableau 05 : L'interprétation de moyen de température	45
Tableau 06 : tableau récapitulatif du nombre de population et de logements.	52
Tableau 07 : tableau récapitulatif du taux d'accroissement de population et de logements	54
Tableau 08 : tableau récapitulatif des mouvements de la population se trouvent au chef-lieu Beni Brahim.....	57
Tableau 09 : tableau récapitulatif des causes principales du déplacement de la population vers le chef-lieu Beni Brahim	58

Liste des acronymes

AADL	L'agence de l'amélioration et du développement du logement
ACL	Agglomération chef-lieu
APC	Assemble populaire communale
AS	Agglomération secondaire
CNEP	Caisse nationale d'épargne
CNL	La Caisse Nationale du Logement
DUC	la direction de l'urbanisme, de la construction
EUROSTAT	Office de statistique des communautés européennes
FNDA	Fonds National de Régulation et de Développement Agricole
FONAL	Fonds national d'aide au logement
INCT	Institut national de cartographie et de télédétection
INSEE	Institut de la statistique et des études économiques françaises
LPL	Logement promotionnel locatif
LSP	Logement social participative
PCD	Plan communal de développement
PDAU	Plan directeur d'aménagement et d'urbanisme
PIB	Produit intérieur brut
PMU	Plan de modernisation urbaine
PND	programme national de développement agricole
POS	Plan d'occupation des sols
PSD	Plans Sectoriels de Développement
RGPH	général de la population et de l'habitat
SAT	Surface agricole totale
SAU	Surface agricole utile
ZE	Zone épaes
ZHUN	Zone d'habitat urbain nouvelle

Introduction

Le monde connaît depuis le milieu du XXe siècle une très forte accélération de l'urbanisation, qui se traduit par l'accroissement de la population, de la taille et des activités des villes. Cependant, cette croissance urbaine pose de nombreux problèmes, surtout dans les pays du tiers-monde. La population urbaine représente aujourd'hui la moitié de la population de la Terre alors qu'elle était que de 13% au début du XXe siècle. Le monde ne cesse de s'urbaniser. En 1999, le taux d'urbanisation dans le monde était de 45% ; (40% dans le tiers-monde et inférieur à 75% dans les pays développés. (Flavie, 2011)

L'ensemble des pays du tiers monde connaît une très forte croissance de la population depuis les années 50. Ce dynamisme démographique qui va se poursuivre et se répercute en ville. Les villes du tiers monde croissent donc largement de manière naturelle, c'est-à-dire par la différence entre les naissances et les décès environ la moitié de la population à moins de 15 ans. Les jeunes citadins feront à leur tour des enfants, contribuant ainsi à maintenir une forte croissance de la population de la ville.

L'exode rural, qui désigne l'installation en ville de populations originaires de la campagne, a cessé dans les pays industrialisés. En revanche, il est très fort dans le tiers monde, où il contribue à accélérer la croissance urbaine : environ la moitié des nouveaux citadins sont issus de la campagne. Il a plusieurs causes parmi eux on trouve : famines ou malnutrition (en Inde), manque d'argent, guerres (au Rwanda), manque de services de base (santé notamment) un peut par tout.

Les nombreux inconvénients de la campagne incitent donc les habitants à s'installer en ville. Parallèlement, la ville attire les paysans. Elle représente l'espoir de trouver un travail, de gagner de l'argent, de vivre mieux. La ville constitue également un symbole de liberté et d'accession au mode de vie occidental. (Fiches de Cours de Géographie destinée aux élèves de Collège KEEPSCHOOL, (s.d.))

Actuellement, le milieu rural traverse de profondes mutations, sous l'élan d'un développement rapide des grands centres industriels et urbains. C'est ainsi que l'espace rural, dont la fonction essentielle a été longtemps l'agriculture, connaît d'autres destinations : l'espace rural répond aujourd'hui à de nouvelles valeurs qui apparaissent, et devient donc un espace «multifonctionnel». (BOURAFI, 2012, p 1)

En fait, l'Algérie s'est confrontée à une forte croissance démographique sans avoir une croissance économique adéquate d'une part. D'autre part, elle s'est confrontée à un déséquilibre économique, démographique et spatial. Selon RGPH 1998 l'Algérie était un pays rural dont 70% de la population était des ruraux. Après l'indépendance, soit près de 40 ans la population urbaine présente 58.3% du totale. Cette forte

urbanisation a été réalisée par la forte croissance des villes et les mutations urbaines des petits villages. (BOURAFI, 2012, p 1)

Par l'urbanisation des petits villages, nous entendons un état de fait, la fragmentation de l'urbanisation en un grand nombre de lieux. Nous comprenons par là en même temps un processus; une dynamique, qui fait passer du rural à l'urbain, un phénomène en train de se réaliser autant qu'un résultat. C'est cela que l'on appelle micro-urbanisation. (MAZOUZ, 2005, p11)

1- Problématique :

Alors quelles sont les causes et les mécanismes de cette micro-urbanisation? Et comment s'opère-t-elle dans les établissements humains ruraux montagnards ?

Ce questionnement constitue pour nous le cadre générale de la recherche, il sera traité d'une manière spécifique dans un contexte rural situé en région montagnarde de Kabylie. Il s'agit de l'étude de ce phénomène dans une commune appelée Ain Lagredj et plus spécifiquement dans son chef-lieu dit Beni-Brahim. Dans le contexte de cette localité des questions spécifiques nous interpellent :

La micro-urbanisation se manifeste-elle différemment à travers l'ensemble des villages de la commune ?

Pourquoi cette micro-urbanisation se manifeste-t-elle plus au chef-lieu par rapport aux autres villages?

Quel est l'apport de la micro-urbanisation sur le plan architectural et urbanistique dans l'agglomération chef-lieu Beni- Brahim ?

2- Hypothèses

1- la manifestation de la micro urbanisation se présente de manière distinguée entre les différentes agglomérations et la principale cause de son apparition est la forte intensité de l'exode rural dans les zones éparses de la commune vers son chef-lieu.

2- la concentration des programmes de développement est à l' origine d'une amplification du phénomène de la micro-urbanisation dans le chef-lieu, son accélération est également due aux apports de l'investissement du secteur privé en matière d'habitat et d'activités économiques.

3- Objectifs

Notre recherche vise en premier lieu à identifier les causes de la micro-urbanisation. Ensuite, de décrire et d'inventorier ses différentes composantes et caractéristiques dans les différentes agglomérations de la commune Ain Lagredj située dans la zone montagnarde au nord-ouest de la wilaya de Sétif.

4- Choix de la commune Ain Lagredj

Comme l'ensemble de l'espace rural Algérien la commune Ain Lagredj a subi des transformations, les plus importantes et les plus remarquables sont les modifications de l'espace urbain. La commune a subi des extensions et de multiples modifications ainsi que des étalements du noyau initial traditionnel vers l'extérieur du village le long des voies mécaniques, pistes et chemins forestiers.

Alors qu'en termes de population la commune d'Ain Lagredj est la plus peuplée de la daïra de Beni ourtilane(RGPH).

Aussi, on ne peut pas nier l'influence du statut administratif, vu son rôle important dans le programme d'équipements et de logements programmer par l'état. Ain Lagredj d'avant 1984 n'avait pas le statut de commune, alors son étude va nous faire part de l'importance de ce dernier dans l'évolution urbaine du milieu rural.

5- Méthodologie

Pour atteindre les objectifs fixés et répondre ainsi à la problématique posée, nous avons jugé important d'adopter une démarche qui repose sur des approches correspondantes au sujet de notre recherche à savoir la micro-urbanisation. Nous suivrons une approche méthodologique que l'on scindera en deux étapes.

Une étape théorique est consacrée à une recherche bibliographique se rapportant à plusieurs ouvrages et revues mais également des rapports des colloques et des séminaires, relative à notre sujet d'étude.

Une deuxième étape est consacrée à un travail de terrain, l'étude d'un cas qui est l'agglomération chef-lieu : à ce niveau de recherche, nous avons procédé à la collecte des statistiques auprès de l'APC Ain Lagredj. Et réalisé une enquête afin de collecter des données quantifiable et explicative des phénomènes étudiés et cela à travers des questionnaires. Afin de voir l'ampleur de la tâche urbaine au centre nous avons fait recours à l'analyse des photos aériennes allant de 1962 jusqu'à l'an actuel acquises de l'institut national de cartographie et de télédétection au niveau d'Alger. Pour une étude plus approfondi, une approche urbanistique et architecturale est établie à base d'un

reportage photographique, des cartes de quelques zones réalisées avec le logiciel ARCGIS et aussi la référence à des études prés établi.

6- Structure de mémoire

Notre mémoire comprend deux chapitres :

- Dans le chapitre I, on a essayé de définir et d'énumérer les différents phénomènes urbains mais aussi les deux mondes ville et campagne et leur rapport. ainsi, on a abordé notre sujet d'étude micro-urbanisation, sa définition, ses causes et ses acteurs.
- Le deuxième chapitre fera l'objet de la présentation de la commune Ain Lagredj. Il sera consacré pour le cas d'étude. Il portera sur l'étude de la manifestation du phénomène de la micro-urbanisation au chef-lieu Beni Brahim suivant trois approches (statistique, cartographique et architecturale).

A decorative horizontal scroll frame with a black outline. The left end features a vertical scroll bar with a circular handle. The right end has a circular handle. The text is centered within the frame.

Chapitre I:

L'urbanisation et la micro-urbanisation

I-1- généralité sur l'urbanisation

L'organisation de l'espace résulte de l'aménagement qu'une société produit pour y vivre. L'évolution spatiotemporelle de cet espace est une synthèse de longues périodes historiques où différentes organisations spatiales se sont succédées ou se sont affrontées. Cette évolution peut se poursuivre dans le souci d'un meilleur équilibre entre l'homme et les conditions présentes, comme elle peut être discontinuée, la résultante ne peut-être qu'un espace hétéroclite.

Afin de répondre à notre problématique en doit définir en premier lieu cet espace composite, composé de deux mondes bien distincts qui sont la ville et la campagne et de comprendre le phénomène d'urbanisation ainsi que les concepts de croissance de ces mondes.

Avant d'analyser le processus d'urbanisation, il est nécessaire de préciser le sens théorique du terme urbanisation. Cette démarche est essentielle à la compréhension fondamentale du concept, ce qui va nous aider à mieux comprendre et distinguer le phénomène de la micro-urbanisation sujet de notre recherche.

I-1-1- Le sens théorique du terme d'urbanisation

L'**Encarta** 2005 définit l'urbanisation comme étant : « un phénomène de concentration croissante de la population dans les villes, qui induit l'effacement progressif du caractère rural d'une zone géographique. Ce processus est associé au développement de la civilisation et aux mutations sociales et économiques qu'il entraîne. »

L'urbanisation est un phénomène démographique se traduisant par une tendance à la concentration de la population dans les villes. Les seuils qui séparent le monde urbain du monde rural varient très sensiblement au niveau planétaire : l'annuaire de l'ONU recense en effet une centaine de définitions différentes de la population urbaine. Tandis que la France, l'Allemagne, Israël ou Cuba définissent la ville en retenant le seuil de 2 000 habitants agglomérés, les États-Unis et le Mexique ont opté pour celui de 2 500 habitants. La barre est parfois fixée plus bas : 200 habitants agglomérés suffisent en Suède pour parler d'unité urbaine et 1 000 au Canada. À l'inverse, il faut 5 000 habitants en Inde, en Autriche ou au Cameroun, 10 000 habitants au Portugal ou en Jordanie, 40 000 habitants en Corée du Sud et 50 000 habitants au Japon. La définition quantitative de la ville a donc ses limites et requiert des critères moins formels. La démographie urbaine dépend de phénomènes tels que l'accroissement naturel, l'exode rural et la rurbanisation. (Encyclopédie Larousse)

Selon les sociologues : « l'urbanisation est un trait caractéristique des sociétés industrielles contemporaines. Ce phénomène consiste à la fois dans un accroissement du

Chapitre I : l'urbanisation et la micro-urbanisation

pourcentage de la population habitant les villes, dans l'augmentation du nombre des grandes villes et dans l'apparition des vastes aires urbaines (...) L'urbanisation a une dimension sociologique que l'on pourrait être tenté de réduire aux données écologiques, psychologiques et sociales de l'urbanisation. (...) Les phénomènes qui ont trait à la distribution et aux mouvements de la population dans l'espace, doivent être rapportés à la vie de la collectivité urbaine dans son ensemble, à son organisation, à son fonctionnement de groupement spécifique.»

L'urbanisation est l'action d'urbaniser, c'est-à-dire de favoriser, de promouvoir le développement des villes par la transformation de l'espace rural en espace urbain. Le terme "urbanisation" désigne aussi le phénomène historique de transformation de la société qui se manifeste par une concentration croissante de la population dans des agglomérations urbaines. L'urbanisation se mesure par le nombre d'habitants dans les villes par rapport à l'ensemble de la population, la densité de population, l'extension territoriale des villes et ses conséquences sur le mode de vie. ("Toupictionnaire": le dictionnaire de politique consulté le 10/11/2016)

Pierre Merlin et Françoise Choay (2010, p796), dans leur ouvrage intitulé «Dictionnaire de l'urbanisme et de l'aménagement », montrent que le terme d'urbanisation a deux sens distincts ; dans le premier, qui est le moins utilisé, l'urbanisation est définie comme l'action de créer des villes qui est souvent suivie par un processus d'extension de l'espace urbain ; et dans le second, elle est définie comme un processus de concentration croissante de la population dans les villes ou dans les agglomérations urbaines.

De ce point de vue, on peut dire que l'urbanisation est un processus complexe de concentration croissante dans un espace donné qui est liée au processus d'augmentation de la population urbaine et de ses activités, et au processus d'élargissement, d'agrandissement et de développement urbain, soit dans une ville soit dans une région. Dans ce contexte, **Tisdale** (1942) et **Friedmann et Wolff** (1982) soutiennent que l'urbanisation renvoie au terme de «devenir» qui exprime un mouvement, par lequel une région se développe : une région rurale devient une petite ville, une petite ville devient une grande ville, ou une grande ville devient une plus grande ville, et qui se compose des processus physiques, sociaux, politiques, économiques, et de leurs combinaisons.

L'urbanisation des pays en développement auquel l'Algérie appartient, est un des phénomènes les plus importants de la seconde moitié du XXe siècle. Elle a eu un impact considérable sur l'économie, l'environnement, les aspects sociaux et politiques, tant au niveau local que régional, voire global. Bien qu'admise comme moteur de la modernisation, du développement, de la croissance et de l'accumulation économique, l'urbanisation des pays en développement, surtout celle qui se fait rapidement, est aussi

associée à des problèmes importants, comme le chômage, la pauvreté, l'insuffisance des infrastructures et du logement, ce qui mit les villes à rude épreuves. (Mardiansjah, 2013. p21)

Dans les domaines pratiques et académiques, l'urbanisation des pays en développement devient souvent une question importante qui nécessite une analyse approfondie. Bien qu'elle ait commencé par l'analyse du processus de la concentration des habitants en milieu urbain et par celle du processus du développement urbain, conséquence du précédent (**Tisdale**, 1942), l'étude de l'urbanisation est devenue une question plus large. L'étude de l'urbanisation s'élargira à d'autres champs d'études, comme la sociologie, l'économie, la géographie, l'aménagement urbain, la science politique, etc. (Friedmann et Wolff, 1982)

I-1-2- Genèse et évolution de l'urbanisation

Selon le dictionnaire d'urbanisme et d'aménagement de **P. Merlin et F. Choay** 2010, (p 796- 797) : « L'histoire de l'urbanisation commence avec la naissance des villes : vers 6000 avant J.-C. à Jéricho ou à Çatal Huyuk, les premiers exemples connus, vers 3500 en Egypte ou en Mésopotamie, durant le III^e millénaire au Proche-Orient et aux Indes ; la diffusion se fait de là vers la méditerranée orientale (II^e millénaire) et occidentale (I^{er} millénaire).

L'Europe du nord n'est gagnée qu'entre 500 et 1000 après J.-C. d'autres foyers de diffusion apparaissent en Chine (au II^e millénaire avant J.-C) dans l'Amérique précolombienne (au I^{er} millénaire) et en Afrique noire, dans le pays Yoruba (vers l'an 1000 après J.-C.)

La première urbanisation est demeurée limitée : la faible productivité de l'agriculture limitait le nombre de ceux qu'elle pouvait nourrir sans qu'ils participent au travail de la terre : leur proportion était souvent très faible, 1 ou 2 % (elle n'était que de 5 % dans un pays aussi évolué que les Etats unis de la fin du XIX^e siècle) .dans les zones de vieille civilisation urbaine, monde méditerranéen ou Chine la proportion restait généralement voisine de 10 % et n'excédait jamais 20 %. Comme les transports étaient difficiles et onéreux, les villes ne pouvaient guère compter pour les nourrir que sur les campagnes proches, ce qui limitait leur taille. Seules les régions maritimes et les ports échappaient à ces limitations ; ainsi la Hollande de l'âge classique comptait entre 40 et 50 % de citadins.

A partir du XVIII^e, la révolution agricole libère des bras, la révolution industrielle leur donne un emploi, puis la révolution des transports élargit les aires où les cités tirent leur ravitaillement et celles où elles écoulent les produits de leurs fabrications.

Chapitre I : l'urbanisation et la micro-urbanisation

L'urbanisation se fait rapide dans les pays qui accèdent au développement : la population des villes dépasse partout 50% à la fin du XIXe siècle, et atteint 75 % pour l'Angleterre.

Depuis un demi-siècle, le desserrement des villes conduit à un renversement apparent de la tendance dans les pays les plus avancés, mais le mouvement d'urbanisations se poursuit : il a simplement pris d'autres formes ; il se marque par des transformations sociologique que par la concentration de l'habitat comme le prouve le rôle croissant des zones suburbaines démesurément étalées et des zones urbaines.

Le mouvement d'urbanisations s'est ralenti, parfois inversé dans les pays industrialisés au cours des années 1970. C'est le mouvement de contre urbanisation. À l'inverse, les années 1980 ont été marquées par la croissance de la population des très grands centres : on parle de métropolisation. Ces évolutions traduisent l'impact, sur la dynamique de l'urbanisation, des nouvelles conditions de transport et de communication.

Dans les pays du tiers monde l'évolution s'est accéléré depuis 1950. De 1800 au milieu XXe siècle la proportion de citadins dans ces pays n'était passée que de 8.3 % à 15 %. Le taux de d'urbanisation atteignait, en 1980, 28.4 % (calculs de Paul BAIROCH) ; selon lui il devait atteindre 41 % en l'an 2000 et 57 % en 2025. En fait, on l'estime à 50% environ en 2010 (sous réserve de la définition des populations urbaines qui peut être très variable selon les pays et les auteurs) et on prévoit 65 % en 2050. Cette évolution diffère de celle qu'ont connue les pays industrialisés par sa brutalité et par la part beaucoup plus considérable qu'y tiennent les grandes villes : celles de plus de 1 million d'habitants comptent pour 35 % du total. »

I-1-3- La croissance urbaine

La croissance urbaine provient d'une diminution rapide de la population active agricole, dont le déplacement vers les villes correspond aux exigences de localisation en milieu urbain, pour des raisons techniques ou économiques, de la production industrielle.

En France, tout un vocabulaire – étalement urbain – suburbanisation – rurbanisation – périurbanisation – a tenté de définir ce phénomène de croissance urbaine apparu il y a une vingtaine d'années. Au tiers monde un autre concept émerge « la micro-urbanisation » peut convenir dans un contexte plus global de petite urbanisation et y utilisé beaucoup plus pour les environnements sensible tell que le Sahara. Ces concepts peuvent être classés selon leurs lieux d'apparition.

I-1-3-1- la ville

C'est toujours la ville par excellence qui a été l'objet de nombreuses définitions compte tenu de la complexité de ses échanges avec son environnement immédiat et lointain.

Aujourd'hui, Elle ne reçoit que très peu d'activités et de populations le déferlement urbain contemporain se traduit par une prise de possession d'un espace périphérique d'une importance capitale pour l'économie rurale. Il est devenu l'enjeu dans lequel plusieurs catégories d'individu opèrent.

Lucain P. décrit la ville comme : *« un organisme vivant dont la croissance est continue, exposée à tous les aléas. Il s'en suit que son plan n'est jamais définitif mais qu'il est continuellement remodelé et adapté aux besoins changeants de la communauté. Ou encore, la ville est définie comme un morceau d'architecture, c'est une construction dans l'espace mais sur une vaste échelle et il faut de longues périodes de temps pour la percevoir ».*

Une autre définition de la ville est donnée par **le petit Larousse encyclopédique** illustré : la ville est une agglomération relativement importante et dont les habitants ont des activités professionnelles diversifiées, notamment dans le secteur tertiaire.

Ce qui est confirmé par **Côte M.** qui dit en ce sens : *« le rôle des villes sur leur espace est fonction non seulement de leur effectif de population, mais aussi du dynamisme de leur activité et du niveau de leur équipement. On le mesure habituellement à travers les caractéristiques du secteur tertiaire ».*

J.P Lacaze écrit à ce propos *« ... la ville est à la fois : un cadre physique, un point fort de l'espace économique et un lieu particulier et privilégié de relations sociales ».*

Le terme urbain comporte selon **N. Mathieu** (1973) deux aspects *« celui de la concentration des hommes qui au-delà d'un seuil est qualifié d'urbain et celui de la centralisation de certaines fonctions collectives qui constituent des attributs liés à un certain niveau d'organisation d'une société ».*

En France déjà en 1954 selon **Chapuis** (1973) l'INSE considère comme urbaines les communes dont la population agglomérée en chef-lieu atteignait ou dépassait 2000 habitants. A partir de 1962 la définition des agglomérations urbaines selon toujours l'INSEE s'appuyait quatre critères :

- L'effectif total de la commune ;
- La densité de la population ;
- Le taux d'accroissement au cours de dernières années ;

- Le taux de la population agricole ;

Après toutes ces définitions, on peut dire ; que la ville forme un site construit, insérée dans un site naturel où toutes les fonctions économiques s'y concentrent. Elle rassemble des populations et joue des rôles spécifiques en organisant dans l'espace des activités et des fonctions différentes. Elle est aussi un lieu privilégié d'échange, d'apprentissage de l'innovation, de rencontre, de contact, d'identité, de confrontation, de brassage d'idées, de personnes, de biens, d'informations ; et c'est là où se favorisent les pratiques sociales.

Comme on peut dire que la ville est le siège de pouvoir économique, religieux et politique ; centre de la vie sociale, de l'industrie, du commerce et de l'éducation, aussi support de communication et centre de diffusion des informations, d'élaboration et de transmission du savoir.

a- L'étalement urbain

L'extension urbaine peut être considérée comme restant dans des normes acceptables si elle se poursuit au rythme de la croissance démographique à moyen terme.

On peut parler d'étalement urbain quand le rythme de cette extension se fait plus rapide que celui de la croissance démographique : la surface consommée par habitant s'accroît. Il y a découplage entre croissance démographique et artificialisation du sol. Or, comme on le sait, l'un des principes fondamentaux du développement durable réside dans le découplage (mais dans l'autre sens) entre la croissance (économique, démographique) et l'utilisation des ressources et matières premières, au premier rang desquelles les ressources finies, dont le sol.

On parle donc d'étalement urbain quand le processus d'urbanisation conduit à une diminution de la densité des zones urbanisées, du fait du développement de zones d'urbanisation peu denses en périphérie des pôles urbains et/ou, parfois, d'une diminution de la population en centre-ville. (SAINTENY 2008, p 8)

b- La suburbanisation

L'urbanisation en périphérie (encore en continuité) : Suburbanisation se dit sur un quartier situé en ville mais à sa périphérie, désigne la première couronne ceinturant le noyau centre-ville, zone correspondante à l'assemblage d'anciens centres secondaires qui ont été englobés par l'extension de la ville. (Mardiansjah, 2013. p21)

« La rurbanisation (J.B. Charrier, *citadin et ruraux*, 1969, G.Bauer et J.M.Roux, *la rurbanisation ou la ville éparpillée*, 1976) doit être distinguée de la suburbanisation qui est le développement continu de l'espace autour des villes. Elle diffère de la

périurbanisation qui désigne l'urbanisation continue aux franges des agglomérations » (Merlin, Choay 2010 p695)

c- Périurbanisation

Se fait autour de la ville, avec généralement un hiatus (vide). Le phénomène de périurbanisation est vu par Berger; M, dans une perspective dynamique, comme un processus de croissance urbaine. Cette conception présente l'espace urbain, comme un pôle et décrit la relation ville campagne comme univoque : L'espace rural dépend étroitement de l'espace urbain. (Berger, Fruit, Robic, Plet, 1977, p 9)

« La périurbanisation correspond à une urbanisation périphérique autour des agglomérations urbaines. Encore pourrait-on aussi l'interpréter comme l'urbanisation autour des villes, ce qui caractériserait le développement périphérique des villes, bref les étapes successives de la banlieue depuis la révolution industrielle, voire les faubourgs. (P. Merlin, F.Choay 2010 p551)

I-1-3-2- La campagne

« *La campagne est tout ce qui n'est pas ville* », **M.Gervais** (1973). **J.Jung** (1971) dit : « *On considère que les communes dans lesquelles plus de 40% de la population vit de l'agriculture, pourraient être des communes rurales* ». Alors que dans une autre approche proposée par **JC Marquis**, (1981) comparativement à la première définition on remarque qu'en plus, il y a le critère de densité de la population par commune qui entre en jeu et le pourcentage d'actifs agricoles par rapport à la population totale ainsi sont définies :

- Des zones urbaines, où les densités de population sont fortes (500 à 1000 hab au km) le groupe agricole est minoritaire et représente moins de 10% de la population active
- Les zones encore fortement agricoles où les densités de la population sont plus faibles (moins de 2500 hab. au km). Le groupe agricole reste minoritaire, 10 à 25 % de la population active. Le paysage reste essentiellement rural et les agriculteurs sont absents dans le conseil municipal et ne peuvent faire valoir leurs points de vue à l'occasion d'extension urbaine ou d'implantations industrielles.

Dans le même contexte l'exemple de la Belgique est intéressant à évoquer. Les communes dont la densité de la population était inférieure à 200 habitants au km² dont la population active de 14 à 65 ans était aux 2/3 agricoles étaient considérées comme étant rurales. « *La campagne ne commence pas, ou ne s'arrête pas, pour tous en un même lieu. En conséquence, la géographie de la perception de l'espace rural comporte de vastes zones de recouvrements, mais aussi des zones en litiges. Ces incertitudes*

rappellent la nécessité d'une rupture épistémologique, et le besoin d'un support conceptuel, L'espace rural étudié par la géographie est donc un « objet construit ». Il se définit comme un modèle général d'organisation de l'espace qui, dans la France contemporaine, se caractérise par :

- *une faible concentration des diverses composantes : faibles densités de population, peuplement en petites unités, prédominance du logement en maison individuelle, faibles densités du bâti;*
- *des réseaux d'équipement lâches, constitués principalement par des équipements de niveau élémentaires;*
- *l'importance des surfaces consacrées à l'activité agricole; » (JC Marquis, 1981)*

a- La rurbanisation

Le terme de rurbanisation est composé de deux mots "urbain" et "rural" il est synonyme d'urbanisation des campagnes. L'importance accordée à ce phénomène a commencé avec la publication du livre : " la rurbanisation ou la ville éparpillée". (Bauer et Roux, 1976, p10)

« Désigne le processus d'urbanisations rampante de l'espace rural, d'imbrication des espaces ruraux et des zones urbanisées périphériques. Sur le plan statistique, on peut évaluer la rurbanisation comme le mouvement des espaces urbains vers l'espace à dominante rurale. » (Merlin, Choay 2010 p695)

b- La micro-urbanisation

Il désigne le passage du rural à l'urbain, c'est un résultat inévitable dans l'espace rural vu la volonté des paysans a adopté un mode de vie urbain dans leur localité, d'avoir tous les commodités et services de nature urbain sans se déplacer et parcourir de longues distances.

C'est un phénomène qui regroupe un ensemble d'agglomérations afin de former de gros bourgs et des centres ruraux ou encore de petites villes, ce qui démontre que le phénomène d'urbanisation existe dans la campagne. (COTE, 1999, p 125)

C'est ce que l'on va détailler dans le second chapitre et décortiquer ses causes ainsi que sa matérialisation dans l'espace rural.

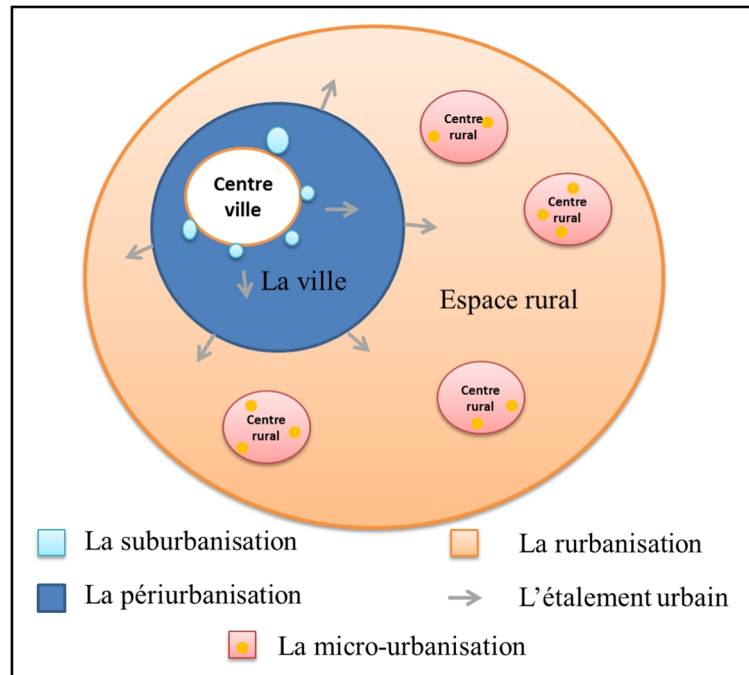


Figure 01: schéma représentatif des phénomènes urbains qui se manifestent dans les deux mondes rural et urbain (déjà cité). (Traitement auteur)

I-1-3-3- Le rapport ville – campagne

« La ville et la campagne, l'urbain et le rural ont pu constituer de véritables catégories identitaires, mais actuellement, on assiste à la composition du mythe dualiste ville / campagne qui a longtemps fondé la géographie rurale, les mots de spatialisation affectent autant les villes par l'urbanisation que les campagnes par la rurbanisation et l'exurbanisation, et les pratiques urbaines s'inscrivent dans l'espace rural.... Après une crise identitaire le rural devient lieu d'innovation et d'enjeux spéciaux, une ère nouvelle s'ouvre où un rural complexe devient acteur collectif à la recherche de nouvelle pratique dans un contexte de développement durable. » (Bailly, 2000)

a- Le rapport ville – campagne au tiers monde

Les villes du tiers monde sont restées bien longtemps étrangères à leurs campagnes. Dans le monde musulman, les villes étaient des ports, des centres d'entrepôts caravaniers et d'artisanat, entre les villes s'intercalaient des campagnes médiocres, parfois sauvages. Les villes coloniales apparaissent, aux dépens plaqués sur le monde rural indigène, comme Shanghai née au 19^{ème} siècle sur des marécages. Aujourd'hui, encore les villes restent des îlots d'occidentalisation, malgré leur ceinture de bidonvilles. (MOYATE. 2011, p 31)

Chapitre I : l'urbanisation et la micro-urbanisation

L'impact des économies et des cultures urbaines sur les campagnes est limité par différents facteurs tel que, la pauvreté et l'insuffisante diffusion du phénomène urbain. Mais ces différents facteurs sont extrêmement variables d'un pays à l'autre.

La pauvreté est naturellement liée à l'intégration économique. Une cinquantaine de pays surtout Africains ou de l'Asie du Sud Est sont des pays très pauvres (entre 100\$ et 500\$ de PIB/habitant); une cinquantaine ne sont que relativement pauvres (entre 500\$ à 1500\$/habitant); et d'autres sont relativement riches (entre 1500\$ à 5000\$ / habitant) ex : Algérie, Venezuela, Corée du Sud. (MOYATE. 2011, p 31)

Enfin dans les pays sous-développés riches, la retombée de manne pétrolière, entraîne un certain accès des ruraux à la société de consommation.

Le développement du réseau urbain secondaire constitue un accélérateur des échanges villes / campagnes. Il semble que depuis quelques années, la croissance urbaine touche aussi les villes du second rang et non pas seulement les agglomérations géantes.

L'exode rural lui-même, dont on connaît l'intensité, est un facteur de rapprochement et d'interpénétration des cultures rurales et urbaines par le brassage qu'il entraîne. Si l'exode rural contribue à "ruraliser" la ville, les retours au pays des nouveaux citadins (anciens ruraux), font pénétrer dans les campagnes, le mode de vie et la mentalité citadine.

Enfin, il existe d'autres facteurs d'intégration ville et campagne tel que le tourisme, l'industrialisation du milieu rural et la rurbanisation est présente autour des villes du tiers monde et surtout dans les villes riches.

Dans la méditerranéen et le moyen orient, il y a, de très vieilles traditions urbaines renouvelées par l'Islam; les villes étaient auparavant des noyaux constitués par des capitales politiques, des centres marchands, tous autonomes de la réalité paysannes sauf par le biais de la domination foncière. La relation ville campagne était soit de domination ou d'indifférence ou d'hostilité. (MOYATE. 2011, p 32)

Aujourd'hui, l'ensemble du territoire est soumis à l'autorité de l'Etat. En Algérie, en Syrie, en Egypte, on soustrait les paysans à la domination de la bourgeoisie urbaine. Avec l'avènement de l'industrialisation, l'exode rural est très important mais la population rurale continue généralement d'augmenter, sauf dans quelques pays comme l'Algérie, comme le mentionne **Charrier JB** (1988, p 194), dans son livre « ville et campagne »: « *L'Algérie moderne est celle des villes, des usines sidérurgiques, du pétrole, mais l'archaïsme des techniques agricoles, la pauvreté, le traditionalisme, reste la règle dans les massifs montagneux ou les oasis du Sud.* »

b- Rapport ville –campagne en Algérie

« Près de 5 millions d'Algériennes ont quitté leurs villages pour rejoindre les villes entre 1977 et 1998. Un exode massif aggravé par le terrorisme, mais qui trouve ses sources également dans l'enclavement des régions où ils vivent et la précarité de leur quotidien » (Chekir. 2002, P5.)

Au début des années 1990, l'Algérie comptait 12 millions de ruraux, et 10 millions de citadins mais la balance s'est renversée, on peut dire que les rapports ville et campagne ont toujours été capitaux dans l'histoire du pays.

A l'époque coloniale, les colons ont entraîné un contrôle beaucoup plus étroit des villes sur les campagnes du côté administratif et foncier. A cette époque, il y a eu lieu à un flux migratoire très important du milieu rural vers les villes. Les colons ont enlevé les terres fertiles de leurs propriétaires algériens ce qui les a poussé d'aller à la ville (conditions de vie meilleures, la recherche du travail).

Après l'indépendance l'Algérie a provoqué la fin du prélèvement foncier colonial et du prélèvement des grands propriétaires (révolution agraire). La ville a opté pour la fonction spécifique, à savoir l'industrielle, et elle a assuré une certaine autonomie à la ville par rapport à la campagne. Cependant sur le plan de la vie vécue, un hiatus est ressenti entre villes et campagne, le niveau de vie apparaît en grand décalage que ce soit dans le taux de la scolarisation, domaine de santé, et le revenu du rural est en dessous de celui du citadin. (MOYATE. 2011, p 32)

c- Distinction de l'espace rural par rapport à l'espace urbain

Pour pouvoir identifier les espaces ruraux, et les distinguer des espaces urbains, plusieurs logiques de classement et préceptes sont utilisés, à savoir :

➤ Approche par Taille limite ou seuil

La méthode la plus courante consiste à fixer une taille limite entre ville et campagne, limite sensiblement variable, soit :

- 2.000 habitants par unité administrative de base, (la commune urbaine), seuil choisi dans différents pays, tels que : la France, l'Allemagne, les Pays-Bas,....
- 2 500 habitants, limite aussi fréquente, est utilisée aux États-Unis, au Mexique, à Bahreïn,....
- 5 000 habitants est retenue dans plusieurs pays d'Afrique (Cameroun, Soudan, Tchad) ainsi qu'en Inde, Iran, Autriche, Tchécoslovaquie.
- Monte jusqu'à 10.000 habitants (Sénégal, Jordanie, Portugal) et même à 50.000 au Japon, pour tomber à 1.000 habitants au Canada, en Nouvelle-Zélande, en

Irlande, à 500 en Nouvelle-Guinée, à 400 en Albanie et à 200 dans les pays scandinaves.

Au Japon, une communauté de moins de 50.000 habitants n'est pas considérée comme une ville. (Alfred, 1971. pp. 519-524)

➤ Selon la densité de population

La Commission européenne DG VI (commission chargée des études rurales au niveau d'Eurostat) fonde ses travaux de classification des espaces Ruraux / Urbains.

Sur le degré d'urbanisation qui dépend directement de la densité de population. Dans ce cadre, le concept d'urbanisation est introduit pour indiquer le caractère de la zone où vit la population enquêtée (Zone ou groupe d' « unités locales » contiguës, souvent des communes).

Ainsi, une théorie est développée pour classer les régions en trois (3) groupes :

Les zones densément peuplées : ce sont des groupes de communes contiguës ayant chacune une densité de population supérieure à 500 habitants par km² et une population totale d'au moins 50.000 habitants ;

- Les zones intermédiaires : groupes de communes ayant chacune une densité de population supérieure à 100 habitants par km². La population totale de la zone doit être d'au moins 50.000 habitants, ou la zone doit être adjacente à une zone densément peuplée;
- Les zones faiblement peuplées : des groupes de communes non classifiées comme «densément peuplées» ou «intermédiaire».
- Les trois zones ainsi définies, leurs évolutions sont cartographiées au niveau régional selon différentes variables de mesure :
- La population et l'accroissement démographique ;
- Les aspects socio-économiques avec, par exemple, le produit intérieur brut, le taux de chômage, un indicateur de pression emploi - démographie, la part de l'emploi agricole...

Pour Eurostat (Office statistique des Communautés européennes) en termes de populations denses, intermédiaires et faibles, la moyenne de 100 habitants au km² qualifie le rural. Selon cette logique, 92% du territoire Européen est donc rural. Pour la France 95%, idem pour l'Inde - 390 habitants/km²).

De nombreux travaux récents ont relativisé cette définition et tentent de formaliser les notions d'espace rural et de développement rural. Afin d'enrichir les définitions afférentes centrées sur le seul critère de la densité de population. (Alfred, 1971. pp. 519-524)

➤ **Selon leur emploi**

Comme exemple, l'Insee (Institut de la statistique et des études économiques, Français) : distingue les villes des campagnes au regard de l'emploi. Pour être classé comme pôles urbains, avec leurs couronnes, il faut offrir au minimum 5.000 emplois, alors que les pôles ruraux offrent au maximum 1.500 emplois. (Alfred, 1971. pp. 519-524)

➤ **Selon leur dynamisme** (périurbains, ruraux profonds, ruraux vivants)

- Les espaces périurbains, très dépendants des villes pour les emplois comme pour les commerces et les services, connaissant une croissance démographique rapide accompagnée d'un rajeunissement de la population.
- Les espaces ruraux dits « profonds » (ou « fragiles »), sont au contraire, éloignés des villes, gardent un accès difficile aux services publics, une couverture en téléphonie insuffisante, des temps d'accès aux réseaux de transport encore longs, ils voient leur population vieillir et connaissent un certain déclin démographique, malgré un accueil important de retraités.

Enfin des espaces ruraux dits « vivants », plus ou moins éloignés des villes, gardent un certain équilibre démographique grâce au tourisme ou à des industries traditionnelles adaptables ou à des industries agro-alimentaires récentes soutenues par une agriculture dynamique. (Alfred, 1971. pp. 519-524)

➤ **Autres critères**

Certaines définitions des espaces ruraux intègrent d'autres critères, en plus de la taille; nature des activités (pourcentage d'actifs agricoles relativement élevé par exemple), densité maximum de population, manque de certains équipements. Enfin, les critères sont parfois purement administratifs : les chefs-lieux d'un certain niveau peuvent être considérés comme des villes, quelle que soit leur population, ou bien l'administration dresse elle-même la liste des villes (cas de plusieurs pays africains, ainsi que la Hongrie). (Alfred, 1971. pp. 519-524)

Conclusion

D'après ce qu'on a vu dans ce chapitre, on peut dire que la ville est un ensemble physique et architectural qui rassemble des hommes et des activités. Elle est le siège du pouvoir économique, politique, et religieux. L'espace urbain est entrain de changer et de se diffuser dans l'espace. Tandis que la campagne c'est tout ce qui n'est pas la ville, elle se caractérise par une densité faible de population, par la prédominance de la maison individuelle, et par le réseau d'équipement faible.

L'exode rural des paysans, et le croit naturel de la population urbaine, ont poussé le processus d'urbanisation à son extrême surtout après l'industrialisation. Jadis, les limites entre la ville et la campagne étaient facilement identifiables (existence de mur d'enceinte), même les relations étaient très claires.

Après l'industrialisation, on assiste à une explosion urbaine. La ville s'est étendue un peu partout et dans tous les sens, sans le moindre respect à sa campagne. Cette situation a mis en évidence une dualité le monde urbain envahissant, et le monde rural en diminution.

I-2- la micro-urbanisation :

Le déséquilibre entre la ville et la campagne a induit une forte migration¹ et émigration² des populations rurales vers les zones urbaines. Après plus d'un siècle d'exode aggravant ainsi ce déséquilibre (qualitativement et quantitativement), les pouvoirs publics ont initié des projets et des programmes de développement pour freiner et remédier ce phénomène ainsi que d'améliorer le cadre de vie et la qualité des services fournis, même le secteur privé a mis son empreinte par sa contribution dans la réalisation de certains projets (beaucoup plus à caractère commercial).

Pour cela dans ce chapitre, nous allons parler sur le phénomène de l'exode rural, les causes de son apparition non seulement en Algérie mais aussi à travers le monde vu qu'il a touché tous les pays, aussi en va aborder l'exode interne qui a amorcé la micro-urbanisation ; et encore, les programmes initiés par les pouvoirs publics dans l'espace rural et l'apport du secteur privé. Tout cela est dans l'objectif de voir l'opérationnalisation du phénomène en question qui est la micro-urbanisation sur le terrain.

I-2-1- Définition du phénomène de la micro-urbanisation

Le phénomène de la micro-urbanisation ne se limite pas à l'Algérie en tant que pays, mais s'étend à d'autres pays du tiers monde pour diverses raisons telles que l'immigration.

Selon **Olivier Plierz** (s.d.): « *Les différentes formes de mobilité entre les pays ou dans un même pays exemple de l'état de la Libye, qui est connu comme un développement important dans son désert ce qui a donné de nouvelles formes de micro-urbanisation, aussi la cohésion urbaine et la duplication urbaine.* »

Selon **Delphine PAGES- AL KARAOU** (2008, p1) : « *Dans le delta du Nil, la transition urbaine se déroule selon deux modalités complémentaires. D'une part, des villages se transforment progressivement en villes; cette micro-urbanisation stabilise sur place une grande partie de la population des campagnes tout en l'arrachant peu à peu au monde rural.* »

La transformation des localités rurales par une urbanisation diffuse et multi-forme, que l'on appelle micro-urbanisation. Les centres ruraux connaissent des mutations du point de vue taille, ils ont vu leurs effectifs gonfler rapidement, par croît

¹ La migration est l'action pour une personne, un animal ou une chose de se déplacer d'un endroit à un autre.

² L'émigration est le fait d'émigrer, c'est-à-dire de quitter son pays pour un autre, le résultat de cette action, l'ensemble des personnes qui émigrent.

naturel (et éventuellement déplacements à partir de centres plus petits), au point de quasiment doubler en une décennie. Du point de vue morphologique, le parpaing remplace la brique de toub, les constructions se surélèvent, les localités éclatent, et glissent vers les routes. Sur le plan économique, la proportion d'agriculteurs se réduit considérablement (elle ne dépasse souvent pas 20 % aujourd'hui), la tertiarisation des activités s'affirme. Sur le plan fonctionnel, tous les centres bénéficient de la route, de l'électricité, de l'école, de commerces, de certains équipements de niveau plus élevé, et ils jouent un rôle de desserte et d'attraction. Enfin, dans ces localités, ce sont tous les modes de vie urbains qui progressivement pénètrent, par mille canaux, à travers les modes alimentaires et vestimentaires, la façon de construire, l'utilisation de postes T.V ou véhicules particuliers. (COTE. 2013, consulté le 03 novembre 2016)

I-2-2- L'exode rural et la micro-urbanisation

Selon le "Toupictionnaire" : le dictionnaire de politique (consulté le 05/01/2017) :

- Exode, du latin chrétien Exodus (livre de la Bible), venant du grec *eksodos*, sortie, lui-même composé du préfixe *ex*, hors de, et de *hodos*, route, chemin.
- Rural, du latin *rus*, *ruris*, campagne.

Un exode est l'émigration de tout un peuple. Le terme a pour origine le livre de la Bible, "*L'Exode*", racontant la sortie des Israélites hors d'Egypte sous la conduite de Moïse. Par extension, un exode est le départ en masse d'une population d'un lieu vers un autre, généralement provoqué par une catastrophe naturelle, une guerre, une crise politique ou économique.

L'expression "exode rural" désigne le phénomène qui conduit des populations, essentiellement des jeunes en âge de fonder une famille, à quitter la campagne pour s'installer dans les villes. L'exode rural, caractéristique de la révolution industrielle, a touché l'Angleterre au XVIIIe siècle et le reste de l'Europe à partir du XIXe siècle. De nos jours, l'exode rural concerne surtout les pays en développement où les campagnes surpeuplées alimentent une importante migration vers les villes en forte croissance. ("Toupictionnaire" : le dictionnaire de politique, consulté le 05/01/2017)

Selon **P. Merlin et F. Choay** (2010, p 335) On a appelé exode rural le mouvement massif de population qui a conduit à une large fraction de la population rural à migrer vers les villes. Cette forme de migration est observée tout au long de l'histoire humaine et se déroule aujourd'hui encore à l'échelle planétaire selon une intensité et des modalités diverses. La cause principale de l'exode est économique et on peut avancer enfin comme cause générale de l'exode rural un gout de l'indépendance et un attrait du mode de vie urbain.

Chapitre I : l'urbanisation et la micro-urbanisation

Selon l'**encyclopédie Larousse** (consulté le 04/01/2017): Migration des habitants des zones rurales, et principalement de la population agricole, vers les zones urbaines.

Exode, au sens strict, signifie un départ en masse, par référence à l'exode des Hébreux hors d'Égypte. Sous cette appellation dramatique, lancée par les défenseurs des valeurs traditionnelles au siècle dernier, on désigne le plus souvent la migration des ruraux vers les villes, dès lors que celle-ci est relativement importante et continue.

Gilbert et Gaugler (1992, p 79) identifient quatre principales stratégies de migration:

- migration circulaire des hommes (qui quittent leur village pour chercher un travail temporaire en ville mais retournent chez eux régulièrement)
- migration à long terme des hommes séparés de leur famille
- migration familiale vers la ville suivie d'une migration de retour à la communauté d'origine
- installation urbaine permanente

Les deux premières stratégies, propres à une époque où les emplois se trouvaient facilement, concernent davantage l'Asie et l'Afrique que l'Amérique latine. De ce fait, les villes asiatiques et africaines se sont caractérisées par un rapport hommes/femmes très fortement en faveur des premiers alors qu'en Amérique latine les femmes ont toujours représenté le pourcentage le plus élevé de la population urbaine. Ces deux dernières décennies la prépondérance des hommes sur les femmes a diminué rapidement dans la plupart des villes du monde, la séparation des familles s'étant faite plus rare. L'un des facteurs qui ont contribué à cette situation a été la disponibilité accrue d'emplois pour les femmes dans les fabriques, bien que d'autres influences aient aussi joué un rôle (Gilbert et Gugler, 1992).

La migration temporaire, même de longue durée, indique l'existence de liens solides entre les habitants des villes et ceux des campagnes. Cependant, avec l'accroissement des agglomérations urbaines permanentes, ils pourraient fort bien se relâcher encore qu'à des niveaux différents selon les endroits. En Afrique, où l'urbanisation à grande échelle est un phénomène relativement récent, les liens avec la campagne paraissent encore extrêmement solides. De nombreuses familles citadines tirent encore des exploitations de leur lieu d'origine une partie de leurs aliments ainsi que d'autres produits agricoles (tels qu'articles tissés, médicaments, épices, etc.).(Gilbert et Gugler, 1992).

I-2-2-1- Situation dans les pays développés

L'exode rural ainsi entendu est essentiellement un phénomène du passé dans les pays développés. La migration des campagnes vers les centres urbains a commencé à

prendre un caractère assez massif en Angleterre au début du XIXe siècle, au moment de l'industrialisation ; l'effectif de la population urbaine y a dépassé celui de la population rurale dès le milieu du XIXe s. Avec un certain retard, le reste de l'Europe de l'Ouest et l'Amérique du Nord ont connu la même évolution mais les citadins y sont devenus plus nombreux que les ruraux à la veille de la Première Guerre mondiale seulement. Le décalage dans le temps a été plus net encore dans l'Europe du Sud, au Japon et surtout dans l'Europe de l'Est. Partout, dans ces pays développés, la migration vers les villes a été une facette de la révolution industrielle. En modifiant le système productif, celle-ci a provoqué une intense redistribution de la population au détriment des campagnes et au profit des centres urbains. (Encyclopédie Larousse consulté le 04/01/2017)

Après la Seconde Guerre mondiale, le phénomène a connu un ralentissement progressif en dépit d'un vif mouvement d'urbanisation, car les réserves de main-d'œuvre commençaient à s'épuiser en milieu rural et parce que nombre de ménages pouvaient aller quotidiennement travailler à la ville tout en résidant en milieu rural.

Dans le cas de la France, le terme d'exode est particulièrement excessif dans la mesure où les flux campagnes-villes n'ont jamais été intenses. À l'époque de son maximum, entre 1872 et 1931, le flux net annuel a été en moyenne de 125 000 personnes, soit à peu près 5 départs annuels pour 1 000 habitants. Seules quelques régions de montagne comme le sud du Massif central et les Alpes du Sud ont connu un véritable dépeuplement. (Encyclopédie Larousse consulté le 04/01/2017)

Aujourd'hui, en France comme dans l'ensemble des pays développés, les migrations rurales vers les villes sont faibles. Elles se poursuivent, mais elles sont compensées par des mouvements en sens inverse du fait de l'étalement des zones périurbaines. Dans la plupart des pays, il y a quasi-équilibre entre ces mouvements. (Encyclopédie Larousse consulté le 04/01/2017)

I-2-2-2- Le cas des pays en développement

De nos jours, les migrations massives de ruraux vers les villes concernent avant tout les pays en voie de développement.

Le phénomène présente une indéniable analogie, dans ses causes et ses conséquences, avec celui qui s'est produit en Europe occidentale au siècle dernier mais, en raison de la force de la croissance démographique, il a beaucoup plus d'ampleur. Il n'est pas rare, en effet, qu'il y ait 20 ou 30 départs pour 1 000 habitants chaque année, voire plus. Pour l'ensemble des pays en voie de développement, on peut estimer que le flux net en direction des villes est de 18 à 20 millions de personnes chaque année. En Inde, c'est le cas pour près de 3 millions de personnes. (Encyclopédie Larousse consulté le 26/12/2016)

Tous ces ruraux viennent grossir la population des villes. L'exode rural représente souvent la moitié de la croissance urbaine totale. Dans de nombreux pays, les centres urbains augmentent au rythme de 4,5 à 6 % par an ; dans certains cas exceptionnels c'est même 8 à 10 %. (Encyclopédie Larousse consulté le 26/12/2016)

Comme dans l'Europe du siècle dernier, l'ampleur du phénomène varie beaucoup d'un pays à l'autre, selon la vitesse de la croissance démographique et de la croissance économique. L'exode rural a été très fort en Amérique latine dès l'entre-deux-guerres ; ce fut le cas en Asie orientale, en Asie du Sud et dans le monde arabe dans les années 1960 et 1970 ; c'est aujourd'hui le cas pour l'Afrique noire. (Encyclopédie Larousse consulté le 26/12/2016)

Il existe une autre différence importante avec l'Europe du siècle dernier : en dépit de leur importance, les flux dirigés vers les villes n'ont pas entraîné le dépeuplement des campagnes. Ils ont seulement ralenti la progression de la population rurale ou, au mieux, ils l'ont stabilisée. (Encyclopédie Larousse consulté le 26/12/2016)

I-2-2-3- l'exode rural en Algérie

D'après **Marc COTE** (1996, p 225) *«L'affrontement avec la ville est le lieu, et le symbole, des difficultés présente des campagnes, celle-ci aujourd'hui ne peuvent se penser en dehors des villes, les rapports entre les unes et les autres sont faits de trop d'interrelations. Le fait n'est d'ailleurs pas totalement nouveau, toute l'histoire algérienne retentit des débats entre ville et campagne.»*

L'exode rural est vu par Marc COTE comme étant relativement récent. Et que la conquête coloniale avait provoqué dans certaines villes anciennes le phénomène de l'exode urbain (départ à l'étranger) et les villes coloniales ne se sont algérianisées que progressivement ; ce n'est qu'en 1910 que la population algérienne des villes, a dépassées celles des Européens. (COTE. 1993, p 218)

Le mouvement migratoire vers les villes est donc fort et ancien, il est devenu massif et visible à partir des années trente, à cette époque on assiste à l'apparition des premiers bidonvilles, ce phénomène a été accéléré par la guerre de l'indépendance et après l'indépendance dans la période de l'industrialisation. (COTE. 1996, p 227)

« C'est à partir des années 1930 que la crise agricole conjuguées avec la montée démographique provoque l'appauvrissement généralisé des fellahs et l'amorce d'un exode notable vers les villes. Ce n'est pas un fait du hasard si, à Alger comme à Constantine, l'apparition des premiers bidonvilles date de 1930. »(COTE. 1993, p 219)

Chapitre I : l'urbanisation et la micro-urbanisation

Le processus a accéléré pendant la guerre ; l'insécurité, la destruction des mechtas³, l'opération des villages de regroupement, a jeté les ruraux sur les routes.

« Cette phase culmine avec l'année de l'indépendance et l'entrée en ville des ruraux désireux de profiter du départ des européens. Résultat de cette phase : le taux d'urbanisation de 36%, qui, en fonction de la tendance antérieure, n'aurait dû être atteint qu'en 1986, l'a été dès 1966. La guerre a donc accéléré de vingt ans le processus. » (COTE. 1993, p 219)

Après une phase de tassement (qui a suivi l'indépendance), le développement engagé dans un second coup accélérateur à l'exode, a donné de l'importance au milieu urbain (équipement, industrialisation), et a arrêté le processus de l'émigration vers l'Europe à partir de 1973. Tels, sont des facteurs qui ont contribué à l'accentuation du phénomène de migration vers les villes. (COTE. 1993, p 219)

« Pendant la période 1966-1977, le solde migratoire a été de 2.6% par an : 1.7 million de ruraux sont allés en ville, soit un rythme de 130.000 chaque année. » (COTE. 1993, p 219)

A cela vient s'ajouter, ce qu'on appelle : le croit naturel, qui est plus important en ville qu'au milieu rural (en ville les conditions sanitaires sont meilleures). *« Ces deux raisons conjuguées font que, dans ce pays qui a un long passé urbain, il n'est pas faux de dire que l'urbanisation est le fait des cinquante dernières années. En 1830, seulement 5% de la population était urbaines ; au début du 20 siècle, guère d'avantage ; en 1986, le taux est de 48% environ, soit l'un des plus forts des pays du Maghreb, après avoir été le plus faible. »* (COTE. 1993, p 222)

« Entre 1970 et 1980, la population rurale a été estimée à plus de 1 500 000 habitants qui ont quitté leur milieu rural pour rejoindre les villes. La lutte contre l'exode rural est devenue l'un des préoccupations majeures du pays. Face à la propagation des bidonvilles et des chômages générés par l'exode, les citadins ont appliqué une pression sur les pouvoirs pour entamer des opérations de "dégourbisation" (expulsion d'un certain nombre des bidonvilles). » (COTE. 1996, p 225)

Cette croissance ne va pas sans conséquences. Il est intéressant de les préciser au triple plan des tissus urbains, des activités urbaines, du réseau urbain à travers le pays. (COTE. 1993, p 222)

« Les premières migrations ont abouti dans les médinas (lorsque la ville en comptait une) car elles y trouvaient des loyers bas. Très vite, elles ont dû s'orienter vers

³ Au Maroc, maison de terre ou de torchis. En Algérie et en Tunisie, hameau constitué d'un certain nombre de gourbis. Dictionnaire Larousse

les marges des villes, où elles sont à l'origine de ces périphéries urbaines, faites de bidonvilles, d'habitat auto construit de cités de recasement, qui ont proliféré à l'occasion de la guerre. (...) ce sont les villes ayant connu les plus fortes créations d'emplois qui comptent les bidonvilles les plus nombreux (Alger, Annaba, Skikda). Une enquête faite en 1980 sur 15 bidonvilles d'Alger montre que 8% seulement de leurs actifs sont chômeurs. Dans les baraques d'Annaba, la majorité des chefs de famille travaillent dans les sociétés nationales. Les bidonvilles des années 1960-1970 étaient ceux de la pauvreté, les bidonvilles des années 1980 sont ceux de la crise du logement dans des villes congestionnées.» (COTE. 1993, p 222, p226)

Cet exode est un véritable problème pour la ville, et malgré cette énorme hémorragie qui a subit le milieu rural, sa population augmente car entre 1977 et 1987 la population rural a augmenté de 1 300 000 personnes mais le problème n'est pas quantitatif il est qualitatif : c'est les jeunes qui quittent le milieu rural pour rejoindre les villes. (COTE. 1996, p 227)

Cette urbanisation était décrite par **COTE** (1993. p 223 - 224) comme : Urbanisation insolite, il dit à ce propos : *« le surgissement des grands ensembles périphérique à cinq à six niveaux s'oppose au vieux centre colonial alignant ses maisons désuètes et basses et maintenant des villes des densités faibles au cœur de la ville.*

Urbanisation ségrégative dans laquelle le désordre apparent masque des logiques socio spatiales toujours réelles, le caractère très composite de la ville actuelle traduisant tout à la fois les différents apports historiques et les différentes strates sociales.

Urbanisation foisonnante qui fait que le parc construit dans les quinze dernières années est généralement très supérieure au parc antérieur.

Une telle explosion des tissus urbains s'est révélée préjudiciable au bon fonctionnement des agglomérations comme au respect des terres agricoles... L'ensemble des terres consommées par l'urbanisation depuis l'indépendance s'élèverait, d'après le ministère de l'agriculture, à 80.000 hectares, dont 10.000 de terres irrigués. » (COTE. 1993, p 224)

I-2-2-4- Les causes de l'exode rural

L'Encyclopédie Larousse (consulté le 05/01/2017) résume les causes de l'exode rural dans ce paragraphe : *« qu'il s'agisse du siècle dernier ou du présent, les analogies sont grandes en ce qui concerne les causes du phénomène.*

Elles sont fondamentalement économiques. C'est moins la misère des ruraux qui est à l'origine des mouvements que la différence des niveaux de vie entre la campagne

et la ville. Lors du processus de développement, les activités secondaires et tertiaires des villes ont des besoins accrus de main-d'œuvre, alors que les activités rurales ont une main-d'œuvre en surnombre compte tenu de l'évolution des techniques agricoles et, parfois, de la ruine de l'artisanat rural. Même si le niveau de vie est faible, les perspectives d'emploi sont meilleures en ville.

Les structures agraires jouent parfois un certain rôle dans la mesure où elles peuvent inciter les ruraux à partir, notamment quand il y a une forte proportion de paysans sans terre.

Des éléments psychologiques interviennent aussi. La comparaison entre campagnes et villes ne se fait pas seulement en termes de niveau de vie, mais aussi de modes de vie et de services offerts, notamment en matière de santé et d'éducation. À ce point de vue, il est indéniable que l'avantage est partout en faveur des villes. »

I-2-2-5- l'exode rural interne

D'après **Raimondo Cagion d'Azevedo** (1994, p129) :

Dans les pays industrialisés on trouve plusieurs formes migratoires: intra-urbaine, intra-régionale, interrégionale, interprovinciale, etc. où les flux migratoires tissent des réseaux entre les régions économiquement désavantagées vers des régions favorisées sur le plan économique. Par exemple: à l'échelle des régions métropolitaines:

- ville centrale à banlieue: suburbanisation.
- banlieue à banlieue : inter-municipale.
- banlieue à municipale rurale : périurbanisation.
- banlieue vers ville centrale : valorisation de la ville centrale.

Dans les pays en voie de développement l'exode se fait vers les agglomérations : des villages vers les petites villes, des petites villes vers les agglomérations ou des villages directement vers les agglomérations, gonflement démographique et pressions urbaines ; ou bien encore des Migrants environnementaux⁴ (de plus en plus importants).

Les causes des migrations internes :

⁴ L'Organisation internationale des migrations (OIM) définit les migrants environnementaux comme étant « les personnes ou groupes de personnes qui, essentiellement pour des raisons liées à un changement environnemental soudain ou progressif influant négativement sur leur vie ou leurs conditions de vie, sont contraintes de quitter leur foyer ou le quittent de leur propre initiative, temporairement ou définitivement, et qui, de ce fait, se déplacent à l'intérieur de leur pays ou en sortent. ». Les exemples sont nombreux : les déplacements temporaires ou permanents causés par les inondations au Népal, le réchauffement et la fréquence plus élevée des précipitations au Mexique, la montée du niveau des eaux dans le Pacifique sud.

Chapitre I : l'urbanisation et la micro-urbanisation

- Économiques: écarts de revenu entre les zones rurales et urbaines, recherche d'un emploi etc.
- Sociales: attrait pour un mode de vie urbain, proximité des services etc.
- Politiques: politiques et réglementation encourageant la mobilité des personnes (politiques d'accès à la propriété).
- Environnementale: recherche et proximité avec la nature (périurbanisation).

L'économie migratoire participe également au développement de l'urbanisation et au déclenchement de formes de micro-urbanisation dans les zones rurales. Cela se traduit par:

- l'extension spatiale des villes: la production du logement par les émigrés est à l'origine de l'extension de la superficie construite, et la naissance de nouveaux quartiers à la périphérie;
- La densification du tissu du parc immobilier (verticalité, rénovation, subdivisions...);
- Le développement de petites villes nées d'agglomérations minuscules dont les seules ressources sont parfois les remises des émigrés.

Ces formes d'urbanisation ou de micro-urbanisation, plus ou moins fortement animées par la manne migratoire, participent à leur tour à fixer la population sur place et à limiter l'exode rural. Elles aident à la création de conditions de vie suffisamment améliorées pour que les populations locales n'aillent pas chercher ailleurs des conditions meilleures, surtout si les pouvoirs publics accompagnent cette dynamique ou la soutiennent par l'amélioration de l'infrastructure de base nécessaire. Toutes ces conditions incitent ces populations à s'investir dans le développement local de leurs régions.

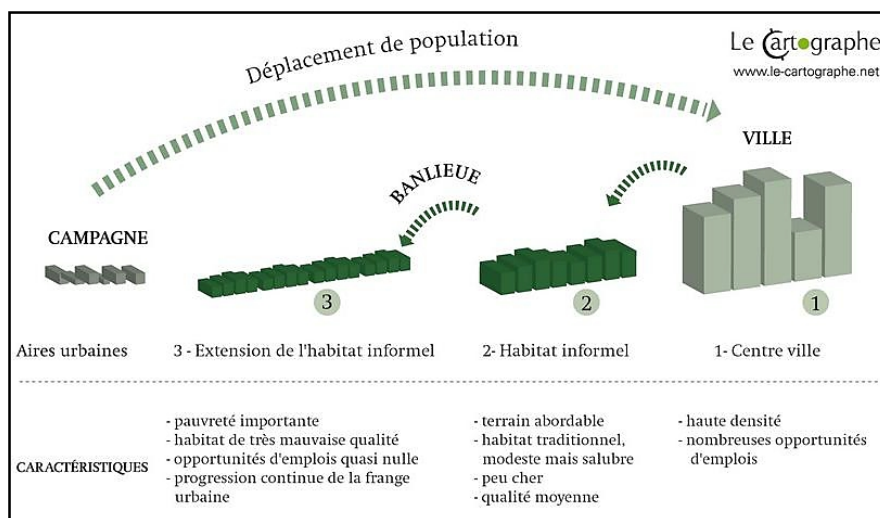


Figure 02 : Schéma matérialisant l'exode rural. (Barnet, 2003)

I-2-3- L'opérationnalisation de la micro urbanisation

Selon **Marc COTE** (2005, P 42) : « *La ruralité de l'espace rural n'exclut pas une certaine urbanité de ces centres. « Dans tout village il y a de l'urbain ». Ici, l'urbain se traduit par la forte tertiairisation, la prolifération des commerces (gros, détail, informel), l'insertion dans l'économie d'échanges, l'importance des équipements publics. Et dans le paysage, par la silhouette moderne des écoles, et souvent des immeubles, nouveaux venus dans ces localités. »*

Dans ce qui suit ont va aborder les programmes politiques de développement en termes de programmes d'équipements ainsi que d'habitats en Algérie postcoloniale. Aussi, sur l'apport du secteur privé et des associations et ceci à fin de montrer comment s'opère la micro urbanisation ; ce phénomène qui semble toujours continu mais à des vitesses irrégulières.

III-2-3-1- la politique du développement public

On n'en finirait pas d'énumérer les expériences engagées par l'état au profit des compagnes. Dans la seconde moitié de l'ère coloniale, elles visaient à l'intégration des paysanneries au marché : sociétés agricoles de prévoyances, paysannat, secteur d'amélioration rurale, caisse d'accession à la propriété rurale. L'Algérie indépendante a engagé une série de programmes techniques, elle a été encore généreuse encore en expériences concernant les structures : autogestion et révolution agraire bien sûr, mais également les coopératives de services, l'association pour le développement de l'élevage pastoral, l'auto construction rurale, l'accession à la propriété foncière...

a- la politique du développement publique algérienne à partir de 1980

➤ **Plan Quinquennal 1980-1984** Réforme du secteur de l'habitat

Aujourd'hui, plus qu'hier l'urbanisation est au cœur des préoccupations locales ; la maîtrise effective du phénomène de l'urbanisme et de l'aménagement local relève du rôle «dominant» de la commune :

- Les Plans Sectoriels de Développement - P.S.D. - concernent les grands projets tels que les programmes importants de logements sociaux, l'aménagement des zones d'habitat intégré - Z.H.U.N, les hôpitaux, les lycées techniques.

- Les Plans Locaux de Développement - P.C.D - P.M.U- concernent l'ensemble des communes rurales et urbaines ; ils assurent la promotion de l'équipement de base ;

ce sont les équipements d'infrastructures et les équipements sociaux : les équipements sanitaires tels que les salles de soins, les réseaux de voirie...

La crise du logement va apparaître dans toute sa dimension et, constitue alors, une véritable contrainte pour le secteur industriel même, qui commençait à entrer dans une phase de production nécessitant des milliers de logements à proximité des implantations des usines et des complexes industriels. Ainsi les déficits étaient importants et les taux de réalisation (55.000 logements/an entre 1978 et 1982, tous secteurs confondus) étaient bien en deçà des besoins théoriques calculés et de ceux réels (exprimés ou non par la population).

Une longue procédure de privatisation du patrimoine immobilier public est entamée ainsi qu'un pressant appel est lancé à l'initiative privée. Le rythme de l'urbanisation, estimé à 5,6 % par année, a été une source de préoccupation pour les autorités de planification, qui cherchaient à ralentir son rythme sinon l'arrêter complètement. Parrainés par le gouvernement des programmes de réforme agraire et l'investissement dans le logement rural ont été lancés à fin d'améliorer la qualité de vie à la ferme et donc de stabiliser la population rurale. Il est à espérer que ces mêmes mesures soulageraient la pression aiguë sur le logement urbain, un sous-produit de l'urbanisation massive. (BOURAFI. 2012, p140- 141)

➤ **Plan de développement économique de 1985-1989** Crise économique et Ralentissement.

La production publique de logements ne couvre annuellement, que près de 17% des besoins effectifs. Le reste, c'est à dire les 83% des besoins annuels en logements ont été satisfaits par : des mouvements de plus en plus importants d'auto-construction sur des supports fonciers d'initiative publique ou privée ; une partie de ces mouvements estimée à 30% est considérée illicite et sur des assiettes foncières sous équipées. (BOURAFI. 2012, p141)

L'auto construction ne s'est pas développée dans un contexte favorable puisque la demande est désavantagée, entre autres, par certaines dispositions de la réglementation foncière, par l'absence de structures d'accueil (terrains aménagés) à des prix abordables, par les défaillances des systèmes de financement, et par les difficultés d'accès aux matériaux de construction. L'obstacle majeur a été la pénurie chronique dans la production de ciment, (quatre entreprises régionales pour le ciment et dérivés). Avec une déficience de 2 millions d'unités de logement. Même avec les encouragements gouvernementaux pour la fabrication des matériaux de construction afin de produire plus, le secteur public a été incapable de répondre à la demande sans cesse croissante pour de nouveaux logements - estimée à environ 250.000 unités par an. (BOURAFI. 2012, p141)

Pour promouvoir davantage le système de l'auto construction, le Ministère de l'habitat commençait à réfléchir aux moyens d'action pour réorganiser ce secteur, conformément aux directives de la nouvelle stratégie nationale de l'habitat.

Au niveau institutionnel, la production publique de terrains équipés est décentralisée ; elle est assurée par de nombreux organismes publics. Ces derniers comprennent notamment les agences foncières locales dépendant des communes ou des Wilayas, les bureaux locaux de l'agence de l'amélioration et du développement du logement (AADL), les directions de l'urbanisme, de la construction et de l'habitat (DUC) représentant au niveau local les Ministères correspondants. (BOURAFI. 2012, p 142)

➤ Les années 1990

Elles sont marquées par la chute des prix du pétrole et donc des ressources financières de l'État ; c'est une longue période d'instabilité politique provoquée par une succession d'événements tragiques vécus par le pays ; elle correspond à un mouvement d'exode relativement important ; une partie importante de la population rurale avait quitté la campagne afin de se réfugier vers les centres urbains les plus proches de leur lieu d'habitation ; cette population déracinée est estimée à 2 millions de personnes ; son exode avait augmenté de manière brutale les difficultés des villes déjà surpeuplées ; au cours de cette période , les pouvoirs publics avouent leur incapacité à résoudre seuls, par leurs propres moyens la crise du logement en Algérie ; (BOURAFI. 2012, p142)

Les plans locaux de développement visaient à mettre en œuvre des types d'intervention en rapport avec la planification urbaine; qui est un ensemble d'opérations techniques, économiques et politiques permettant d'obtenir un équilibre dans l'espace ; ces opérations s'effectuent soit entre des régions , soit entre des villes, soit à l'intérieur d'une même agglomération où l'intervention est très localisée - P.O.S ; c'est la recherche d'un équilibre pour diminuer les disparités ; cet équilibre nécessite généralement l'implantation d'équipements structurants; (BOURAFI. 2012, p142)

Pendant les années 90, le financement du logement est assuré à nouveau par le Trésor public, après l'épuisement des liquidités de la CNEP qui participait activement depuis janvier 1991 au financement des logements sociaux urbains sur fonds d'épargne. L'an 1991 constitue aussi une année de référence dans la mesure où une décision de mise en place d'un nouveau système de financement est arrêtée ; il s'agit de la création d'une caisse nationale de logement (CNL) chargée de la distribution des aides publiques à l'accession d'un logement.

Chapitre I : l'urbanisation et la micro-urbanisation

La Caisse Nationale du Logement (CNL) est un Établissement public à caractère industriel et commercial, placé sous la tutelle du Ministre chargé de l'habitat et de l'Urbanisme, il a pour missions principales de :

Gérer les aides et les financements de l'État en faveur de l'habitat, notamment en matière de promotion du logement à caractère rural, social, de loyers, de résorption de l'habitat précaire, de restructuration urbaine, de réhabilitation et de maintenance du cadre bâti.

Promouvoir toutes formes de financement de l'habitat et notamment du logement à caractère social, par la recherche et la mobilisation de sources de financement autres que budgétaires.

De réaliser toutes études, enquêtes et recherches liées à l'habitat, apporter son expertise technique et financière aux institutions publiques et organismes concernés et favoriser les actions d'informations et d'échanges d'expériences et de rencontres pour la promotion et le développement de l'habitat. (BOURAFI. 2012, p142-143)

En 1995

Les réformes de la politique agricole et rurale n'ont pu être mise en œuvre au cours de la décennie 1990-2000 pour des raisons liées à un climat politique particulièrement difficile. Les zones rurales ont subi en particulier les effets d'un terrorisme dévastateur sur le plan humain et matériel. Ce n'est qu'en 2000 qu'est adopté un programme national de développement agricole (PNDA) bénéficiant de ressources budgétaires considérables dans le cadre de la mise en place du Fonds National de Régulation et de Développement Agricole (FNDA). Les fonds sectoriels (Fonds national d'aide au logement - FONAL, dispositif de soutien à l'emploi, Fonds d'emploi des jeunes...) n'ont pas été employés pour les populations rurales isolées ou vivant dans les petites agglomérations rurales. (BOURAFI. 2012, p143)

Ces quelques constats ont conduit à la recherche et à l'adoption de nouvelles approches sur les territoires ruraux, la mobilisation des ressources pour le financement de projets intégrés, et d'autre part, de cibler les territoires ruraux profonds afin de leur rendre accessibles les prestations de service public de base tout en les impliquant dans les processus décisionnels.

La mise en œuvre de ces approches conduisit ainsi à s'interroger sur les capacités nationales publiques et privées de production et de réalisation, sur l'utilisation optimale du capital foncier, sur les conditions et les mécanismes flexibles de financement et sur les formes de participation du citoyen, le tout dans un cadre institutionnel légal approprié. (BOURAFI. 2012, p 144)

➤ Programme 2001 - 2004

Le redressement des prix du pétrole procède une accalmie financière qui permet, le lancement de projets d'habitat et d'équipements, d'opérations publiques d'amélioration urbaine, et l'encouragement de l'investissement privé dans l'immobilier à travers le foncier public.

- Le logement est inscrit pour la première fois au premier rang des priorités de l'État ; son traitement commence à se préciser.

Au même titre que le logement, des mesures incitatives sont décidées par les pouvoirs publics tels que :

- La mise à jour de nouveaux instruments sur l'aménagement du territoire, sur la planification spatiale; l'élaboration de nouveaux plans d'urbanisme, des plans d'occupation du sol sont destinés à mettre un terme à une évolution urbaine imprévue et non contrôlée ;

- La manifestation de l'aide de l'État sous différentes manières ; d'aides directes et indirectes (sous forme de subventions, l'octroi de crédits à des conditions avantageuses, la réduction des taux d'intérêt auprès des banques...) ces aides sont admises aussi bien aux promoteurs immobiliers qu'aux bénéficiaires des logements ;

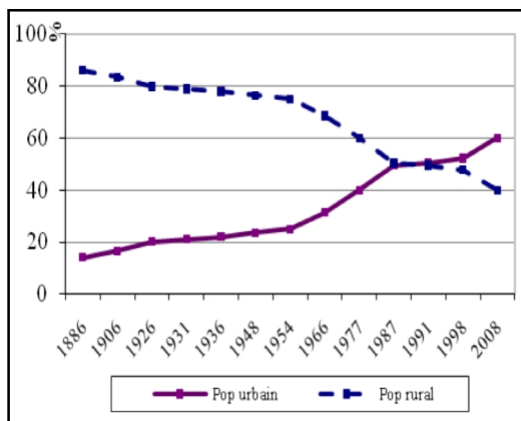
Les nouveaux objectifs des pouvoirs publics correspondent à la mise en place d'une stratégie réelle de développement et de production des logements ; il ne s'agit plus d'opérations ponctuelles destinées à une consommation limitée, qui tendrait à apaiser des situations à rebondissement ; pour ce faire, les pouvoirs publics escomptent mettre la problématique du logement à l'abri des aléas naissant de la fluctuation pétrolière et casser cette dépendance ; la nouvelle vision engagée à cette fin, se fera avec «les moyens de bord», en y impliquant la communauté bancaire. (BOURAFI. 2012, p144-145)

➤ Quinquennal 2005 – 2009

Programme d'habitat, actions structurantes et projets urbains. Devenu important, l'apaisement financier a permis de relancer, les projets mis en veille auparavant, (tel que le métro d'Alger, l'autoroute nationale...) et de lancer de nouveaux projets structurants d'envergure, conçus dans une démarche nouvelle axée sur l'élimination des déséquilibres spatiaux et l'insertion des projets dans une nouvelle perspective de modernisation et de mise à niveau universelle sur le plan fonctionnel. Les objectifs assignés par ce programme (quinquennal) ainsi que par les autres programmes (complémentaires ou spéciaux) portent sur l'adaptation du processus de production et de transformation du cadre bâti et l'amélioration de la qualité urbaine dans le cadre des nouvelles exigences, le freinage de l'exode et le maintien de la population rurale.

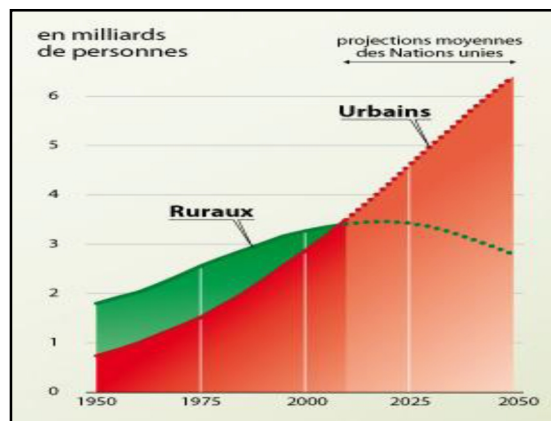
Chapitre I : l'urbanisation et la micro-urbanisation

La population rurale algérienne connaît une diminution constante depuis bien avant l'indépendance du fait essentiel de l'accroissement plus rapide que connaissent les populations urbaines (4% en moyenne par an contre 0,4% pour la population rurale).



(Belhai, 2010.p14)

Figure 03 : Histogramme de l'évolution de la population rurale/urbaine en Algérie



(ONU-2001)

Figure 04: Histogramme de l'évolution de la population rurale/urbaine dans le monde.

Les différents recensements confirment cette tendance à la baisse de la population rurale : 68,6% en 1966, 60 % en 1977, 50,3 % en 1987. Les estimations de l'Office National des Statistiques l'évaluent à 39,2% en 2004 et à 37% en 2005, soit 12 millions d'habitants, de par le poids de sa population et de ses activités, l'espace urbain exerce des pressions économiques et sociales, générant des répercussions négatives sur l'espace rural. (BOURAFI. 2012, p146)

Program.	Program Quinquennal	Program compl. Sud	Program compl. Hauts plateaux	Program. pour résorption de l'habitat précaire	Autres program. spécifiques	Total
Segments						
Logts social	239 412	11 700	16 500	29 545	14 733	311 890
Logts part.	233 733	9 707	18 00	0	0	261 440
Habit rural	394 238	40 593	63 300	0	12 565	510 696
Loc. Vente	129 115	0	0	0	0	129 115
Logts promo.	38 068	0	0	0	0	38 068
Total	1 034 566	62 000	97 800	29 545	27 298	1 251 209

Tableau 01 : Programmes d'habitat inscrits (quinquennal 2005-2009). (MHU-2007)

À titre indicatif, le monde rural a bénéficié de plus de 500.000 aides au titre du programme quinquennal 2005-2009 visant la réalisation de 1 million de logements. Soit, la plus grande part. (BOURAFI. 2012, p148)

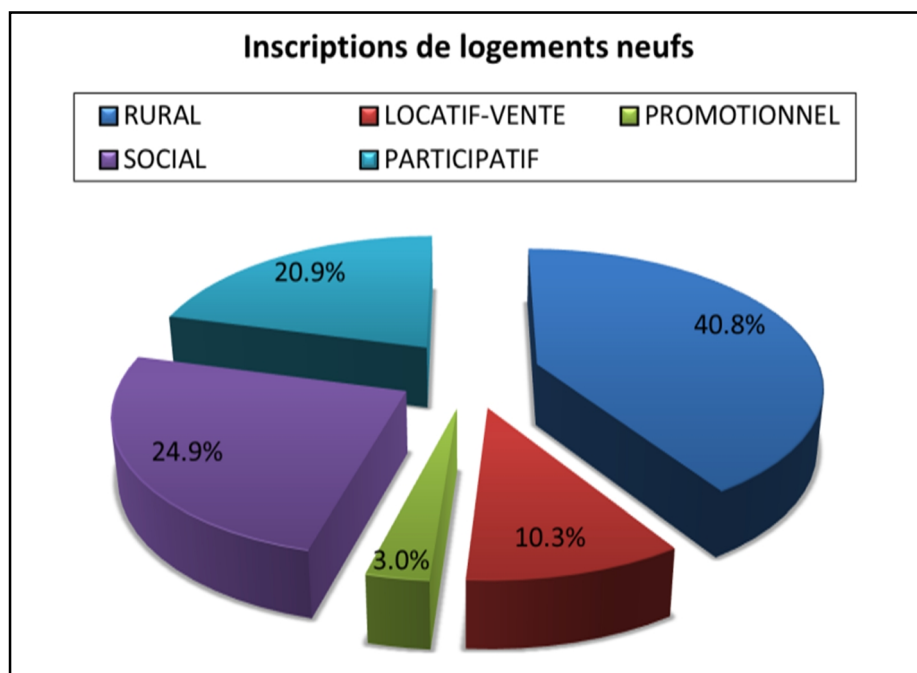


Figure 05 : Répartition par type de programmes, plan quinquennal 2005-2009. (MHU, 2007)

En matière d'habitat, l'intérêt principal est présenté aux populations rurales à fin d'améliorer leur niveau de vie, et en vue de leur maintien sur place. Pour cela, en relation avec le Ministère de l'agriculture, le dispositif d'aide au logement rural va prévoir l'extension aux populations rurales des aides consenties par le Fonds National d'aide au logement (FONAL), selon des critères d'éligibilité et des procédures particulières. L'aide à l'habitat Rural est attribuée dans le cas d'une construction neuve, ainsi que pour l'aménagement et l'extension d'une construction existante.

	LPL	LSP	Loc. vente	Promotionnel	Auto construction	Rural	TOTAL général
2004	24 668	17 285	5 885	9 292	35 293	24 045	116 468
2005	25 834	15 787	12 350	8 027	27 574	42 907	132 479
2006	43 527	23 769	7 128	8 435	18 630	76 287	177 776
2007	44 079	19 325	8 491	5 028	14 671	88 336	179 930
2008	57 657	37 123	1 827	4 070	15 176	104 968	220 821
2009	55 550	37 924	9 043	5 644	18 142	91 492	217 795
Total	251 315	151 213	44 724	40 496	129 486	428 035	1 045 269

Tableau 02: Livraisons des programmes d'habitat Quinquennal 2005-2009 au 31/12/2009. (MHU-2007)

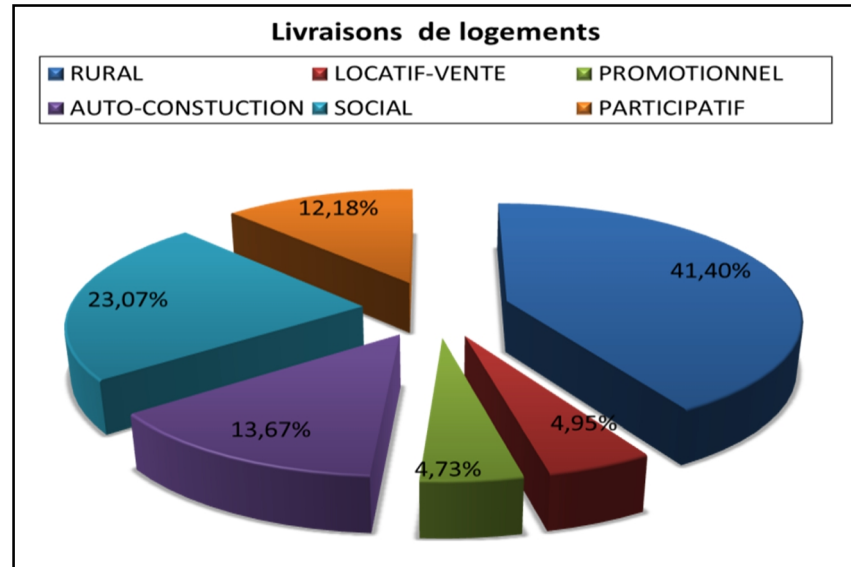


Figure 06 : Livraisons programmes d'habitat - quinquennal 2005-2009- proportions.
(MHU, 2007)

Le nombre de logements réalisés durant la période 2005-2009 s'élève à 912.326 logements (toutes catégories), représentant 91,2% de l'objectif du programme du Président de la République qui prévoit la livraison d'un million de logements à l'échéance de 2009. (BOURAFI. 2012, p150)

En prenant en considération les prévisions de réalisation arrêtées pour le 2ème semestre 2010, le nombre cumulé de logements achevés à l'échéance du 31 décembre 2010 atteindrait 1,048 million d'unités

Les logements réalisés (réceptionnés) se composent de 42% de logements ruraux et de 58% de logements urbains toutes catégories confondues.

Les aides de l'État liées à ce type de logement devront, par ailleurs, être conditionnées par la finalisation totale des logements, les aides devant être fractionnées suivant les étapes de réalisation. On insiste sur l'importance de la contribution des bénéficiaires qui doivent prendre en compte l'aspect architectural et la diversité des plans. (BOURAFI. 2012, p151)

Le secteur agricole joue un rôle important dans l'économie algérienne. Avec une croissance moyenne de 6,49% pour la période 2000/2005, employant 23% de la population active et participant pour 7,60% au PIB en 2006. Bien que les besoins alimentaires de la population soient globalement satisfaits, 25% de la population vit sous le seuil de pauvreté, principalement en milieu rural. (BOURAFI. 2012, p151)

Avec une balance commerciale agricole déficitaire, l'Algérie est considérée comme un pays importateur de denrées alimentaires. La valeur de ces importations dépasse le quart du total des importations du pays. L'essentiel est constitué de trois

groupes de produits: céréales et dérivés (40% de la valeur totale des importations agricoles), lait et produits laitiers (14,3%), huiles et graisses (10,5%). Cette situation range l'Algérie parmi les dix principaux pays importateurs de produits alimentaires au niveau mondial, dans une situation de forte dépendance vis-à-vis du marché international. (BOURAFI. 2012, p152)

➤ Programme de développement quinquennal (2010-2014)

Cette dynamique a été relayée par le programme 2004-2009, lui-même conforté par les programmes spéciaux au profit des wilayas des Hauts Plateaux et du Sud. Il concerne :

- Deux (02) millions de logements, dont 1,2 million seront livrés durant le quinquennat, le reste devant déjà être mis en chantier avant la fin de l'année 2014,
- Le raccordement d'un million de foyers au réseau du gaz naturel et l'alimentation de 220.000 foyers ruraux en électricité,

C'est à ce titre que, après avoir engagé, un important programme de soutien à l'agriculture, il a été décidé, en outre, de mobiliser des ressources consistantes pour moderniser les entreprises publiques et privées dans tous les secteurs, y compris, l'encouragement de la formation et de l'emploi à domicile, au profit des jeunes filles et des femmes notamment dans le milieu rural, la réalisation d'un programme de crèches destinées à favoriser l'engagement des femmes dans la vie active, ainsi que le dispositif législatif pour l'augmentation des chances des femmes d'accéder aux assemblées élues conformément aux dispositions de la Constitution. (BOURAFI. 2012, p151)

Un budget de plus de 3.700 milliards DA est en outre alloué à l'habitat pour la réhabilitation du tissu urbain et la réalisation de deux (2) millions de logements (dont 500.000 locatifs, 500.000 promotionnels, 300.000 pour la résorption de l'habitat précaire et 700.000 logements ruraux).

Ce programme consacre également au secteur de l'énergie une enveloppe de plus de 350 milliards DA pour permettre à un million de foyers de bénéficier d'un raccordement au réseau de gaz naturel et 220.000 foyers ruraux à l'électricité. (BOURAFI. 2012, p152)

b- Principaux objectifs de cette politique

Créer les conditions d'un développement durable au moyen d'une politique participative des populations concernées. Dans cette optique les principaux objectifs s'articulent autour de :

- La revitalisation des espaces agricoles et ruraux.

- La prise en charge des disparités constatées au niveau de certaines zones du pays.
- La stabilisation de l'exode, voire le retour des populations dans le milieu rural (ayant fui les agglomérations isolées ou touchées par l'insécurité). (BOURAFIA. 2012, p158)

c- Les facteurs de programmation des équipements

COTE voit que s'il y'a un domaine d'intervention prioritaire de l'état, et dans lequel il a relativement réussi, c'est celui de l'équipement de l'espace rural. Car les options de l'état algérien, socialiste, volontariste et égalitariste, ont rejoint là les préoccupations des habitants pour une meilleure desserte de leur espace. (1996, p 245)

Djamel ALKAMA (2005, p 45 – 48) atteste qu'en contrepoint de l'homogénéisation des modes de vie et des formes urbaines, une forte hiérarchisation des localités a été mise en place. Cette dernière définit trois facteurs majeurs selon lesquels les équipements sont programmés :

- D'une part, l'effectif de population des centres, puisque le poids démographique entraîne logiquement le gonflement de certains éléments (commerces) et que les pouvoirs publics définissent certains équipements en fonction de l'effectif de population (équipements scolaires, sanitaires).
- D'autre part, le statut administratif. Les localités ont un statut d'agglomération secondaire, ou de chef-lieu de commune, ou de chef-lieu de daïra. Or, les normes des différents ministères veulent qu'à cette hiérarchie administrative corresponde une grille des équipements. Schématiquement le centre secondaire est doté d'une école, le chef-lieu de commune d'un collège, le chef-lieu de daïra d'un lycée. Le passage au rang de chef-lieu de commune ou de daïra est perçu par les populations comme une promotion, car il correspond à un « paquet » d'équipements dont le centre devra être doté. La répartition des équipements par centres montre bien une distribution avec « marches d'escalier » en fonction de ces trois statuts. ainsi, deux localités de même taille peuvent avoir des équipements très différents en fonction de leur statut
- Enfin, l'enracinement historique, qui donne un caractère rural ou urbain au centre. La présence d'une zaouïa, d'une vieille mosquée, une histoire remontant à plusieurs siècles, l'existence de vieilles familles conscientes de leur filiation, témoignent de centres qui, même de petite taille, ont depuis longtemps une certaine urbanité.

I-2-3-2- l'apport du secteur privé et les associations à la micro-urbanisation

En Afrique, le secteur privé est en train d'acquiescer de la maturité. Entravé pendant des décennies par un environnement paralysant et par la lourdeur de ses politiques publiques, il est désormais prêt à assumer son rôle vital de moteur de la croissance économique et de la lutte contre la pauvreté dans cette région du monde. (Rapport sur le développement en Afrique, 2011, p 13)

Bien qu'il soit de plus en plus admis, le secteur privé devrait être responsable au premier chef de la production de biens et de services, cela ne signifie pas pour autant que le secteur public n'apporte plus aucune contribution au développement soutenable. Donc le secteur public est maintenant en particulier appelé à instaurer des conditions propres à permettre le développement d'un secteur privé efficace et compétitif. (NGAWEN, 2009, consulté le 14/01/2017)

Le secteur privé est surtout composé de ménages et d'entreprises produisant une multiplicité de biens et de services. Etant bien développé, le secteur privé englobe des prestataires de services juridiques, financiers, comptables et autres.

L'importance du secteur privé n'est plus discutable de nos jours. Il est important au bien-être économique des collectivités locales et de la nation toute entière. Le dynamisme privé et investissements publics se conjuguent pour multiplier ces dernières : commerces, entreprises de transport, chantiers de tous types, industries locales créées dans les vallées ou sur les piémonts.

Les campagnes sont pénétrées aujourd'hui non seulement par des équipements et infrastructures mais également par des activités nouvelles. La population rurales a longtemps était à forte majorité agricole, d'autant plus que la période coloniale c'était traduite par la disparition de presque toute l'activité artisanal traditionnel. Or, les créations nouvelles ont engendrés des activités nouvelles : faire tourner l'équipement implantés, assurés les transports, construire écoles et routes, cela implique des emplois nouveaux. Ce mouvement initié par le pouvoir public a suscité la création par les particuliers d'activités nouvelles, commerce, artisanat de réparation, restauration, services de tous types. Dans le meilleur des cas, de petites entreprises de transformation, financés par l'état (PMI), ou par des commerçants ou immigrants, ce sont implantés au milieu rural, afin de transformer les produits locaux (conserveries, minoteries briqueterie), ou pour répondre à des besoins locaux (parpaings, carrelages, menuiserie, aliments du bétail). (COTE, 1996, P 251 253)

Conclusion

Dans ce chapitre, nous avons remarqué que l'existence de la micro-urbanisation constitue une originalité et un élément fort de l'urbanisation rurale.

Globalement, même si c'est avec des réserves, on est en présence de tendances fortes, qui sont dues à la conjonction de la promotion étatique (équipements) et de la dynamique interne (commerces).

L'exode rural, les politiques publiques ainsi que l'apport privé en amorcent et généralisent le phénomène de la micro-urbanisation dans les zones rurales.

Pour bien comprendre et bien voir ce mode d'urbanisation nous avons élaboré l'étude d'un exemple concret qui est le centre de la commune de Ain Lagrejj.

Chapitre II:

Le cas d'étude

II-1- présentation du cas d'étude

Avant d'entamer l'étude de la micro-urbanisation dans notre cas pratique, il est impératif d'élaborer une présentation de la commune mise en question qui est Ain Lagredj bien plus précisément le chef- lieu Beni Brahim.

Cette présentation a pour but d'appréhender le site et de faire ressortir les caractéristiques et données de notre cas d'étude à travers une description selon différents volets.

II-1-1- Le contexte territorial de notre cas d'étude: La Zone montagneuse nord- ouest de la wilaya de Sétif

Les zones montagneuses nord- ouest de la wilaya de Sétif sont densément peuplées, à dominante rurale et éparse pour la partie Est, fortement agglomérée pour la partie Ouest, englobent à elles seules, plus de la moitié des communes de la wilaya. Malgré l'importance de leur potentiel humain et bien qu'ils recèlent des potentialités économiques avérées (sylviculture, agriculture, tourisme...), ces territoires demeurent défavorisés sur le plan socio-économique. Ils souffrent encore de l'isolement, de dépeuplement et de la faiblesse des infrastructures socio-économiques. (CENEAP, 2009, p10)

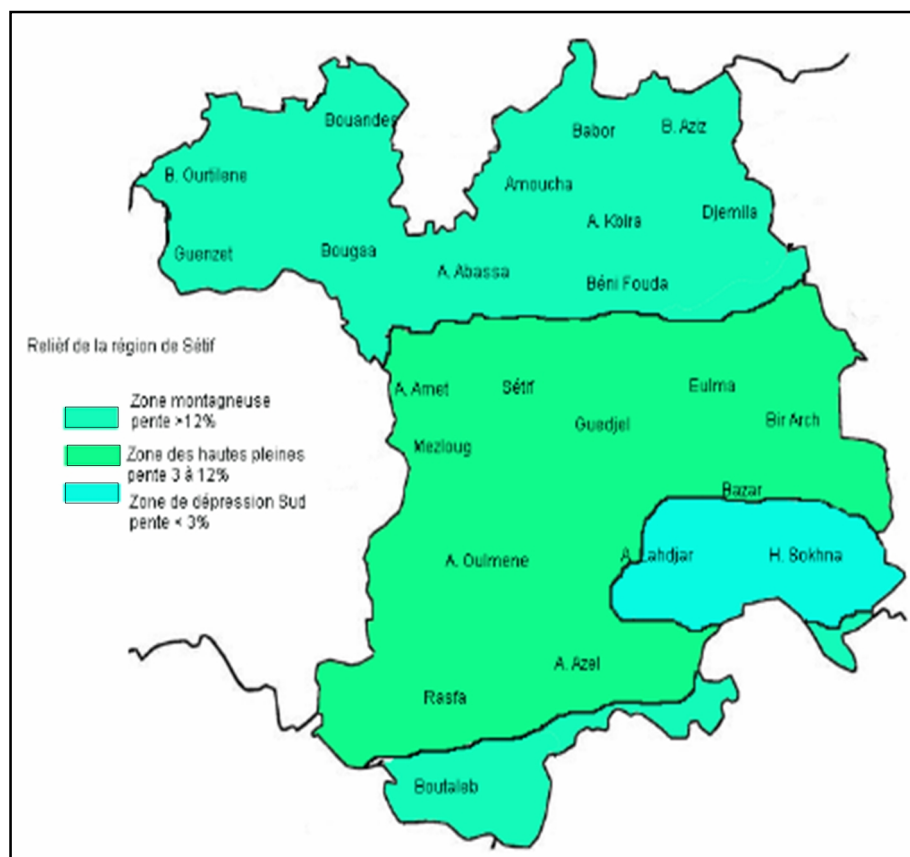


Figure 07: Carte de la commune Ain Lagredj, (Mouffok, 2007)

Chapitre II : Le cas d'étude

Zone	Superficie (Ha)	Pentes	Altitude dominante	Occupation du sol actuel	Vocation potentielle
Zone de montagne nord (chaîne des BABORS)	SAT. 176075 (31,33%) SAU. 83075 (23,02%)	Abruptes à Très Abruptes	600.1400 m	Céréaliculture de subsistance ; arboriculture rustique et forêts	Arbo-sylvicole
Zone des Piémonts (Nord)	SAT. 67975 (31,33%) SAU. 45655 (12,65%)	Pentes modérées	800 à 133 mm	Céréales ; fourrages	Intensification céréalière Elevage Bovin laitier

Tableau 0 3: caractéristiques de la zone montagneuse de la wilaya de Sétif, (CENAEP, 2009, p11)

Au plan du peuplement, à l'échelle de la wilaya de Sétif, les plus faibles densités se situent au niveau des communes rurales, notamment les entités montagneuses où l'on relève des densités qui ne dépassent pas les 100 habitants au Km². La densité moyenne de la population à l'échelle des zones de montagnes Nord approche les 189 habitants au km² ; au niveau de la dispersion, la population qui y réside se répartit à raison de :

- Plus 39,6% dans les agglomérations chefs-lieux ;
- Environ 22,3% dans les agglomérations secondaires ;
- Et moins de 37% seulement de la population en zone éparse ;

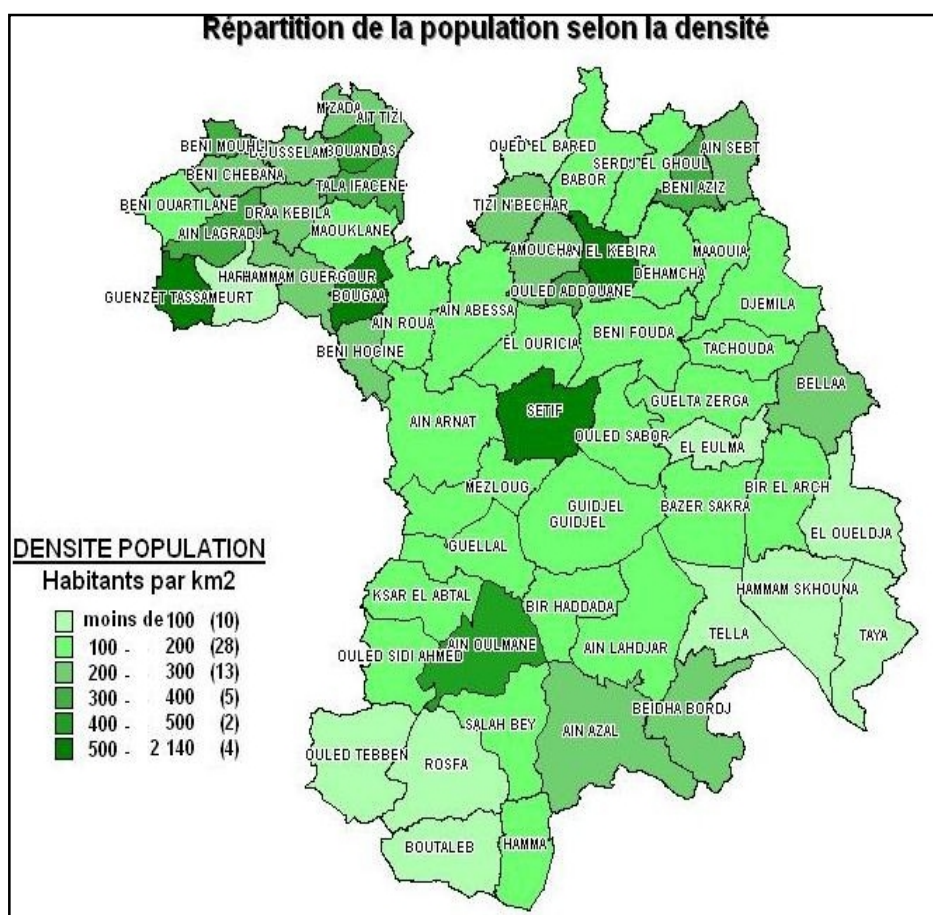


Figure 08: carte de la population des communes de la wilaya de Sétif, (CENEAP, 2009, P 26)

Chapitre II : Le cas d'étude

En matière d'évolution démographique, l'accroissement de la population des zones de montagnes Nord est passé durant les 3 dernières décennies d'une situation attractive à une situation répulsive. Au recensement de 1977, la population totale des zones montagneuses Nord de la wilaya de Sétif était estimée à 267200 habitants. En 1987, elle passe à 380290 habitants et une décennie après, au recensement de 1998, elle atteint 470100 habitants, soit respectivement des taux d'accroissement annuels moyens intercensitaires de 3,59 %, entre 1977 et 1987 et 2,14 % entre 1987 et 1998. (CENAEP, 2009, p13)

L'évolution démographique a connu une régression importante durant la période 1998/2004 ; la population a atteint, à la fin de l'année 2004, 510508 habitants ce qui correspond à un taux d'accroissement relativement bas : 0,82%/an.

Au niveau des mouvements migratoires des communes, l'analyse de la mobilité spatiale des communes, à l'intérieur de la wilaya ou vers l'extérieur, montre que sur l'ensemble des 60 communes :

- 22 communes étaient répulsives, dont 16 situées en zones de montagne Nord.
- 20 communes étaient attractives, dont 09 situées en zones de montagne Nord.
- Les 18 communes restantes jouissaient d'un statut plus ou moins équilibré dont 8 situées en zones de montagne Nord. (CENAEP, 2009, p13)

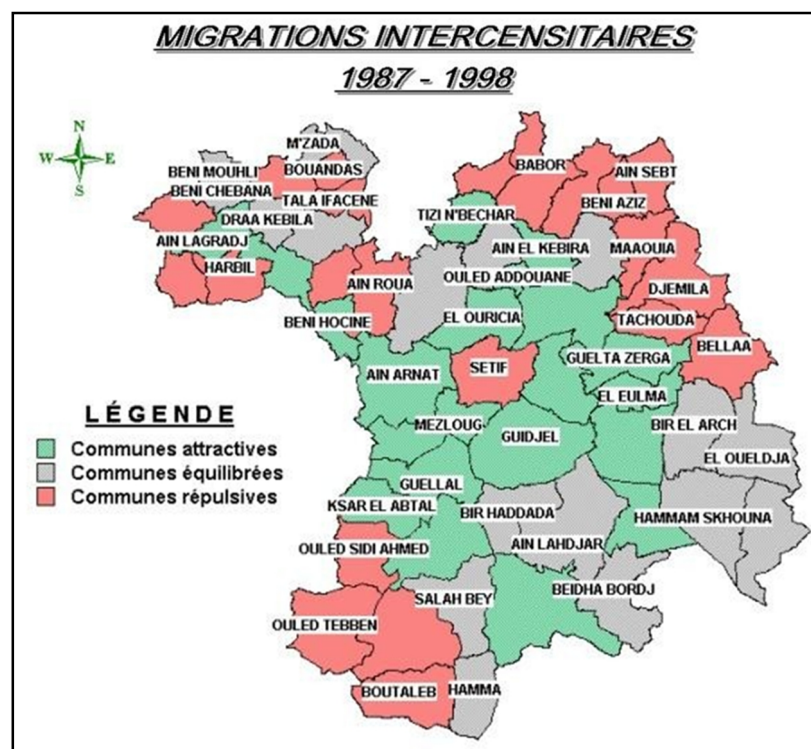


Figure 09: carte de la population des communes de la wilaya de Sétif (CENEAP, 2009. P 27)

II-1-2- Présentation du territoire de la Daïra Béni Ourtilane

La Daïra Béni Ourtilane fait partie de la wilaya de Sétif en 1962 puis de celle de Bejaia en 1975 et de nouveau de celle de Sétif à partir de 1985.

La Daïra de Beni Ourtilane compte quatre communes : Beni Ourtilane, Beni Chebana, Ain Lagredj, Beni Mouhli ; d'une superficie déclarée de 227,62 Km², la commune de Beni Ourtilane située au nord de la wilaya de Sétif, est limitée:

- Au Nord et nord-ouest par la wilaya de Bejaia;
- Au Sud par la daïra de Guenzet ;
- A l'Est par la daïra de Bouandas et Hammam Guer-gour ;
- A l'ouest par bordj Bou Arreridj ;

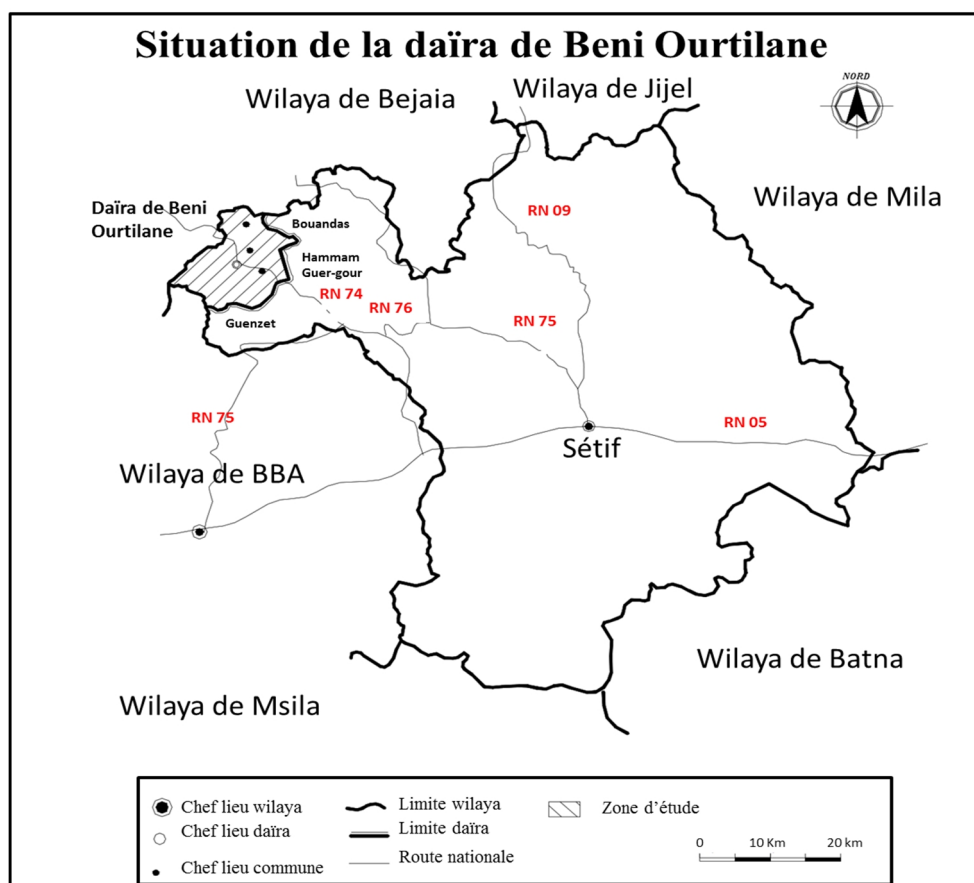


Figure 10 : situation de la daïra de Beni Ourtilane.(98 ص 2008، كزار، + traitement auteurs, 2016)

II-1-3- Présentation de la commune de Ain Lagredj

La commune de Ain Lagredj appartient à l'espace non urbanisé de la wilaya de Sétif. Elle fait partie de la strate rurale.

Elle appartient à la zone montagneuse Nord de la wilaya et est limitée :

- au Nord par les communes de Beni Chebana et Beni Ourtilane
- au Sud par les communes de Harbil et Guenzet
- à l'Est par la commune de Draa Kebila
- à l'Ouest par la wilaya de Bordj Bou Arreridj

Notre étude concernant le phénomène de la micro-urbanisation dans les zones rurales montagnardes touche le chef-lieu de la commune Ain Lagredj appelé Beni Brahim, ainsi que les ses agglomérations secondaires (Laazib, Menades, Tighilt Imrane, Akhrib, Iri-elkaf, Zakou, Beni-achache, Beni-hafed, Cherfa oufela).

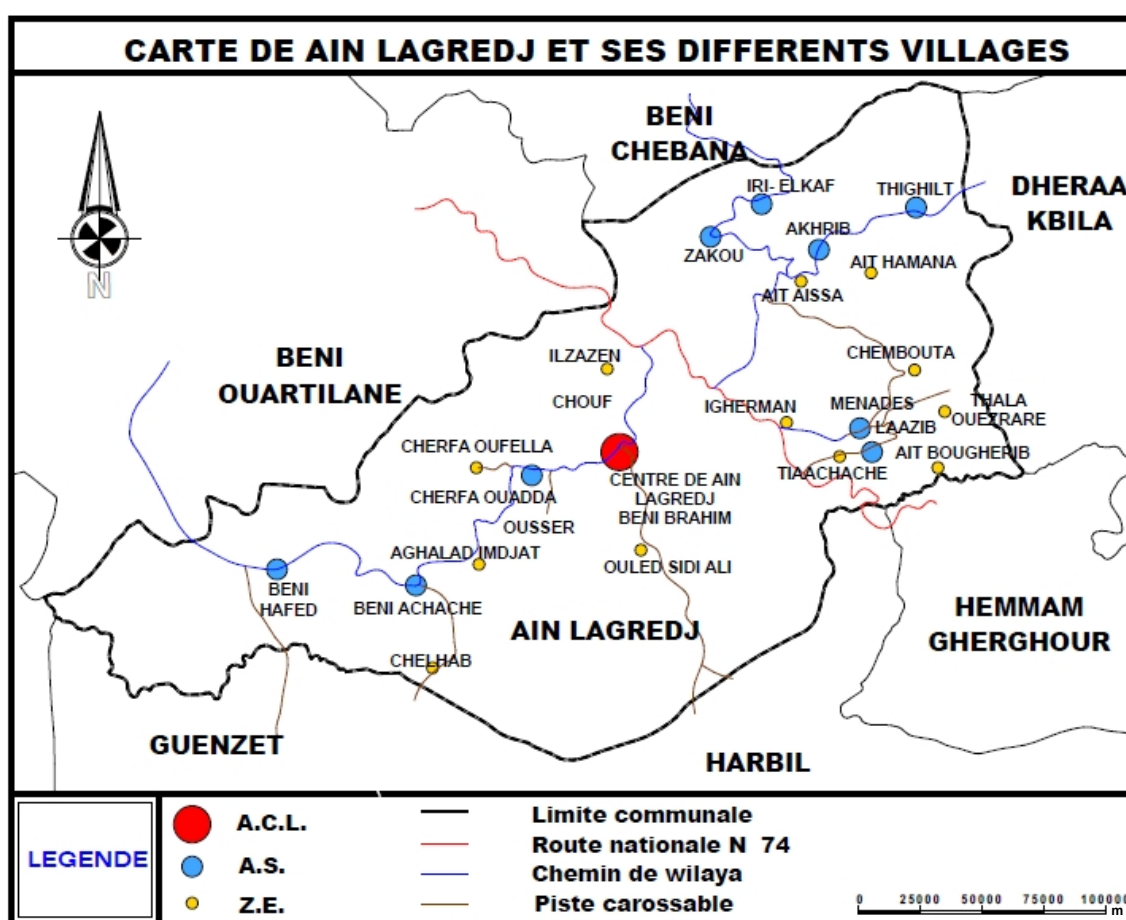


Figure 11: carte de Ain Lagredj et des différents villages. (PDAU intercommunal+ كزار، 2008، ص 98) traitement auteurs, 2016)

II-1-4- Présentation de chef-lieu Beni Brahim

Beni Brahim est le chef-lieu de la commune Ain Lagredj de la wilaya de Sétif qui est une zone montagneuse au Nord de la wilaya. Il se situe à la haute montagne de Beni Ourtilane, il est relié au chef-lieu de daïra par La RN 74, et aux autres groupements par une route communale et d'autres voies carrossables.

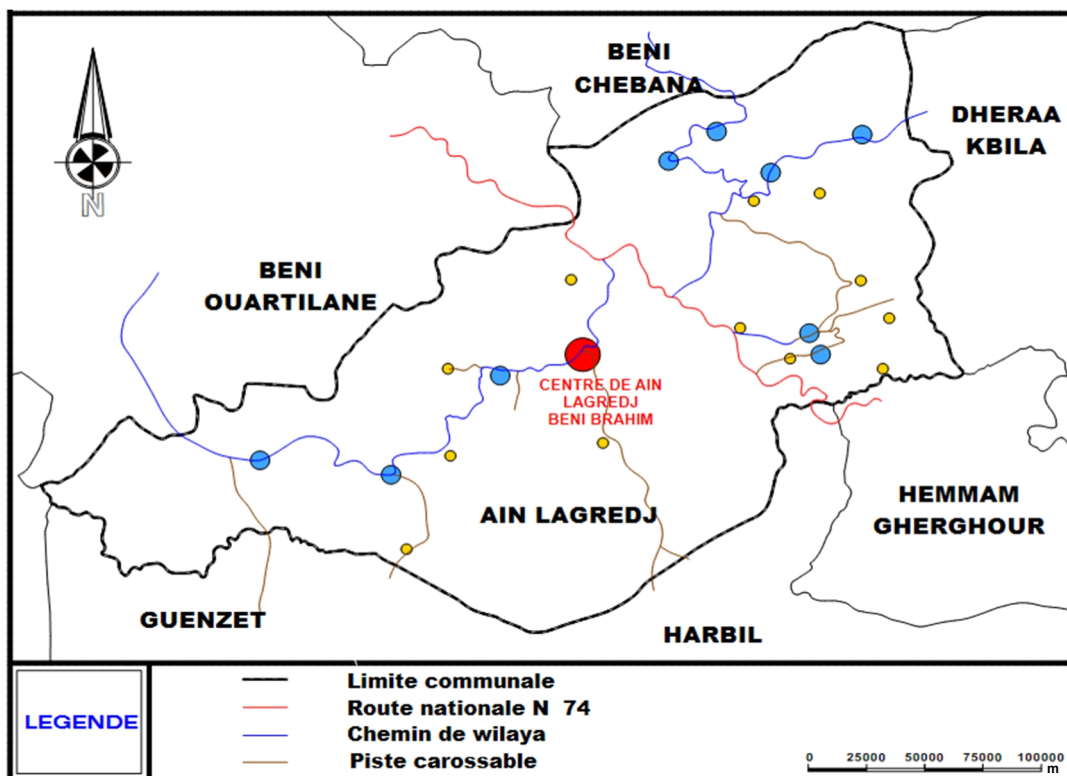


Figure 12: carte de voirie les plus importants de la commune de Ain Lagredj. (كزار، 2008، ص 98 + PDAU intercommunal+ traitement auteurs.)

a- Les limites

Beni-Brahim est constituée de plusieurs groupement de construction dans les plus importants sont: Tichrahine, kouba, chouf, Thilatiouine, Ousser et Tighounam.

Le chef-lieu Beni Brahim se caractérise par une pente très marquée, supérieure à 25% sur 97.03% de son territoire.

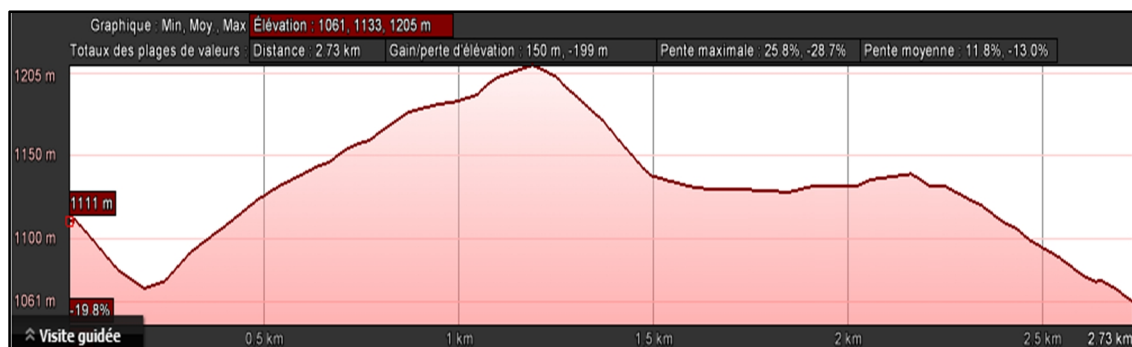


Figure 13 : Coupe nord-sud sur le centre de la commune de Ain Lagredj. (Google earth)

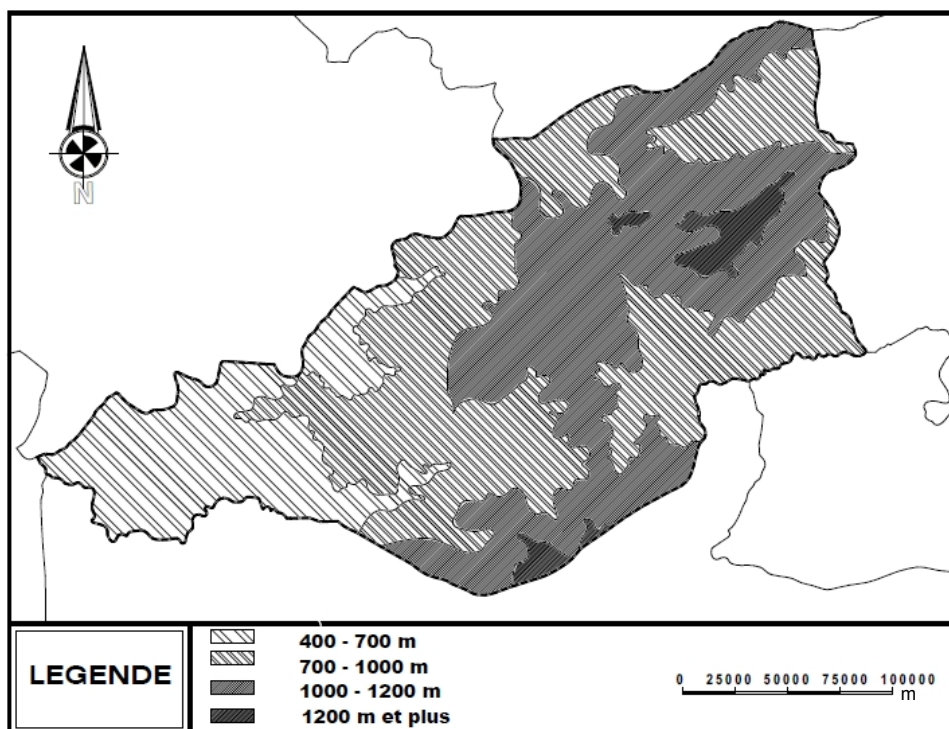


Figure 14: carte des attitudes de la commune Ain Lagredj. (98 ص 2008، كزار، PDAU intercommunal+ traitement auteurs.)

b - La pluviométrie

D'une manière générale, la répartition des pluies dépend de l'altitude. (Station est)

Mois	Jan	Fév.	Mars	Avril	Mai	Juin	Juil.	Aout	Sept	Oct.	Nov.	Déc.	Tot.
	102	86	71	51,5	50	26,5	09	09,5	38	56	90,5	97	689

Tableau04: la répartition des pluies durant une année, (CENEAP, 2009, p54)

Les hauteurs de pluies sont généralement supérieures à 600mm illustrant ainsi un climat de montagne pluvieux, elles sont concentrées durant la période hivernal.

c- La température

Mois	Jan	Fév.	Mars	Avril	Mai	Juin	Juil.	Aout	Sept	Oct.	Nov.	Déc.
Min	3,4	5,6	8,5	12,6	17	18,7	29,2	17,8	13,6	10,2	7,2	3,2
Max	10,6	14,2	20	24,6	29,4	31	31,4	30,4	24,2	18,8	13,4	9,6
MOY	07	9,9	14,25	18,6	23,2	24,9	25,3	24,1	18,9	14,5	20,3	6,4

Tableau05: L'interprétation de moyen de température, (CENEAP, 2009, p56)

- L'interprétation de ces moyennes mensuelles montre que l'année est divisée en deux saisons bien distincts: l'une ayant son maximum généralement en Juillet et l'autre avec un minimum en Décembre et Janvier.

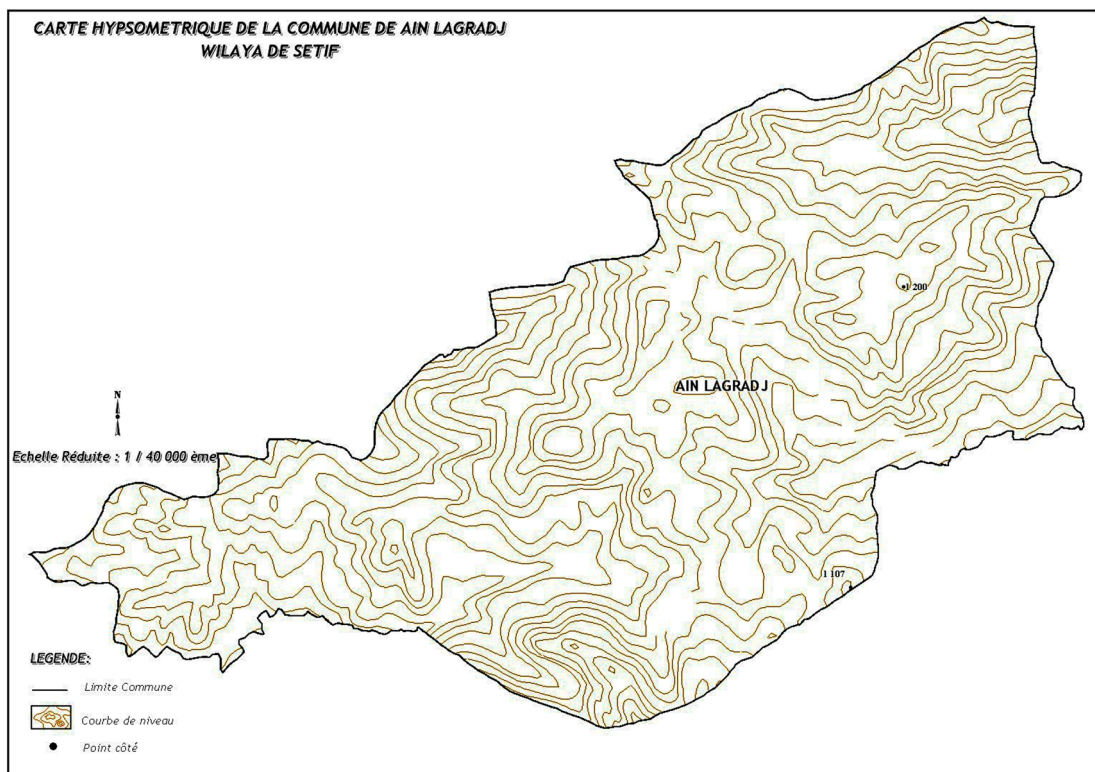
- Les températures moyennes mensuelles sont inférieures à la moyenne annuelle de Novembre à Avril et supérieures à cette moyenne de Mai à Octobre.

d- Les ressources hydrographiques

Le territoire auquel appartient notre cas d'étude se caractérise par un site montagneux, ce qui provoque la création des Oueds à cause de l'imperméabilité du sol. (CENEAP, 2009, p55)

e- Le relief

La moyenne altitude de Beni Ourtilane varie entre 1000 m et 1200 m, elle se caractérise écologiquement par ses hautes montagnes couverte par de denses forêts à de variable types d'arbres dont en site : le cactus, cyprès, pin ponderosa, chêne, figuiers et oliviers. (CENEAP, 2009, p56)



f- Couverture végétale

Au tour de l'aire d'étude la couverture végétale est constituée par des forêts dégradées et discontinues réparer à travers le périmètre d'étude. (CENEAP, 2009, p58)

Conclusion

La présentation des éléments du milieu naturel et physique nous permet de noter les contraintes suivantes (relief accidenté, réseau hydrographie très dense...), elle constitue des obstacles majeurs à la réalisation des actions en matière d'aménagement et en matière d'urbanisation. Le chef-lieu Beni Brahim connaît de nombreuses contraintes qui freinent son développement. Son site recèle toutefois quelques atouts et potentialités telles que son potentiel naturel, qui pourraient être valorisés dans le cadre de son développement urbain.

II-2- Application des différentes approches

Dans ce présent chapitre on essayera d'étudier en premier lieu, l'évolution chronologique de la tache urbaine de l'agglomération chef-lieu béni Brahim de la commune Ain Lagredj, à travers une lecture des cartes à savoir une approche cartographique. Dans un deuxième lieu, afin d'appuyer les résultats de l'approche précédente, une analyse statistique est faite alors, on se référant aux RGPH (1987, 1998, 2008 et l'annuaire 2011). Ajouter à cela une enquête sur terrain sous forme de questionnaire pour mieux comprendre le mouvement de la population et énumérer les causes qui poussent les citoyens à se déplacer au centre, sachant que toutes ces démarches vont nous permettre de matérialiser le phénomène de la micro-urbanisation de manière quantitatifs. Enfin, pour faire découvrir l'apport de ce phénomène (micro-urbanisation) en terme qualitatif une approche architecturale et urbaine est entreprise.

II-2-1- Approche cartographique

Afin de vérifier l'existence du phénomène de la micro-urbanisation on a procédé à une analyse diachronique pour montrer l'évolution la tache urbaine à travers différentes périodes (1962, 1972, 1998, 2009, 2016)

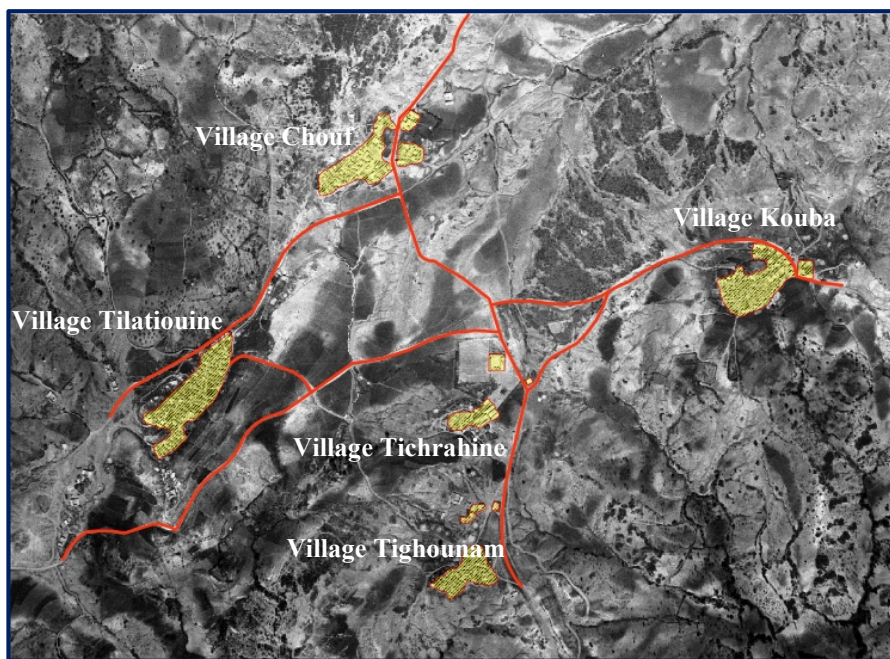


Figure 16 : tache urbaine du chef-lieu actuel de la commune Ain Lagredj en 1962 (INCT + traitement auteurs, 2016)

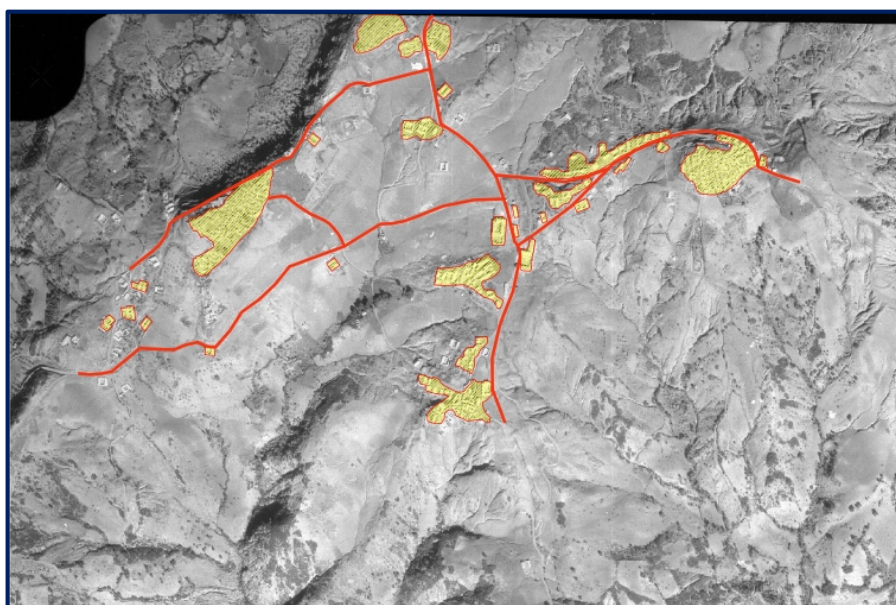


Figure 17 : tache urbaine du chef-lieu actuel de la commune Ain Lagredj en 1972 (INCT + traitement auteurs, 2016)

Période 1962- 1972 :

Durant cette période, on compte cinq villages traditionnels : Tichrahine, Tighounam, Thilatiouine, Chouf, Kouba ; ces dernières étaient des entités disperser et distinguer les unes des autres. (Voir figure 16)

Avec le temps leurs tâches urbaines commencent à s'étaler suivant les axes routiers ayant tendance à se rapproché du future centre inoccupé dans cette période. (Voir figure 17)

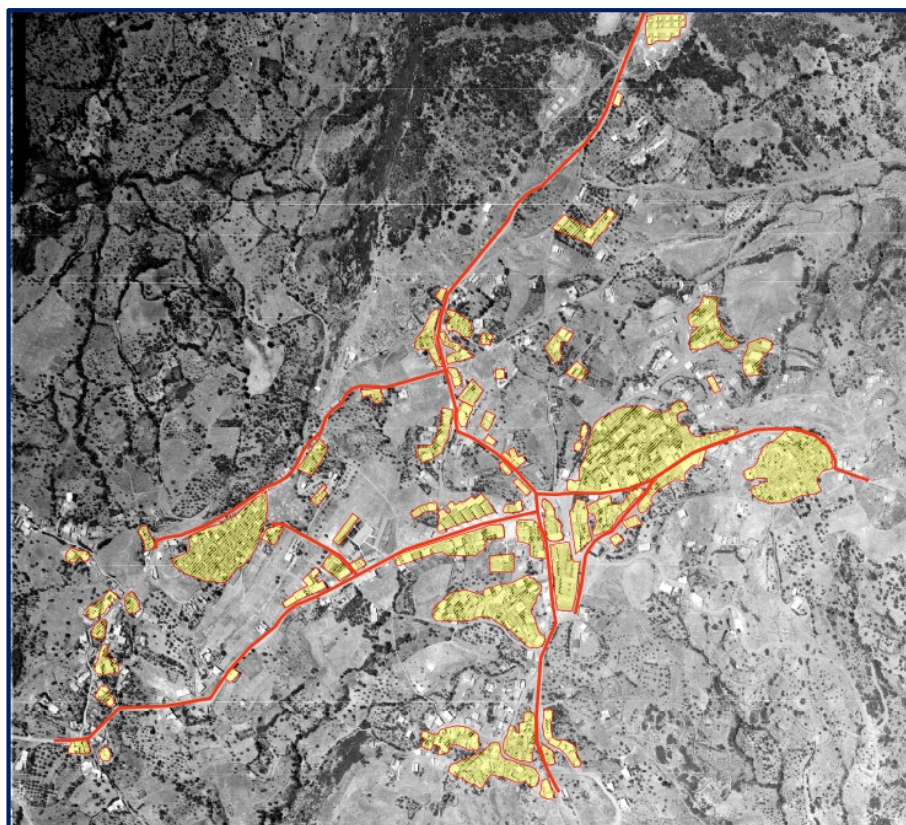


Figure 18: tâche urbaine du chef-lieu Beni Brahim de la commune Ain Lagredj en 1998
(INCT + traitement auteurs, 2016)

Période 1972- 1998 : (période d'éclatement)

En comparant la tâche urbaine sur les deux figures 17 et 18, on constate qu'elle a pratiquement doublé. C'est dans cette période que l'agglomération est promue chef-lieu et va bénéficier d'équipements et des programmes d'aide à l'auto construction et des logements sociaux ce qui explique cet éclatement. Mais aussi on remarque la désertassions de certains villages traditionnels (cas du village Chouf)

C'est une période englobant les phases de développement économique, depuis l'ère socialiste jusqu'à l'ère libérale, une époque charnière à partir de laquelle le taux d'urbanisation explose.

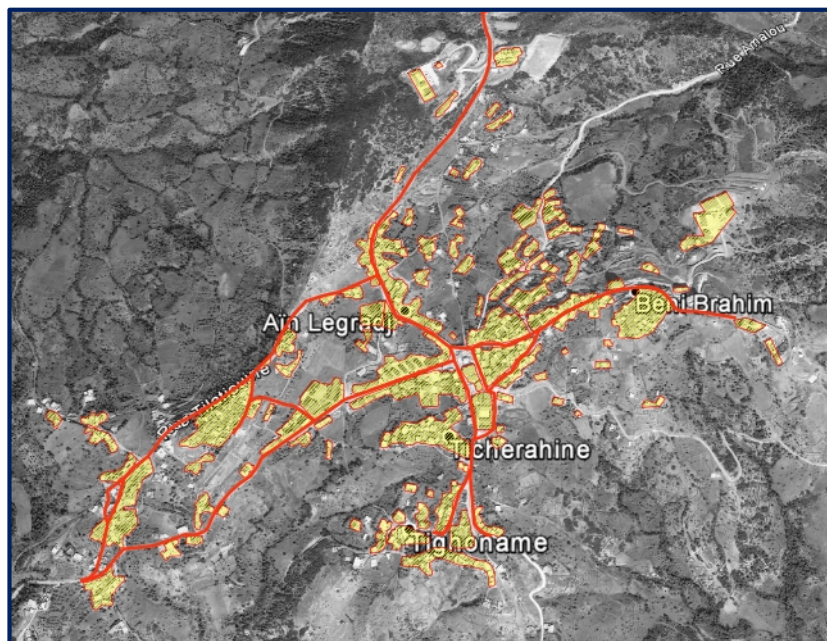


Figure 19: tache urbaine du chef-lieu Beni Brahim de la commune Ain Lagredj en 2009 (Google earth + traitement auteurs, 2016)

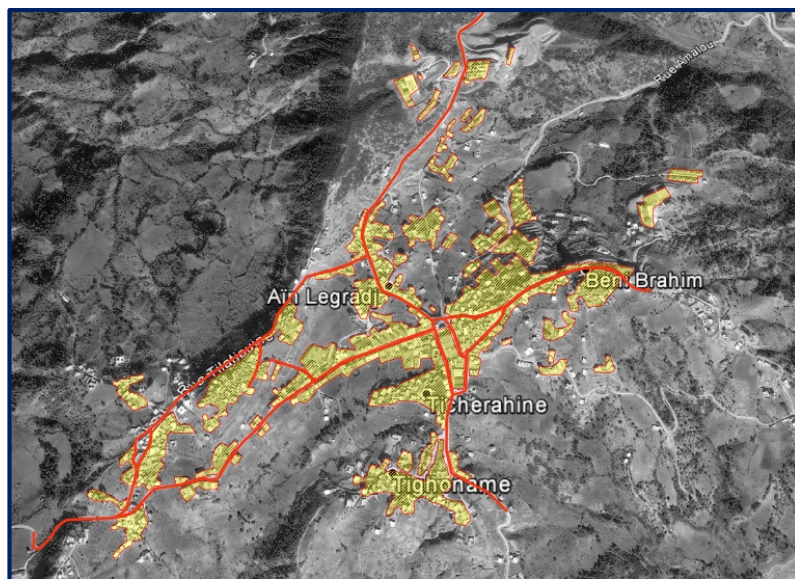


Figure 20: tache urbaine du chef-lieu Beni Brahim de la commune Ain Lagredj en 2016 (Google earth + traitement auteurs, 2016)

De 1998 à nos jours :

A travers les figures 19 et 20, on remarque une densification des taches urbaines déjà existantes ce qui prouve que le phénomène d'urbanisation est en continuel évolution mais d'une manière modérée.

II-2-2- Approche statistique

Pour appuyer les résultats de l'approche cartographique, on s'est référé aux statistiques des RGPH (1987, 1998, 2008 et l'annuaire 2011) afin d'expliquer le phénomène de micro-urbanisation à travers une analyse statistique, toutefois pour obtenir des conclusions appropriées on a repartis les villages selon la distribution en districts établis lors du dernier RGPH (2008).

Pour faciliter la lecture des différents RGPH, les données sont classifiées dans un tableau et interpréter par graphes.

a- Lecture des données

villages		1987		1998		2008		2011
		POP	LOG	POP	LOG	POP	LOG	POP
ACL	BENI-BRAH I	/	/	989	174	995	298	/
	BENI-BRAH II	/	/	902	143	943	275	/
	BENI-BRAH III	/	/	927	164	920	212	/
	BENI-BRAH IV	/	/	983	168	1021	194	/
	BENI-BRAH V	/	/	876	122	795	151	/
	TOTALE	3047	523	4677	771	4674	1130	4932
ZONE SECONDAIRE	LAZIZ	172	25	855	131	831	165	/
	MENADES	337	52	969	164	758	174	/
	TIGHILT IMRANE	685	127	765	119	560	158	/
	AKHRIB-TOT	1641	263	2022	303	1436	428	/
	IRI-ELKAF	735	124	1457	215	1279	288	/
	ZAKOU	563	114	752	151	681	190	/
	BENI-ACHACHE	1184	272	1545	324	1146	488	/
	BENI-HAFED	1759	399	1695	427	1192	676	/
	CHERFAOUFELA	443	89	560	99	399	160	/
	TOTALE	7519	1465	10620	1933	8482	2727	8815
ZONE EPARSE	AGHALAD IMDJAT + CHERFA OUADA+ILZAZEN (ALMOTHEN-ARENE- THIGHALEN-AINI)	649	112	672	118	595	128	/
	TIAACHACHE+OULED SIDI ALI (BETHAKA- LOUTA MESKHER1*2)	456	76	631	110	464	119	/
	CHEMBOUTA+AIT BOUGHERIB+AGUERGOU R (DJECLA-THAGHLATE- THALA OUEZRARE)	431	65	436	84	384	111	/
	TOTALE	1536	253	2000	312	1443	358	1387
TOTALE		12102	2241	17297	2956	14599	4215	15134

Tableau 06 : tableau récapitulatif du nombre de population et de logements (RGPH+ traitement auteurs, 2016)

La population

Année 1987 : En 1987 le nombre de la population a atteint 12102 hab. le taux le plus important a été enregistré dans les zones secondaires estimé à 7519 hab. suivie par les agglomérations chef-lieu avec 3047 hab. et enfin par les zones éparses avec un nombre de 1536 hab.

Année 1998 : Cette année a connu une augmentation importante de nombre de population de 12102 hab. à 17297 hab. Cette augmentation est significative dans les zones secondaires 1062 ensuite vient les ACL avec 4677 hab. et en dernier les zones éparses 2000 hab.

Année 2008 : Dans le dernier RGPH la commune de Ain-Lagredj compte 14599 hab. ainsi en remarque une légère baisse de nombre de population, les zones secondaires prennent toujours le devant avec 8482 hab., ACL 4674 et en dernier les zones éparses 1443

Année 2011 : Selon l'annuaire des statistiques 2011 le nombre de population a augmenté moyennement en la comparant avec les années précédentes évalué à 15134 hab. toujours le 000taux de population le plus important se trouve en zone secondaire 8815 hab. suivie par les agglomérations chef lieux avec 4932 hab. et en dernier les zones éparses avec le nombre de 1387 hab.

Les logements

Année 1987 : Le parc mobilier de la commune Ain Lagredj compte 2241 logements répartis comme suit 1465 Log en zones secondaires, 523 Log ACL enfin 253 Log dans les zones éparses.

Année 1998 : Le nombre de logement a connu une hausse significative par rapport à l'année précédente dont le total est estimé à 2956 logs. Cette hausse est répartie sur les trois zones comme suit :

- 771 logs pour les agglomérations chef lieux.
- 1933 logs pour les zones secondaires.
- 312 logs pour les zones éparses.

Année 2008 : Cette année a connu un pic important le nombre de logement a presque doublé dont on dénombre un total de 4215 log répartis sur les trois zones ; 2727 Log dans les zones secondaires 1130 Log ACL et 358 Log en zones éparses.

b- Analyse des données

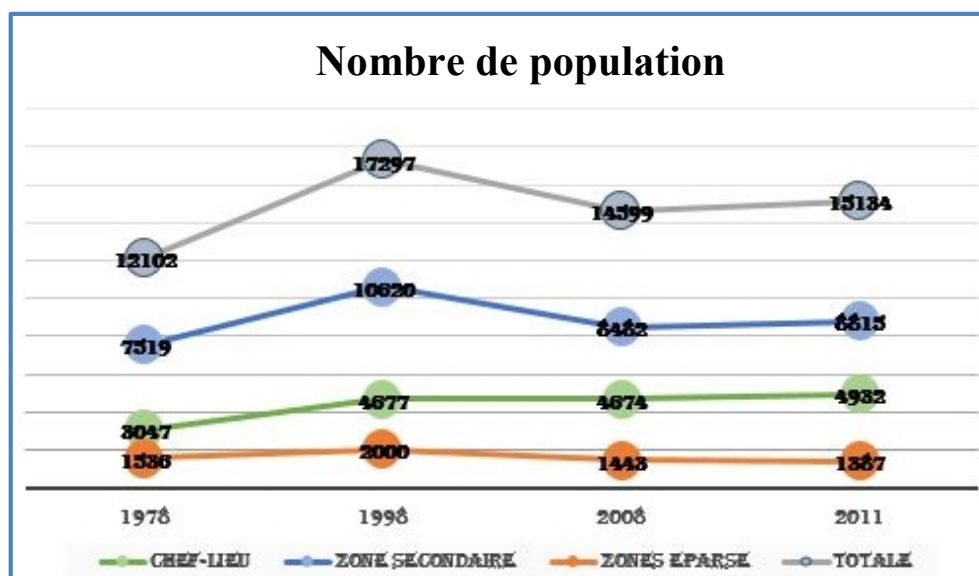


Figure 21 : représentation graphique du nombre de population de la commune Ain Lagredj (auteurs, 2016)

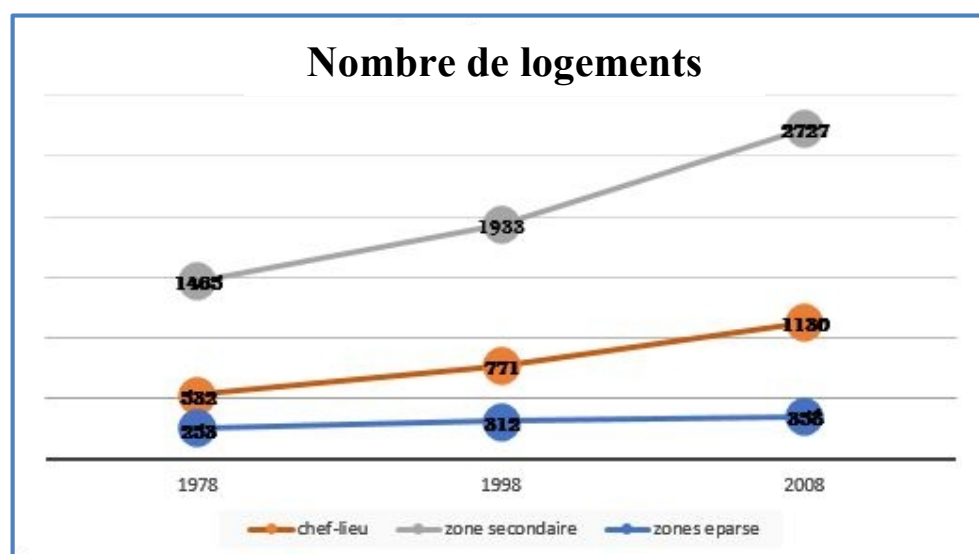


Figure 22 : représentation graphique du nombre de logements de la commune Ain Lagredj (auteurs, 2016)

Taux d'accroissement (%)	population			Logements	
	1987/1998	1998/2008	2008/2011	1987/1998	1998/2008
Agglomération Chef-lieu	3.97	-0.63	1.81	3.6	3.9
Zones secondaires	3.18	-2.22	1.29	2.55	3.5
Zones éparées	2.43	-3.21	-1.31	1.92	1.38
Totale	3.3	-1.68	1.2	2.55	3.61

Tableau 07: tableau récapitulatif du taux d'accroissement⁵ de population et de logements (auteurs, 2016)

⁵ $T_{d'a}(\%) = \sqrt[n]{\frac{a_{é2}}{a_{é1}}} - 1$ ($n = a_{é2} - a_{é1}$)

Chapitre II : Le cas d'étude

Période 1987 – 1998

On constate qu'il y a une évolution dans le nombre de population avec un taux d'accroissement de 3.97% pour le chef-lieu et de 3.18% pour les zones secondaires et enfin 2.43% pour les zones éparses (Voir tableau 07). Cela peut s'expliquer par un taux de natalité élevé. Le taux le plus important a été enregistré au chef lieu vu son attractivité par la diversité des services et d'infrastructures misent en disposition des villageois (santé, équipements, écoles, administrations, loisirs) à savoir une immigration interne vers le centre.

En ce qui concerne le parc immobilier on remarque une augmentation considérable dans le nombre de logements des différentes zones, chef-lieu, zones secondaires et zones éparses, cela est dû à une politique d'aides (logements sociaux et équipement au centre, l'auto construction pour le secteur privé) adopté par l'état dans le but de garder la population sur place et de minimiser l'exode rural. (Voir figure 22)

Période 1998-2008

On remarque que cette période est marquée par un taux d'accroissement négatif dans les trois zones. Ainsi les plus touchées sont les zones éparses et secondaires - 3.22%, -2.22% qui ont subi un fort exode voire des villages complètement désertés (Chelhab, Tighermine) et cela malgré la politique adoptée par les pouvoirs publics en vue de développement de l'espace rural à travers des projets structurants et des aides (FONAL-logements sociaux, infrastructures diverses). Ces derniers étaient plus importants dans les ACL et de cette manière l'état a réussi plus au moins à garder cette population sur place (taux d'accroissement de -0.63%). (voir tableau 07)

On constate aussi que le parc de logement a connu une augmentation en terme quantitatif d'où le nombre de logements est passé de 2956 logs en 1998 à 4215 logs. Ainsi durant cette période on a enregistré un taux d'accroissement 3.61 % dans les trois zones respectivement, 1.38% dans les zones éparses, 3.5% dans les zones secondaires et 3.9% dans l'ACL. Ces augmentations sont des résultats des efforts déployés par les pouvoirs publics afin d'améliorer la situation de logement du nord au sud du pays, en plus de l'embellie financière et le retour de la sécurité. (Voir tableau 07 et figure 22)

Période 2008-2011

Pour cette période l'accroissement de la population est relancé après la décroissance vécue dans les années précédentes, exprimé par un taux d'accroissement positif dans les agglomérations chef-lieu avec 1.81 % et même dans les zones

secondaires 1.29 %, Ceci s'explique par l'amélioration de niveau de vie à l'échelle local due au différents programme initier par les pouvoir publics (la reprise économique, FONAL,...) cependant on a noté un taux négatif dans les zones éparses et cela est dû à un exode vers le chef-lieu et vers les zones secondaires voire d'autres agglomération (extérieur) et cela vue le manque de moyens et de services . (Voir tableau 07)

Synthèse

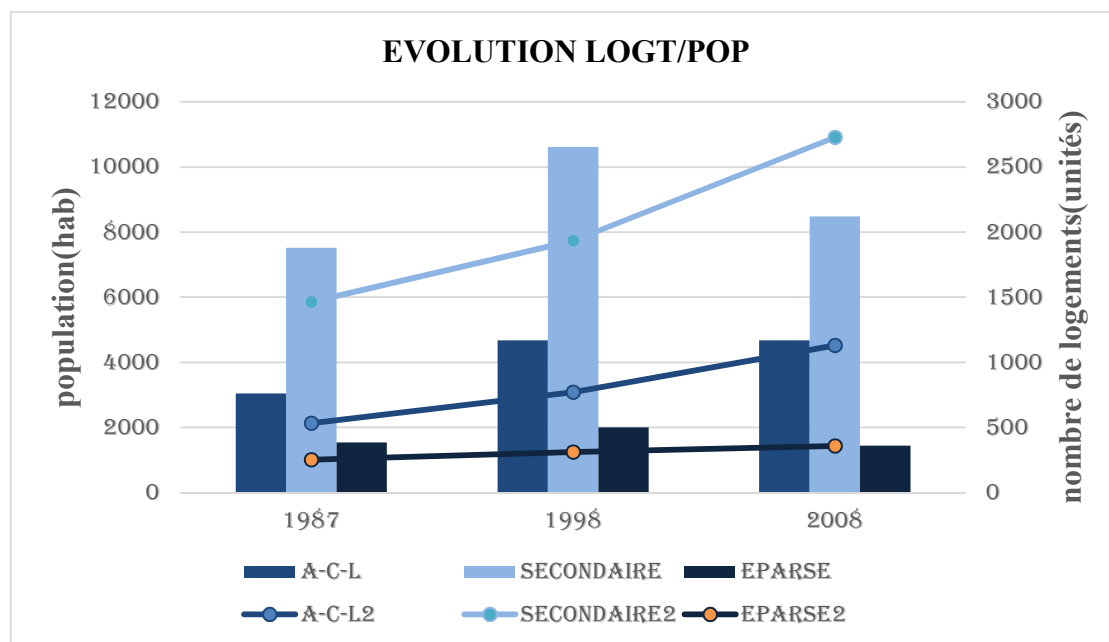


Figure 23: représentation graphique du nombre de population et de logements de la commune Ain Lagredj (auteurs, 2016)

En comparant parallèlement l'évolution de la population et du parc du logements allant de 1987 jusqu'à 2008, on constate que malgré l'irrégularité de l'accroissement du nombre de population, le parc immobilier lui est en continuel augmentation (voir figure 23), résultat d'une politique d'habitat lancer par l'état (FONAL, aides, tous types d'équipements, logements sociaux, différents infrastructures et services...) visant à vitalisé l'espace rural et minimiser le phénomène de l'exode rural ainsi garder la population sur place, sans oublié l'apport du secteur privé qui se manifeste par l'auto-construction à usage commercial ou résidentiels mais aussi son apport à l'économie local à travers l'agriculture et l'élevage. Ce qu'on peut appeler la micro urbanisation.

II-2-3- L'interprétation du questionnaire

Afin de soutenir les résultats obtenus statistiquement et cartographiquement, on a élaboré un questionnaire (Voir annexe 05) pour mieux comprendre le mouvement de la population qui est le moteur de toute urbanisation et aussi énumérer les causes qui les poussent à se déplacer.

Les résultats sont inscrits dans le tableau ci-dessous :

Mouvement de la population	Nombre (personne)	%
Stabilité au chef-lieu	136	54.4
Déplacement des zones secondaire ou éparses vers le chef-lieu	75	30
Stabilité dans les zones secondaires ou éparses	32	12.8
Autres cas	7	2.8
	250	100

Tableau 08: tableau récapitulatif des mouvements de la population se trouvent au chef-lieu Beni Brahim (auteurs, 2016)

Après le dépouillement des résultats de notre questionnaire qui s'est porté sur un échantillon de 250 personnes⁶.

On a observé que 54.4 % de la population du chef-lieu ont tendance à se stabiliser dans ce dernier, ce qui prouve l'efficacité de la politique d'habitat qui est parvenu d'une manière à freiner le phénomène de l'exode rural et de garder la population sur places avec les différents programmes projetés en vue de l'amélioration de l'espace rural (aides, équipements, social, projets, transports, infrastructures et services.)

En second lieu 30 % de cette population se sont déplacés des zones secondaires et ou des zones éparses pour venir emménagés au chef-lieu ce que on peut qualifier d'exode interne ou d'immigration interne et cela en raison de son attractivités due aux moyens qu'il offre.

Cependant 12.8 % des personnes questionnés présent au chef lieux pour des raisons multiples à savoir : commerce, travail et différents services néanmoins ils favorisent leur village natal malgré le peu de moyens qu'ils ont à leur disposition.

En dernier lieu 2.8 % de l'échantillon s'avèrent appartenir à d'autres wilayas toutefois leur poste de travail les obligent à résidés au chef-lieu.

⁶ Afin d'avoir un niveau de confiance de 95% et un niveau de précision de $\pm 5\%$, on a fait recours au livre de François DEPELTEAU, 2000. Intituler « **la démarche d'une recherche en sciences humaines : de la question de départ à la communication des résultats** » les presses de l'université Laval, p 233. Afin de calculer l'estimation de la taille de l'échantillon à questionner.

Chapitre II : Le cas d'étude

Pour la question « **est-ce que vous avez un émigré dans la famille ?** » On constate que sur les 250 personnes interrogées 138 personnes ont répondu favorables soit 55.2%, ce qui s'explique par une forte immigration. On a constaté aussi que la majorité de ces immigrés possèdent des biens au chef-lieu (maisons, commerces, terres,) donc on peut dire que l'immigration a contribué d'une façon ou d'une autre à l'accélération du phénomène de micro-urbanisation.

La cause	travail	services	sécurité	Transport	Infrastructure	Autre cas
Le nombre	37	60	10	35	48	13

Tableau 09: tableau récapitulatif des causes principales du déplacement de la population vers le chef-lieu Beni
Brahim (auteurs, 2016)

Pour la question « **quelles sont les causes qui vous en poussent à vous installer au chef-lieu ?** » on a remarqué que 86 % des personnes qui ont emménagé au chef c'était pour les services dont il dispose, en second lieu les infrastructures et la disponibilité du travail et bien sûr les moyens de transports et on notera aussi que la question sécuritaire n'était pas vraiment un problème pour les citoyens. On peut en déduire que la qualité de vie renforce l'attractivité du chef-lieu de la commune.

Synthèse

On déduit que l'exode interne et l'émigration ont un impact très important sur la micro-urbanisation au chef-lieu de la commune Aïn Lagredj. Vu son apport pour le secteur économique et au parc immobilier (auto-construction, locaux commerciaux, agriculture...), ce qui renforce le fait d'attractivité du centre par la concentration des équipements et des services, il est devenu un aimant à la population de la commune.

II-2-4- L'approche urbanistique e architecturale

Dans le chef-lieu de la commun Ain Lagredj, on trouve des villages toujours traditionnels qui datent bien plus loin de l'indépendance. Là, sur les crêtes, face à un horizon très large. Parmi, on trouve dit Thilatiouine toujours habité, Kouba partiellement déserté a l'heure actuelle et Chouf totalement abandonné.



Figure 24: carte montrant les trois villages traditionnels (Chouf Kouba et Thilatiouine) en 1962 (INCT+ traitement auteurs, 2016)



Figure 25 : carte du village traditionnel Chouf en 1962 (INCT+ traitement auteurs, 2016)



Figure 26 : carte du village traditionnel Kouba en 1962 (INCT+ traitement auteurs, 2016)



Figure 27 : carte du village traditionnel Thilatiouine en 1962 (INCT+ traitement auteurs, 2016)

Chapitre II : Le cas d'étude

Une solide construction en pierre, patinée par le temps. Toit à double pan, couvert de tuiles rondes, murs faits de blocs soigneusement ajustés, et jointoyés avec de la terre et de petites pierres. La maison traditionnelle est à la base, un corps de logis linéaire construit sur une seule travée donnant sur une cour. Elle est retranchée à la rue par un mur complètement aveugle ou avec de petites ouvertures dont la relation avec l'extérieur se fait à travers un espace en chicane qui donne accès direct à la cour centrale, qui elle-même donne accès aux autres espaces de la maison.



Figure 28: Photo d'une maison non occupée au village Thilatiouine (Auteurs, 2016)



Figure 29: Photo représentant la façade aveugle d'une maison toujours occupée au village Thilatiouine (Auteurs, 2016)



Figure 30 : Photo de la porte d'une maison au village Thilatiouine (Auteurs, 2016)

Au sein du village, certaines maisons comptent deux corps de bâtiment, d'autre trois, d'autre encore quatre. Ce qui s'explique peut-être par le niveau de vie. Mais souvent le nombre de génération que compte la famille. Et bien sauvant au point de se déplacer et construire ailleurs lorsque la maison ne répond pas aux besoins de la famille nucléaire.

Actuellement, le bâti traditionnel ne répond plus aux attentes, et par-ci par-là la rénovation et la nouvelle construction expriment la confiance dans l'avenir du village.

Chapitre II : Le cas d'étude

Sans rénovation continuellement ajustée, les habitats traditionnels sont fortement menacés par la détérioration.



Figure 31 : une maison en ruine du village Chouf
(Auteurs, 2016)



Figure 32 : la mosquée du village Chelhab en ruine
(KEZZAR, 2003)

Les grandes propriétés traditionnelles sont sous divisées en plusieurs parcelles, parfois selon des formes très bizarres. La cour commence à servir d'espace semi privé. De nouvelles maisons, parfois à plusieurs étages, sont construites sur les parcelles irrégulières. Tout ce processus fait apparaître une typologie particulière de nouvelles formes d'habitat. Cette dynamique est en grande mesure le fait des migrants, qui après avoir fait une carrière en ville retournent au village ou préparent ce retour en construisant une maison ou en ouvrant un commerce. Ils reproduisent pour ainsi dire la ville dans le village.

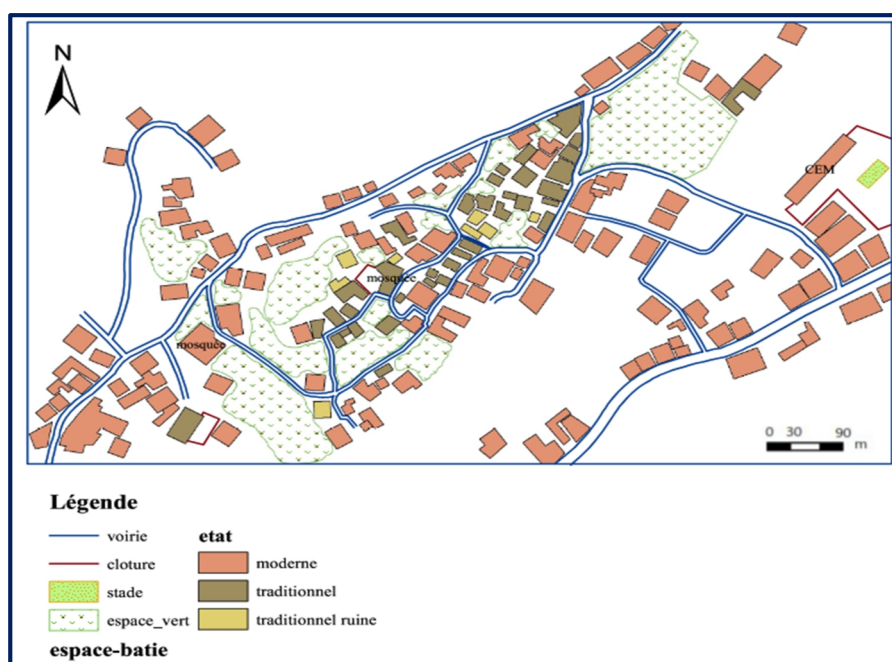


Figure 33 : carte montrant les types de construction existant au village Thilatiouine (Traitement auteurs, 2016)

Chapitre II : Le cas d'étude

Pour cela, on a repris l'exemple d'une maison du village qui, à l'origine était traditionnelle et a subi durant son existence plusieurs modifications pour devenir de nos jours moderne (matériaux, traitement de façades, aménagements et le passage du plan introverti à un modèle extraverti) vu que son propriétaire est un émigré en France.



Figure 34: Photo de la maison initiale de F. D.
(KEZZAR, 2010)



Figure 35 : Photo de l'extension de la maison de F. D.
(KEZZAR, 2010)

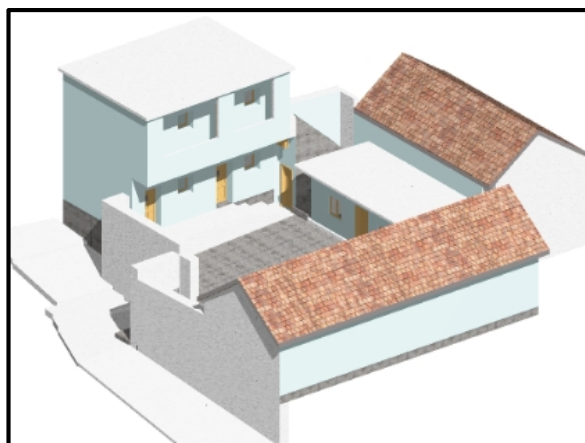


Figure 36: Une 3D de l'état de fait de la maison juste avant sa transformation (KEZZAR, 2015)

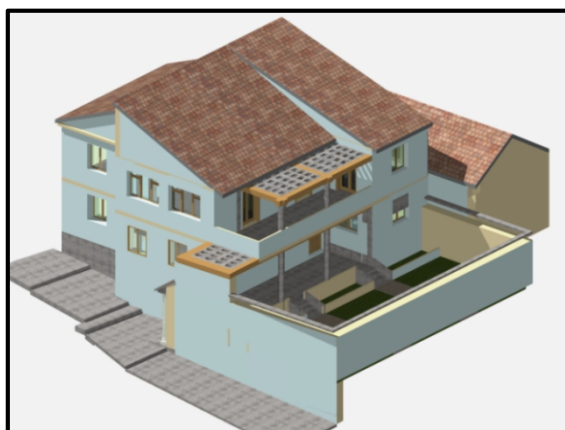


Figure 37: Une 3D de la proposition de reconstruction de la maison (KEZZAR, 2015)



Figure 38: photo de la maison avec changement établi sur chantier (Auteurs, 2016)

Chapitre II : Le cas d'étude

Sur la route qui relie deux villages sont établis d'abord quelques bâtiments à usage public (école, bureau des postes, maison communale...) ; ensuite s'ajoutent des boutiques, des ateliers, des garages et des habitations. Les villages, la route et les concentrations d'équipements sont donc les trois composants de base d'une structure dépassent l'échelle du village traditionnel.



Figure 39 : carte d'état des lieux de cadre bâti du village Tichrahine centre du chef-lieu Beni Brahim. (Traitement auteur, 2016)



Figure 40: Vue sur le centre de Beni Brahim prise à partir du village Thilatiouine (auteurs, 2016)



Figure 41 : photo de l'APC de chef-lieu Beni Brahim (auteurs, 2017)



Figure 42 : photo de la poste de chef-lieu Beni Brahim (auteurs, 2017)



Figure 43: photo du poste de police du Chef-lieu Beni Brahim (auteurs, 2017)



Figure 44 : photo de siège de gendarmerie de chef-lieu Beni Brahim (auteurs, 2017)



Figure 45 : photo de la maternité de chef-lieu Beni Brahim (auteurs, 2017)



Figure 46 : photo la polyclinique du chef-lieu Brahim (auteurs, 2017)

L'architecture des villages est fortement influencée par la construction moderne (nouveaux éléments tel que les balcons, de grandes ouvertures donnant sur le rue, le logement collectif...). Tournant le dos à l'architecture traditionnelle les maisons s'ouvrent à la rue en rejetant la cour à l'arrière du corps bâti. Ce sont les prémices de

Chapitre II : Le cas d'étude

l'extraversion. L'accès à l'intérieur se fait directement sur un couloir ou hall. Néanmoins une autre configuration vient se joindre, récemment, à celle-ci. C'est une configuration introvertie où l'accès à l'intérieur se fait à travers la véranda.

Pour illustrer concrètement ces changements, on a fait référence⁷ à l'étude de déplacement d'une famille du village Menades jusqu'à s'installer au centre (village Igherman) le long de la route nationale n°74.

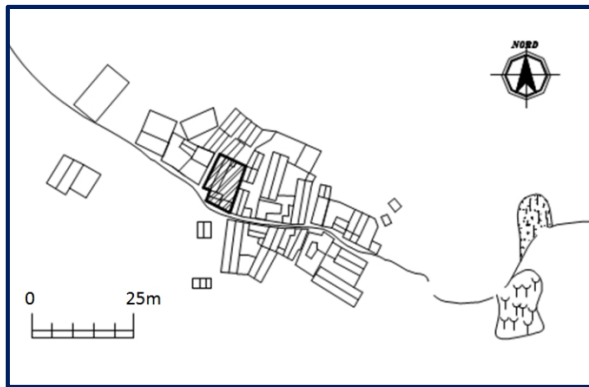


Figure 47 : carte qui montre la situation de la maison de la famille K. B dans l'ancien tissu du village Menades (KEZZAR, 2008)



Figure 48: Une photo de la maison de la famille K. B dans l'ancien tissu du village Menades (KEZZAR, 2008)

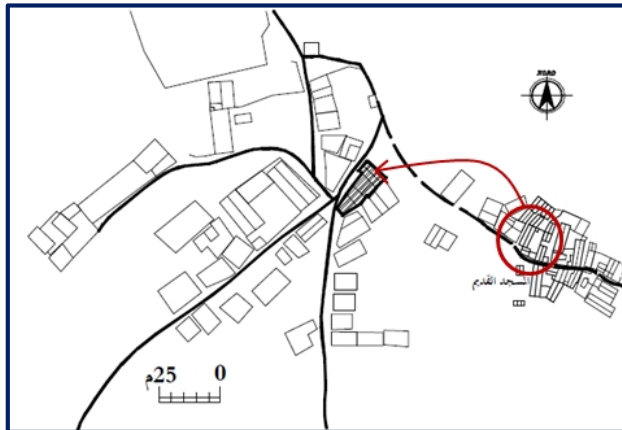


Figure 49 : carte qui montre la situation de la nouvelle maison de la famille K. B par rapport à l'ancienne dans l'ancien tissu du village Menades (KEZZAR, 2008)



Figure 50: une photo de la nouvelle maison de la famille K. B dans l'ancien tissu du village Menades (KEZZAR, 2008)

⁷ كزار محمد أكلبي, 2008. التحولات المجالية في القرى الجبلية القبايلية: حالة القرى ومدائر المنطقة, مذكرة لنيل شهادة الماجستير في العمران. جامعة منتوري قسنطينة: قسم الهندسة المعمارية و العمران. ص 202- 210

Chapitre II : Le cas d'étude

Les deux premières maisons sont traditionnelles, on remarque sur les photos l'utilisation des matériaux traditionnels tels que la pierre avec un corps de bâtis linéaire, avec des murs aveugles percés par une seule porte (accès en chicane).

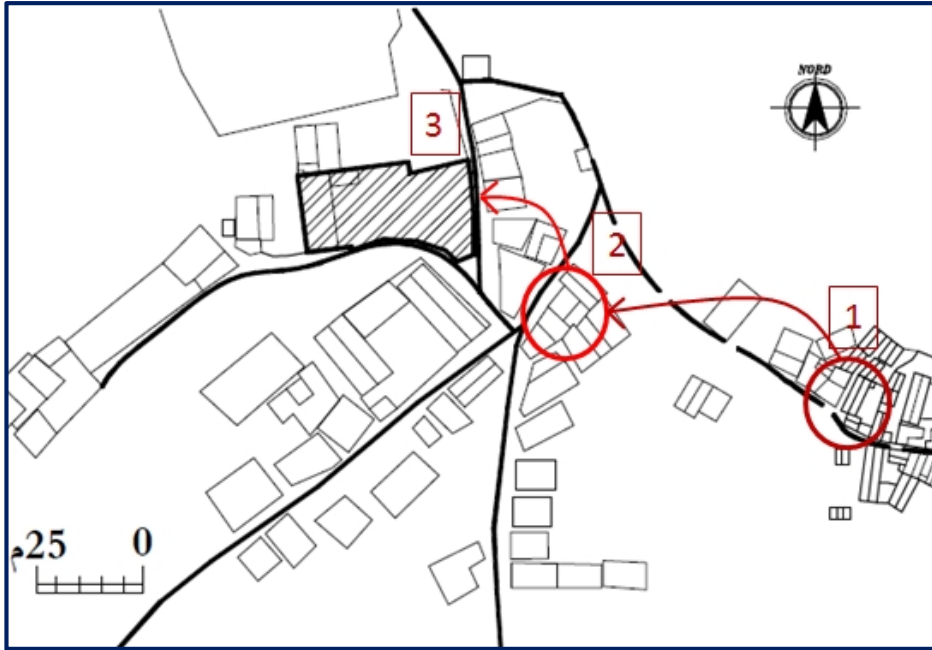


Figure 51 : carte qui montre la situation de la troisième maison par rapport aux deux anciennes maisons au bord du chemin de willaya (KEZZAR, 2008+ Traitement auteurs, 2016)



Figure 52: Photo de la troisième maison de la famille K. B. (KEZZAR, 2008)

La troisième maison se trouve toujours proche de l'ancien village de Menades, cherchant plus de commodité et de confort au même temps proche de la maison nucléaire. Construite avec de nouveaux matériaux et de nouvelles manières de concevoir avec une importante emprise au sol, l'espace introverti s'ouvre vers

Chapitre II : Le cas d'étude

l'extérieur avec de grandes ouvertures, l'intégration de nouveaux éléments tels que les baies vitrées et les balcons.

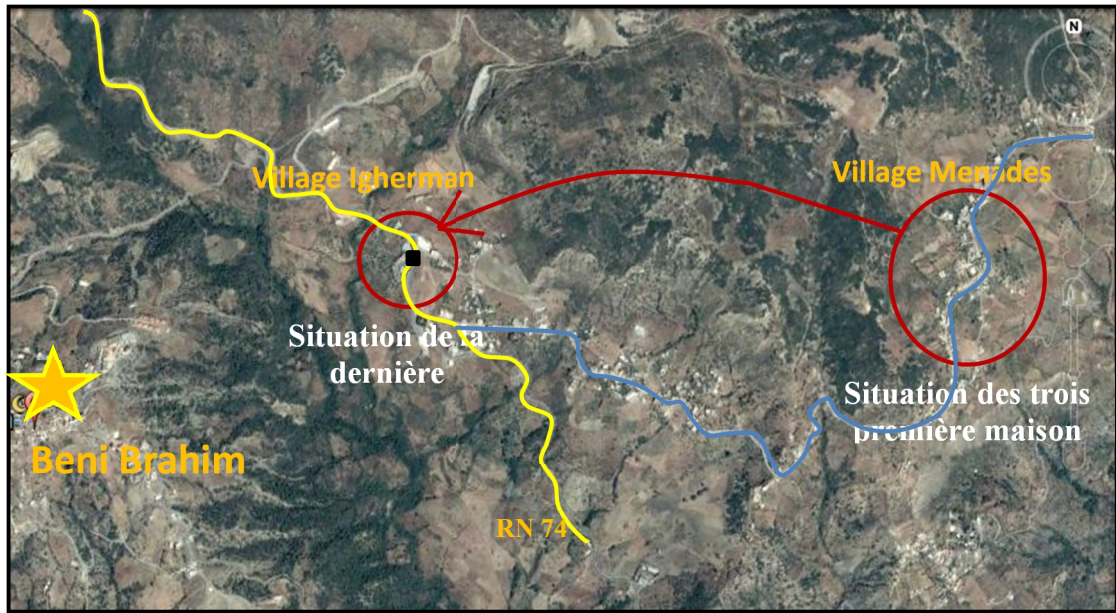


Figure 53: situation de la quatrième maison par rapport à l'ancien village et la RN 74 (image Google earth + Traitement auteurs, 2016)



Figure 54: photo de la maison de la famille K. B au bord de la RN 74 (KEZZAR, 2008)

La quatrième maison se trouve au bord de la route nationale N74 au village Igherman complètement détaché du village ancien. La situation de ce dernier est au milieu, entre le village natal et le chef-lieu afin d'en profiter des commodités qu'offre le chef-lieu ainsi que d'être rapproché de son origine.

Par ailleurs, La micro-urbanisation a été derrière l'apparition de nouvelle zone dite moderne voire récente à travers le territoire de la commune Ain Lagredj où l'on trouve aucune trace du traditionnel. On assiste à l'apparition de logements appelés évolutifs et des blocs de logements sociaux introduit par l'état. Ajouter à cela

Chapitre II : Le cas d'étude

l'apparition de l'association comme nouvel acteur créateur de l'urbain (auberge Delaga, logements de charité).

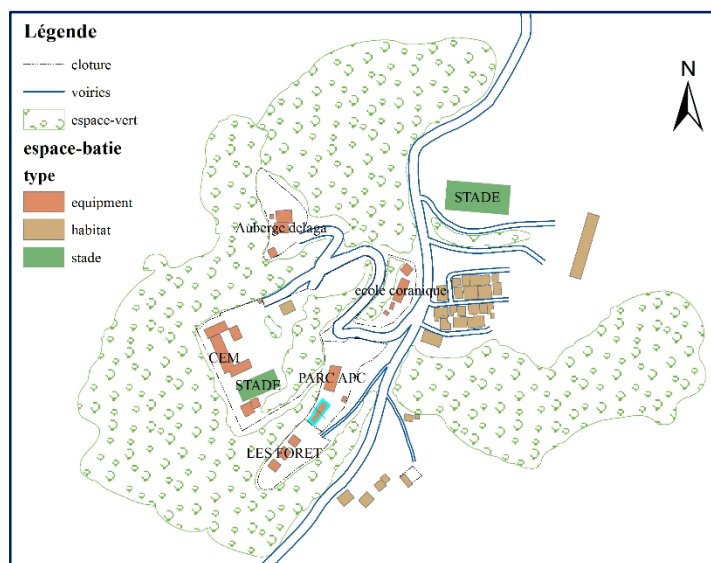


Figure 55 : carte du village Delaga au centre du chef-lieu Beni Brahim. (Traitement auteurs, 2016)



Figure 56: photo de l'auberge Delaga réalisé par l'association de la commune A.T.A.⁸ (Auteurs, 2016)



Figure 57: photo du CEM de Delaga (Auteurs, 2016)



Figure 58: photo des logements sociaux (Auteurs 2016)



Figure 59: photo des logements évolutifs (Auteurs 2016)

⁸ A.T.A association touristique Ain Lagredj <http://atalegradj.e-monsite.com/pages/activite-de-l-ata/historique.html>

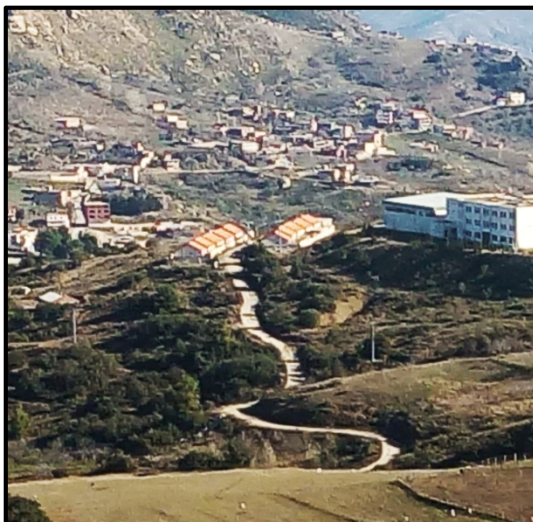


Figure 60: photo des logements de charité réalisés par l'association de la commune A.T.A (Auteurs, 2016)

Synthèse

Si l'étalement des villages de l'ACL Ain Lagredj est marqué par une transformation du cadre bâti et une augmentation importante en termes de surface de son territoire, sa population tend à décroître. Nous avons pu constater que la maison traditionnelle à l'intérieur du village n'a pas complètement disparue, mais elle a néanmoins, subi certaines transformations à l'intérieur de son espace habitable.

Nous avons pu distinguer différents types d'habitats traditionnels. Les maisons qui n'ont subi aucune transformation, sont rares et sont dans la majeure partie des cas des maisons occupées, par des personnes âgées qui ont fait le choix de vivre seul et refusent de quitter l'ancienne maison, pour rejoindre les nouvelles habitations. On retrouve également des maisons traditionnelles inoccupées, qui servent de dépôt, et qui constituent elles aussi un témoin de l'architecture traditionnelle.

D'autres ont connu des transformations afin de mieux s'adapter aux nouvelles conditions de vie. On assiste ainsi à une réorganisation de l'espace tout en gardant la disposition initiale et l'aspect extérieur de la maison.

Concernant les maisons construites après les années 60, elles sont réalisées avec d'autres techniques et d'autres matériaux (l'utilisation de la brique et du ciment). Elles sont construites sur des terrains limitrophes au village, prolongeant ainsi ce dernier, avec des constructions dans le gabarit ne dépassant pas le R+ 1. L'aspect rural persiste en dépit du changement de style. Les constructions avec garages sont rares et la priorité est donnée au confort dans le logis.

A partir des années 80, un autre tissu villageois vient se greffer le long de l'axe principal, s'étirant ainsi sur les champs en suivant les pistes piétonnes. On retrouve deux types de constructions. Des constructions en R+3 avec commerces ou garages le long des voies carrossables, même si le garage est inoccupé, il est néanmoins prévu (garage) dans la perspective d'une activité future.

A partir des années 2000, un autre type d'habitat vient s'ajouter à ce décor. Il concerne les constructions réalisées dans le cadre de l'aide à l'habitat rural.

Conclusion

L'étude analytique de chef-lieu Beni Brahim et nous a permis de comprendre que l'évolution urbaine est un fait qu'on ne peut pas nier, cette dernière se manifeste d'une manière spontanée ou bien volontaire (contrôler). Cette volente réside dans le fait que les pouvoirs publics interviennent pour revitaliser l'espace rural par conséquent une micro urbanisation comme résultat, et cela en adoptant une politique d'habitat à savoir : la politique des aides à la construction des logements ruraux par le FONAL (le fond national d'aide au logement), les équipements, les logements sociaux, les infrastructures et services divers. Mais aussi le mouvement de la population (exode interne et immigration) prend part dans ce phénomène à travers son apport au secteur économique, même au parc immobilier (commerce et auto-construction), cependant on ne peut pas négliger la contribution de la micro-urbanisation sur le plan architectural et urbain.



Conclusion générale

Conclusion générale

L'Algérie est certainement le pays de la rive sud de la Méditerranée, qui a expérimenté en une période historique courte des politiques urbaines forts différentes, son expérience en aménagement du territoire reste par ailleurs récente.

L'espace rurale algérien est en continuel évolution et transformation et à l'instar de ceci la commune d'Ain legradj ne désobéies pas à cette règle, elle a vu la surface de son empreinte urbaine se multiplier, la plupart de ces changements sont apparus clairement à partir des années 80 notamment dans la principale agglomération (le chef-lieu Beni Brahim). La forte émigration et l'exode rural ont accéléré ce phénomène.

L'état a établi des politiques et initié des programmes en vue de développer cette espace tant négligé dans le but de freiner d'une manière cet exode ; alors Les campagnes ce voyaient pénétrées aujourd'hui par des équipements et infrastructures. Le secteur privé de sa part suit cette tendance et apporte sa contribution en investissant dans le secteur économique mais aussi par l'auto construction créant ainsi une dynamique interne. Telle est la micro-urbanisation.

Bien que l'espace urbain à changer, les éléments architecturaux de leurs part ont subies une évolution mais avec un manque d'adaptation à la culture de l'habitat et la perte de l'identité local. Ajouter à cela la négligence de la spécificité de l'espace montagnard Kabyle rendant ainsi l'intégration aux sites difficiles.

Les résultats de notre recherche sur le phénomène de la micro-urbanisation démontrent qu'il est impératif de mettre une stratégie urbaine qui s'adapte avec les potentialités du monde rural et ses contraintes, tout en prenant l'individu au centre des réflexions. Vu que la planification urbaine et l'aménagement est un processus qui commence de l'individu, sa maison, jusqu'à son quartier, d'une mechta à un village jusqu'à une petite ville.

Cependant, on peut se demander s'il n'y a pas une alternative meilleur pour l'avenir, afin d'en bénéficier des potentiels de l'espace rural, on élaborant une politique de développement basé sur les principes de la micro-urbanisation qui paraissent très importants pour l'épanouissement du monde rural vu sa sensibilité aux besoins socioéconomiques.



Bibliographie

Référence bibliographique

Ouvrage

Bauer. G, Roux .J.M. 1976," *la rurbanisation ou la ville éparpillée*. Édit seuil, Paris, P10.

Berezowska- Azzag. E, 2011. *Projet urbain, guide méthodologique: connaitre, le contexte de développement durable*, chapitre 3. Collection urbanisme, p 59- 163.

Cagiono de Azevedo. R (coordinateur), 1994. *Migration et coopération au développement. Edition anglaise: Migration and cooperation for development*, Paris, «démographie» n°28, p129

Cavaillès Henri, 1936. *Comment définir l'habitat rural ?*. In: Annales de Géographie, t. 45, n°258. pp. 561-569; doi : 10.3406/geo.1936.11424
http://www.persee.fr/doc/geo_0003-4010_1936_num_45_258_11424

Côte. M, 1993. *L'Algérie ou l'espace retourné*. Media plus, Algérie.

Côte. M, 1996. *pays, paysage, paysan, en Algérie*". Karthala- Irmami, Paris.

Côte. M, « *Dynamique urbaine au Sahara* », Insaniyat / إنسانيات [En ligne], 5 | 1998, mis en ligne le 31 mai 2013, consulté le 03 novembre 2016. URL : <http://insaniyat.revues.org/11818> ; DOI : 10.4000/insaniyat.11818

Dubuc. S, « *Dynamisme rural : l'effet des petites villes* », L'Espace géographique 2004/1 (tome 33), p. 69-85. <http://www.cairn.info/revue-espace-geographique-2004-1-page-69.htm>

Fernandez .A, Marguerit. A et Tresvaux du fraval. A. sous la direction de Garcez C, 2013. *La montagne en projets*. Edition parenthèses : paris.

L'avenir de la foresterie urbaine dans les pays en développement. Chapitre 2 : évolution historique et état actuel de l'urbanisation et de la foresterie urbaine. URL: <http://www.fao.org/docrep/005/T1680F/T1680F03.htm>

Loeckx. A, Naert Noel, 1988. *Construire un autre village, Transformation d'un habitat, réalisation en auto construction. Etude typologique et comparative de trois environnements représentatifs en Kabylie*. Volume 3.

Mazouz, sous la direction de COTE, 2005. M. *La ville et le désert : le bas-Sahara algérien*. Karthala- Irmami, Paris, «terres et gens d'islam», p11.

Merlin. P et Choay. F, 2010. *Dictionnaire d'urbanisme et d'aménagement*.

Mouffok. C., Madani. T, 2006. *Effet de la saison de vélage sur la production laitière de la race Montbéliarde sous conditions semi arides algériennes : Renc. Reche. Ruminants*. p 293.

Pages- Al Karaoui. D, 2008. *ville Villes du delta du Nil : Tanta, Mahalla, Mansura, cités de la densité*. Karthala- Irmami, Paris, «terres et gens d'islam», p1.

Paneraï. P, Depaule. J. C, Demorgon. M, (s.d.). *Analyse urbaine*, collection eupalinos, publiée avec le concours financier de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur.

Rapport sur le développement en Afrique, 2011. Chapitre 1 : Le rôle du secteur privé dans le développement économique de l'Afrique.

Sacareau .I, 2003, *La montagne une approche géographique*. Edition Belin, France.

Sainteny. G, 2008, *Responsabilité & Environnement : Etalement urbain*. N° 49 JANVIER. p 8

Sauvy. A, 1971. *L'exode rural, suivi de deux études sur les migrations*. Présentation d'un cahier de l'I.N.E.D. In: Population, 26^e année, n°3. pp. 519-524; http://www.persee.fr/doc/pop_0032-4663_1971_num_26_3_5227

Article de périodique :

Berger .M, Fruit .J.P, Robic, M.C, Plet. M.G, 1977. *A propos d'un type d'espace : l'espace rural, réflexion, critique sur l'ouvrage de Bauer et Roux, communication aux journées rurales, université d'Amiens*, p 9.

Bessaoud. O, 2006. *La stratégie de développement rural en Algérie. Politiques de développement rural durable en Méditerranée dans le cadre de la politique de voisinage de l'Union Européenne. Montpellier : CIHEAM. p. 79-89 (Options Méditerranéennes : Série A. Séminaires Méditerranéens; n°71).* <http://om.ciheam.org/article.php?IDPDF=6400059>

Hamouda .A et Abdou .S, 2013. *Approche d'une analyse syntaxique de l'habitat rural cas d'El Kantara*. Courrier du Savoir – N°16, pp.27-36

L'urbanisation dans le monde. Fiches de Cours de Géographie destinée aux élèves de Collège KEEPSCHOOL.

Loeckx. A, 2e trimestre 1985. *Le village : une autre ville : Etude des transformations du logement et de l'habitat en Kabylie*. Revue A+. P. 28-30.

Millot. M, 2003. *Les Cahiers Scientifiques du Transport : L'extension urbaine a-t-elle une influence sur l'insécurité routière ? L'exemple du pays Salonais*. N° 43.

Mazouz. S, 2010- 2011. Cours d'urbanisme, *design urbain*. Quatrième année architecture LMD. Université Mohamed Khider BISKRA,

Séminaire international Biskra le 20-21 Novembre 1999. *Macrocéphalie et Micro-urbanisation le Cas du Sahara Algérien*.

Document de type thèse, mémoire ou rapport de stage :

Amar. A, 2003, *Pour une nouvelle gestion de la croissance des établissements humains, exemple d'un village de montagne*. Ecole Polytechnique d'architecture et d'urbanisme.

Bachakh. H, 1998. *Mécanismes de formation/ transformation de l'environnement bâti, Essai d'identification de l'environnement villageois kabyle : la cas des Ait-Yenni. Mémoire de magistère en urbanisme*, Ecole polytechnique d'architecture et d'urbanisme, Alger.

Benabbas. M, 2012. *Développement urbain et architectural dans l'Aurès central et choix du mode d'urbanisation*. Université Mentouri. Faculté des sciences de la terre, de géographie et de l'aménagement du territoire.

Bourafa. I, 2012. *L'habitat rural entre aspiration et production cas d'el Taref et d'Annaba*. Mémoire magister, Université Mentouri Constantine.

Bouraoui. I, 2007. *Croissance de petites villes algériennes : cas d'el harrouch*. Mémoire présenté pour l'obtention du diplôme de magister, option : faits urbains. Université Mentouri Constantine.

Chaouche –Bencherif. M, 2005-2006. *La Micro-urbanisation et la ville-oasis; une alternative à l'équilibre des zones arides pour une ville saharienne durable, CAS du Bas-Sahara*. Mémoire de doctorat en sciences, Option : urbanisme, Université Mentouri. Constantine.

Foudi. A, Beljdoudi. L, Lamri. K, 2014 – 2015. *Evaluation de la durabilité urbaine des établissements, Humains dans l'espace rural montagnard. Cas d'un centre rural : le chef-lieu Beni Brahim de la commune Ain Lagredj willaya de Sétif*. Mémoire de master 2. Université Abderrahmane Mira – Bejaia.

Glauser. D, 2008. *Typologie et évolution de l'habitat rural dans le jura et sur le plateau de suisse occidentale*. Université de Neuchâtel pour obtenir le grade de docteur en sciences humaines.

Kaci Mebarek. M. *Contribution à la protection de l'architecture rurale traditionnelle : cas du village antique de TAKSEBT en Kabylie maritime*. Mémoire de magistère, Ecole polytechnique d'architecture et d'urbanisme, Alger.

Mardiansjah Fadjar. H, 2013. *Urbanisation durable des territoires et politiques de développement urbain en Indonésie : étude de trois kabupaten en voie d'urbanisation rapide dans l'île de Java*. Architecture, aménagement de l'espace. Université Paris-Est. Français. p 21- 28.

Moyate. W, 2011, Sous La Direction de M^{eme} Benabbas Kaghouché. S. *Phénomène de rurbanisation en Algérie cas de la ville de Skikda*. Mémoire magistère en urbanisme, Université Mentouri Constantine. p 34- 59.

Ngawen. J, 2009. *Contrainte au développement du secteur privé et pauvreté*. Université de Yaoundé II Soa - DESS en gestion de la Politique Economique.

Yann. B, directeurs de mémoire : Gerosa. P.G, Merlin. L, 2003. *Bidonvilles et Architectes*. Mémoire de fin de deuxième cycle fait à l'Ecole d'Architecture de Strasbourg.

Zahi. N, 2012. *Les retombées de l'amélioration urbaine sur le cadre de vie par la réhabilitation des quartiers de la pleine ouest de la ville d'Annaba (nord-est algérien)*. université Badji Mokhtar – Annaba.

خليصة وفاء, تحت إدارة الدكتور شراد صلاح الدين, 2006. *المدخل إلى الهندسة المعمارية والعمران*. جامعة منتوري قسنطينة: قسم الهندسة المعمارية والعمران.

كزار محمد أكلي, 2008. *المدخل إلى الهندسة المعمارية والعمران*. جامعة منتوري قسنطينة: قسم الهندسة المعمارية والعمران.

مدور وليد, 2010/2009. *المدخل إلى الهندسة المعمارية والعمران*. جامعة قسنطينة.

يعقوب علي, 2015. *المدخل إلى الهندسة المعمارية والعمران*. جامعة الاخوة منتوري قسنطينة.

Site web :

<http://www.vie-publique.fr/decouverte-institutions/citoyen/participation/association/qu-est-ce-qu-association.html>

<http://oekoumene.fr/blog/2011/03/31/l%E2%80%99urbanisation-dans-le-monde/>, écrit par Flavie, consulté le 12/11/2016

<http://www.dictionnaire-de-politique.fr>

<http://encyclopédie-larouse.fr>

<http://atalegradj.e-monsite.com/pages/activite-de-l-ata/historique.html>

Autres documents :

CENEAP, 2009 : étude sur le développement durable intégré des zones de montagnes de la partie nord de la wilaya de Sétif.

Photos aériennes du centre de la commune de Ain Lagredj, F.41—200_1998-1999, Alger : I.N.C.T ; 1998.

Photos aériennes du centre de la commune de Ain Lagredj, F.69—200_1972, Alger : I.N.C.T ; 1972.

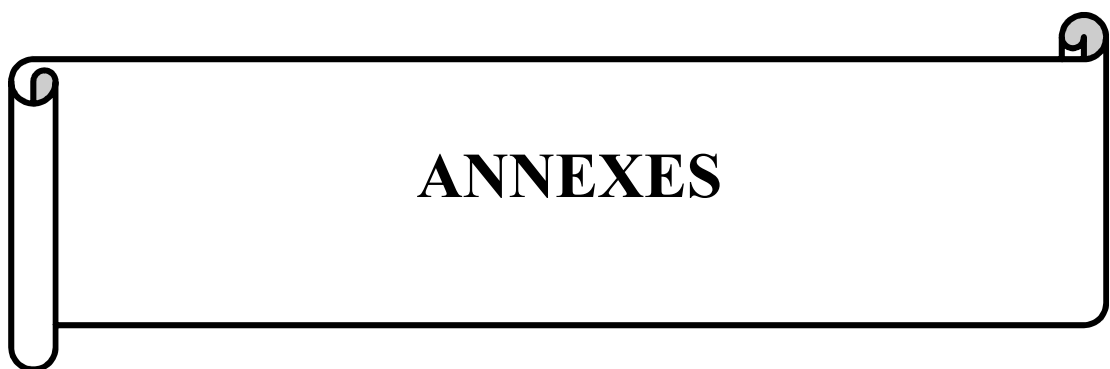
Photos aériennes du centre de la commune de Ain Lagredj, ALGERIE – 1960 (AIN ROUA), Alger : I.N.C.T ; 1962.

Photos aériennes du centre de la commune de Ain Lagredj, Google earth, 2009.

Photos aériennes du centre de la commune de Ain Lagredj, Google earth, 2016.

URBA. SE, 1997. Plan directeur d'aménagement et d'urbanisme de la commune d'Ain Lagredj, phase finale : Rapport d'orientation, règlement et documents graphiques.

URBA. SE, Mai 2010. Révision du plan directeur d'aménagement et d'urbanisme de groupement des communes de Ain Lagredj – Beni ourtilane – Beni Chebana – Beni Mouhli, phase finale : Rapport d'orientation, règlement et documents graphiques.



Liste des annexes

Annexe 1 : Carte des districts

Annexe 2 : Tableau de la RGPH 1987

Annexe 3 : Tableau de la RGPH 1998

Annexe 4 : Tableau de la RGPH 2008

Annexe 5 : Le questionnaire de l'enquête.

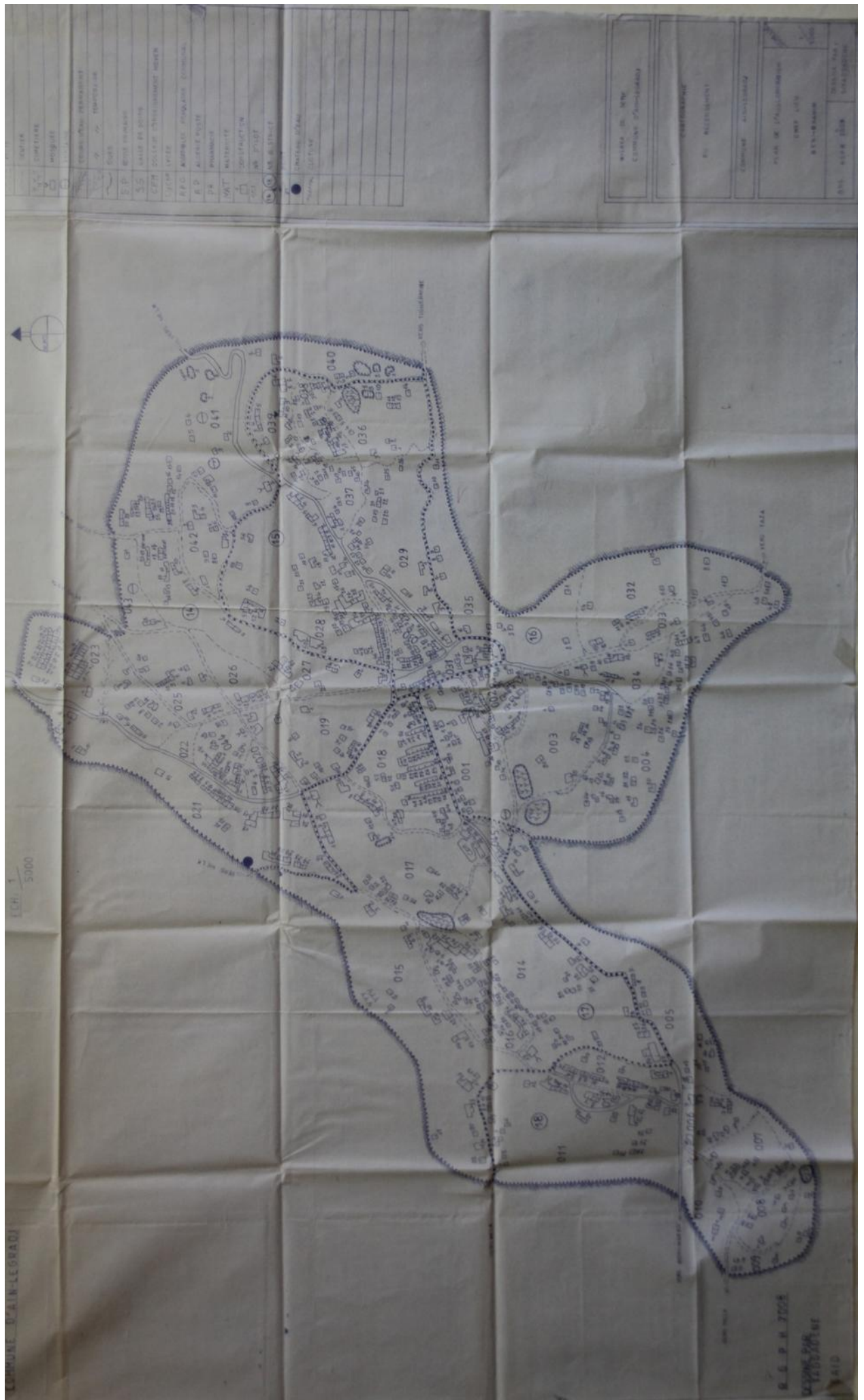
Annexe 6 : Carte d'état Des Lieux De Cadre Bâti De Village Thilatiouine.

Annexe 7 : Carte d'état Des Lieux De Cadre Bâti De Village Tichrahine.

Annexe 8 : Carte d'état Des Lieux De Cadre Bâti De Village Delaga.

Annexe 9 : Liste des villages

Annexe 1 :



Annexe 2 :

COMMUNE DE AIN - LEGRADJ

بلدية :

DISTRICTE NUMEROTES EN ZONE AGGLOMEREES

المقاطعات المرقمة في التجمعات الحضرية .

- تجمع الحضري :

AGGLOMERATION :

- CHEF -LIEU:

مركز البلدية :

- SECONDAIRE :

- ثانوي :

عدد السكان	أرقام المجموعات السكنية	اسم الحي	رقم المقاطعة
N° DES ILOTS COMPOSANT :	LA CITE OU DU	NONDE	DIS
NOMBRE DE LOGEMENTS	LE DISTRICT.	QUARTIER	
163	de 1 à 17	Agg. Secondaire AKHERIB	7
127	de 1 à 10	" " TIGHILT-IMRAANE	8
124	de 1 à 6	" " IRI L'KAF	9
114	de 1 à 10	" " ZAKOU	10
1272	de 1 à 23	" " BENI-ACHECHE	11
179	1,22,23,24,25,26,27,28,29, 30 et 31	" " BENI-HAFED	12
220	de 2 à 21	" " BENI-HAFED	13
297	1,2,3,4,5,6,7,29,30,31,33, 34,35,36,37,38,39,40,41,42, 43,44,45,46, 47 et 48	Agg. Chef Lieu BENI-BRAHIM	14
226	8,9,10,11,12,13,14,15,16, 17,18,19,20,21,22,23,24,25 26,27,28 et 32 .	Agglomération Chef Lieu BENI - BRAHIM	15
1.722	TOTAL		

REPUBLIQUE ALGERIENNE
DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE

WILAYA DE SETIF

DAIRA DE BENI-OURTILANE

COMMUNE D'AIN - LEGRADJ

LISTE DES CONSTRUCTIONS DE LA COMMUNE

- EN ZONE EPARSE -

N° du district	Noms des Villages	Nbre de Constructions	Nbre de Logements	Nbre de Personnes	OBSERVATIONS
01	I R M A N E	13	13	04	
	BENI - ACHECHE	22	23	75	
	CHERFA - OUADDA	70	70	260	
	CHERFA - OUFELLA	89	89	443	
	BENI - HAFED	18	18	42	
	TOTAL :..212		213	824	
02	AGHOULA - IMAJAT	32	32	261	
	O U S S E R	32	32	149	
	ILAZZAZENE	10	10	128	
	D E L A G U A	02	00	00	
	TIGHARMINE	34	34	115	
	T A K O U L I H T	09	09	16	
	OULED - SIDI - ALI	26	26	71	
	T A S F S A F T	02	00	00	
	TOTAL :..... 147		143	740	
03	T I A C H A C H E	50	50	385	
	AIT - BOUGUERIB	10	10	89	
	A D H O U Z E	12	12	65	
	T A M A G A S T	38	38	300	
	L A A Z I B	24	25	172	
	TOTAL :..... 134		135	1.011	
04	B O U N T E R	21	21	122	
	M E N A D E S	52	52	337	
	D J E B L A	10	10	74	
	TALA - OUAZRAR	07	07	30	
	TIZI - LAASKAR	14	14	114	
	TOTAL :..... 104		104	677	
05	CHEMBOUTA	21	20	118	
	AIT - AISSA	18	22	122	
	AIT - HEMANA	32	33	254	
	AGUERBOUR	18	16	120	
	TOTAL :..... 89		91	614	
06	B O R D I M	45	45	197	
	AIT - KALALA	52	47	273	
	IGHENACHENE	19	17	110	
	TOTAL :..... 116		109	580	
	TOTAL GENERAL :..... 802		795	4.416	

اسم النسخ: الحضر: مركز البلدية

Nom de l'A.C.L. ou du hameau chef-lieu (H/C.L.).

السُّعْدُ الْإِبْرَاهِيمِيُّ :

NOMBRE TOTAL DE

[illegible]

2-TAB. 40 RECAPITULATIF DES AGGLOMERATIONS SECONDAIRES

Totaliser chaque agglomération secondaire et sauter une ligne.

[illegible]

2- الجدول الإجمالي للمجموعات السكنية النائية

الجمع كل جمعي حضري ثانوي وأترك سطرًا

P 3

3-TABLEAU RECAPITULATIF DES ZONES EPARSES

١- القول الإجمالي للمناطق المعبودة

العدد الاجمالي : ١٠

NOMBRE TOTAL DE :

[illegible]

2

فلسفة القرى

[illegible]

Handwritten musical notation on three staves. The notation is in a cursive, handwritten style, likely from a 19th-century manuscript. It appears to be a single melodic line written across three staves. The notes are connected by horizontal lines, and there are some decorative flourishes. The ink is dark, and the paper shows signs of age and wear.

6036
ACN
Trevor

Annexe 5 :

Nous sommes des étudiants en architecture de l'université Abd Arrahman Mira BEJAIA
Notre recherche prend comme cas d'étude votre commune "Ain Lagredj".
On vous prie de bien vouloir nous répondre avec précision en sachant que l'objectif de ce questionnaire est la recherche scientifique.

cochez la bonne réponse

Le sex

homme ☐

femme ☐

Catégorie d'age

moins de 25 ans ☐

entre 25 et 35 ans ☐

plus de 35 ans ☐

Le domaine du travail

agriculture ☐

un autre domaine ☐

chomeur ☐

Lieu de résidence actuelle

au chef lieu ☐

à l'extérieur du chef lieu ☐

répondez à la place des pointier

De quel village vous êtes venu?

.....

En quelle année vous vous êtes installé au chef lieu ?

.....

cochez les cases qui convient à votre réponse

Quelles sont les causes qui vous en pousser a vous installez au chef lieu?

le rapprochement des services ☐

le rapprochement du lieu de travail ☐

pour des raisons de sécurité ☐

le rapprochement des équipements éducatifs ☐

disponibilité du transport en commun ☐

disponibilité de l'infrastructure(eau, gaz, électricité...etc) ☐

autre chose ☐

citez les

Est ce que vous avez un émigré dans la famille?

oui ☐

non ☐

si oui combien:

Quelle est la destination?

un pays étranger ☐

une autre wilaya d'algerie ☐

Est ce que ils ont construits ou investis au chef lieu ?

oui ☐

non ☐

نحن طالبة الهندسة المعمارية من جامعة عبد الرحمان ميرة- بجاية
في دراستنا اخذنا كمثال بحث بلديتكم عين لقراج.
نرجو منكم الاجابة بكل دقة مع العلم انا الهدف من هذا الاستطلاع هو البحث العلمي.

شطب على خانة الاجابة الصحيحة

الجنس

☐

ذكر

☐

انثى

الفئة العمرية

☐

اقل من 25 سنة

☐

بين 25 و 35 سنة

☐

اكبر من 35 سنة

مجال العمل

☐

الفلاحة

☐

مجال اخر

☐

عاطل عن العمل

مكان السكن الحالي

☐

في مركز البلدية

☐

خارج مركز البلدية

اجب مكان النقاط

من اي قرية اتيت ؟

في اي سنة استقرتكم بمركز البلدية؟

قم بتشطيب كل الخانات المتوافقة مع جوابكم

ما هو سبب استقراركم في مركز البلدية؟

☐

قرب الخدمات

☐

القرب من مكان العمل

☐

بسبب الامن

☐

القرب من المدارس

☐

توفر وسائل النقل

☐

توفر متطلبات الحياة (ماء, كهرباء, غاز, ...الخ)

☐

اشياء اخرى

اذكرها

هل لديكم مغترب في العائلة ؟

☐

نعم

☐

لا

اذا كان نعم فما عددهم؟

ما هي وجهتهم؟

☐

خارج الجزائر

☐

ولاية اخرى من الجزائر

هل استثمروا او بنوا في مركز البلدية ؟

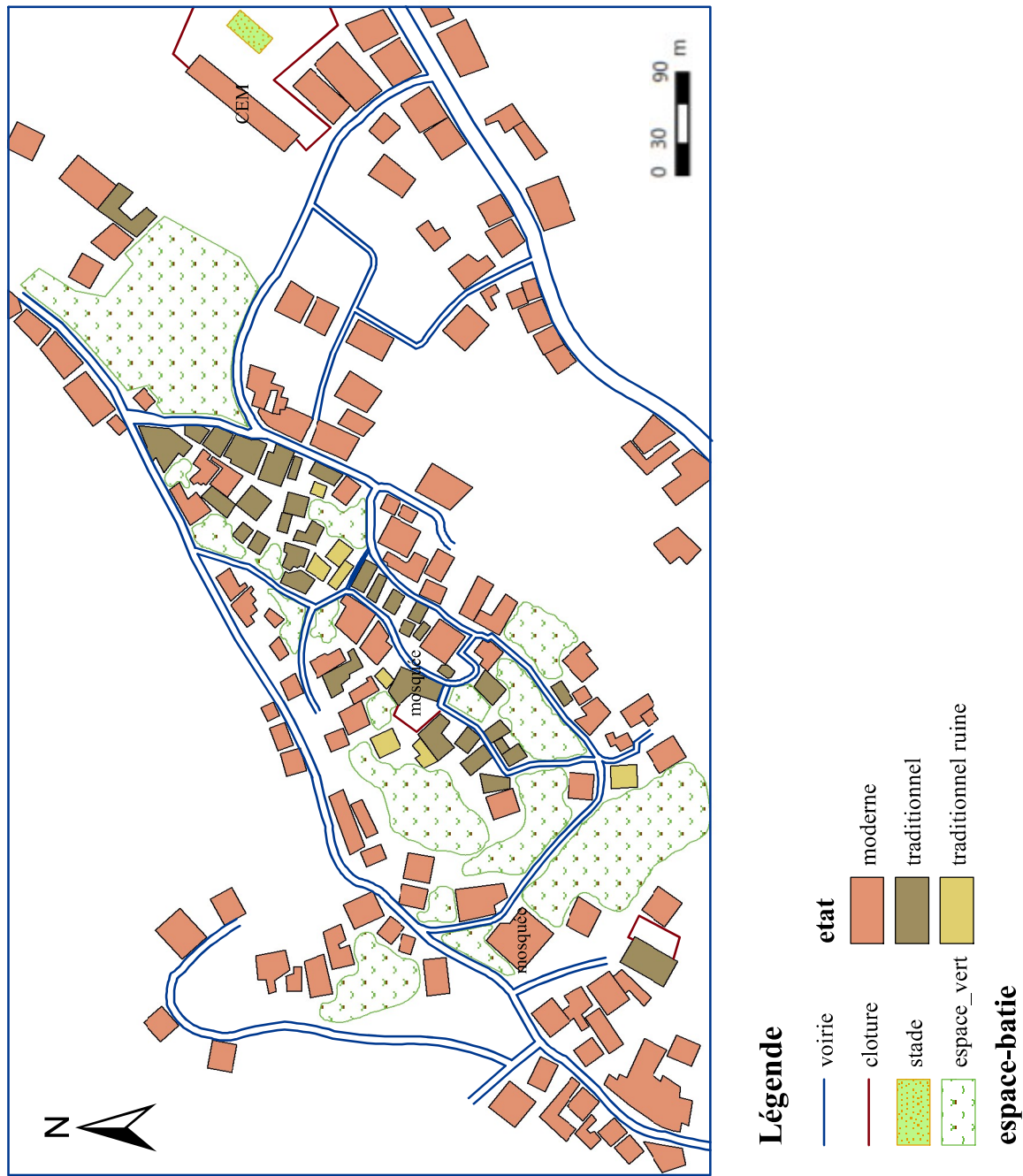
☐

نعم

☐

لا

Carte d'état Des Lieux De Cadre Bâti De Village Thilatiouine



la carte d'état des lieux de cadre bati de village Tichrahine



Carte d'état Des Lieux De Cadre Bâti De Village Delaga

